

La politique étrangère du troisième mandat présidentiel de Vladimir Poutine

Le rôle de la Russie dans les conflits en Ukraine et en Syrie

Mémoire réalisé par
Nicolas Delsarte

Promoteur
Tanguy de Wilde d'Estmael

Lecteur(s)
Xavier Follebouck
Kimberly Orinx

Année académique 2017-2018
Master en relations internationales à finalité diplomatie et résolution de conflits

Déclaration de déontologie

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au **Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses** et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

Nicolas Delsarte.

Louvain-la-Neuve, le 27 mai 2018.

Avant-propos

Pour commencer je voudrais remercier monsieur *Tanguy de Wilde d'Estmael*, mon promoteur de mémoire et professeur à l'Université catholique de Louvain-la-Neuve, pour son accompagnement, sa disponibilité et ses conseils durant tout le processus rédactionnel. Je tiens également à le remercier pour les connaissances qu'il a su me transmettre en tant que professeur.

J'adresse également des remerciements particuliers à *Guy Delsarte*, *Anne Toussaint* et *Catherine Eucher* pour leurs relectures attentives de ce mémoire. Je remercie aussi ma famille et mes proches pour le soutien, la confiance et la patience qu'ils ont montrés à mon égard durant mon parcours universitaire ainsi que pendant la rédaction de ce mémoire.

La fin de mon parcours étudiant est aussi l'occasion pour moi d'adresser mes sincères remerciements à l'ensemble du corps professoral et administratif de l'Université catholique de Louvain-la-Neuve pour la qualité de leur enseignement et leur professionnalisme.

Tables des matières

Introduction.....	5
1. Vladimir Poutine : incarnation de l'homme russe.....	10
1.1. Ascension d'agent secret à Président.....	10
1.2. La troisième présidence dans un climat de tension.....	11
1.3. Influences personnelles du maître du Kremlin.....	13
1.3.1. Une vie marquée par l'Union Soviétique.....	14
1.3.2. Le judo comme philosophie	15
1.3.3. Conceptions géopolitiques russes contemporaines	16
2. Poutinisme : un système politique fait sur mesure	22
2.1. Système politique hiérarchique et fermé.....	22
2.1.1. Verticale du pouvoir : symbole de la concentration en un seul homme.....	22
2.1.2. « Inner circle » : conseillers proches mais soumis	24
2.2. Une vision politique idéologique.....	28
2.2.1. Les valeurs conservatrices comme ciment du peuple	29
2.2.2. Le populisme national comme ambition retrouvée.....	31
2.2.3. La personnification comme évidence.....	32
3. Ukraine : affirmation de la puissance russe	34
3.1. Origines du conflit.....	34
3.1.1. Concurrence entre deux projets d'intégration économique.....	34
3.1.2. Escalade des tensions et renversement du régime.....	36
3.2. Implications russes dans le conflit.....	37
3.2.1. L'annexion de la Crimée	37
3.2.2. La guerre du Donbass.....	38
3.3. Motifs d'interventions russes dans le conflit ukrainien	39
3.3.1. Tentative d'arrêt de l'intégration à l'Ouest	39
3.3.2. Le prétexte de la protection de la minorité russophone	40
3.3.3. La protection des statu quo.....	41
3.4. Les accords internationaux pour la résolution du conflit	43
3.4.1. Le cessez-le-feu de Minsk I.....	43
3.4.2. Minsk II ou la distribution des cartes par le Kremlin.....	44
3.4.3. Nouveau round, même constat	45
3.4.4. Les sanctions internationales à l'égard de la Russie.....	46
3.5. Les conséquences du conflit en Ukraine	47

3.5.1.	Un conflit gelé comme moyen de pression pour la Russie.....	47
3.5.2.	Un regain de soutien national de la part du peuple russe.....	49
3.5.3.	La militarisation de la frontière avec les pays baltes.....	50
3.5.4.	Remise en cause de l'ordre international établi	51
4.	Syrie : la confirmation d'un nouveau rôle	53
4.1.	Origines du conflit.....	53
4.2.	Implication de la Russie dans le conflit syrien	54
4.2.1.	Un activisme diplomatique de plus en plus incontournable.....	54
4.2.2.	Des avancées importantes sur le terrain	57
4.3.	Motifs d'interventions russes dans le conflit syrien.....	58
4.3.1.	Sauver l'Allié Assad.....	58
4.3.2.	Les leçons tirées de la Libye	60
4.3.3.	La protection de la minorité chrétienne	62
4.3.4.	Les risques de propagation islamiste en Russie	62
4.3.5.	La prolongation des revendications déjà présentes en Ukraine	65
4.4.	Les conséquences du conflit en Syrie.....	66
4.4.1.	La confirmation d'une nouvelle place dans le monde	66
4.4.2.	Réponses aux problèmes internes.....	69
	Conclusion.....	70
	Bibliographie	75

Introduction

In a situation where you had domination by one country and its allies, or its satellites rather, the search for global solutions often turned into an attempt to impose their own universal recipes. This group's ambitions grew so big that they started presenting the policies they put together in their corridors of power as the view of the entire international community. But this is not the case¹. (Vladimir Poutine, le 24 octobre 2014).

La chute de l'Union Soviétique à l'aube des années nonante a fait passer la Russie, issue de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), du statut de superpuissance dans un monde bipolaire au rang d'acteur inférieur des relations internationales. Les États-Unis, devenus seul décideur d'un monde unipolaire qu'ils dominent, ont dès lors propagé leurs valeurs libérales et leur mode de vie le plus largement possible à travers le monde. Cet événement résonne encore comme un traumatisme pour le peuple russe mais également pour son Président, Vladimir Poutine². Dans l'optique de la reconquête d'une place qu'elle estime être la sienne au sein de l'ordre mondial, la Russie se retrouve ces dernières années au cœur de l'actualité internationale par les actions qu'elle entreprend à l'extérieur de ses frontières que ce soit dans le cadre du conflit en Ukraine depuis 2013 ou encore celui en Syrie depuis 2011.

Le rôle joué par la Russie dans le soulèvement populaire en Ukraine et l'annexion de la Crimée qui a suivi en 2014 lui a permis de sortir de ce rôle passif d'acteur auxiliaire au sein des relations internationales. L'Occident, Union européenne (UE) et États-Unis en tête, a fortement condamné et puni ces agissements mais fut bien forcé de constater que la politique étrangère russe avait pris un nouveau cap. Ce retour sur le devant de la scène fut confirmé par le rôle, cette fois-ci d'intermédiaire, que la Russie joua dans les tentatives de résolution du conflit syrien. D'abord en bloquant les résolutions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) en faveur d'une intervention sur le terrain, ensuite en œuvrant avec les États-Unis pour le désarmement chimique de la Syrie. Depuis l'automne 2015, la Russie y est un acteur majeur des combats en se positionnant aux

¹ POUTINE Vladimir, « Meeting of the Valdai International Discussion Club », dans *President of Russia* [en ligne], <http://en.kremlin.ru/events/president/news/46860> (Page consultée le 20/05/18).

² ELTCHANINOFF Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Arles : Actes Sud, 2015, p.26.

côtés de son allié historique Bachar Al-Assad³. La réaffirmation de la Russie dans l'ordre mondial apparaît également dans ce que d'aucuns appellent un déclin relatif de la part des États-Unis qui, d'un côté sont moins à même d'assurer seuls le rôle de policier mondial et d'un autre côté, ne veulent plus vraiment le faire non plus sous l'impulsion du Président Trump qui défend défenseur d'une politique de repli sur soi⁴. Ce nouveau rôle russe témoigne-t-il donc d'un nouvel organigramme mondial aux allures de guerre froide, marqué par la concurrence entre deux pôles ou plutôt de la définition d'un monde multipolaire qui s'appuie sur des ensembles géographiques plus restreints ?

Ce mémoire a pour sujet l'analyse de la politique étrangère menée par Vladimir Poutine à partir de sa réélection à la tête de la Fédération de Russie le 4 mars 2012. En effet, ce troisième mandat représente un changement notoire tant par les actions entreprises que par les moyens déployés par le chef du Kremlin. Aussi bien dans le conflit en Ukraine que dans le dossier syrien, la Russie s'impose désormais soit comme un protagoniste soit comme un intermédiaire indispensable à toute résolution. Dans ce mémoire, l'attention est donc portée sur l'analyse de l'implication russe dans ces deux conflits, et ce jusqu'au début de l'année 2018.

Ce travail tente donc de mettre en lumière les diverses implications de la Russie dans ces deux conflits ainsi que leurs conséquences sur la scène internationale afin de répondre à la question de recherche suivante : « Depuis sa réélection en 2012, quels éléments influencent la politique étrangère menée par Vladimir Poutine et est-elle guidée par une nouvelle stratégie internationale et globale à long terme ? ». Il s'agit de tenter de déterminer si ce retour sur le devant de la scène internationale était bel et bien planifié ou au contraire, s'il ne s'agissait que de réponses opportunistes à divers événements sans réel lien entre eux.

Ce mémoire consiste en une analyse la plus exhaustive possible et une synthèse personnelle de la littérature scientifique existante se rapportant à la problématique afin de répondre à la question de recherche. Les données récoltées proviennent donc essentiellement de recherches documentaires académiques et scientifiques ainsi que de diverses sources de presse. Dans le but d'être le plus précis

³ DELANOË Igor, « La puissance par la coercition. Le *hard power* russe à l'épreuve du Moyen-Orient », *Hérodote*, 2017, vol. 166-167, n°3, p.243.

⁴ PARIS Gilles, BOURREAU Marie, « Donald Trump amorce un repli américain », dans *Le Monde* [en ligne], http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/01/28/donald-trump-amorce-un-repli-americain_5070479_3222.html (Page consultée le 16/05/18).

possible, une attention particulière a été portée afin de garantir une diversité de provenances des documents. Pour permettre un croisement de points de vue objectif, une recherche de documents d'origine russe et non exclusivement occidentale a été menée.

Ce mémoire de recherche se divise en quatre chapitres. Les deux premiers s'intéressent à Vladimir Poutine tandis que les deux derniers analysent l'action extérieure de la Russie. La première partie se concentre sur la personne de Vladimir Poutine. Pour comprendre le rôle de la Russie sur la scène internationale, il convient d'abord d'analyser la personnalité de l'homme qui se trouve à sa tête et la dirige. Ainsi cette partie commence par l'ascension politique de l'actuel chef du Kremlin, de simple agent du Comité pour la Sécurité de l'État (KGB) lors de la guerre froide au plus haut poste politique du pays. Après ses deux premiers mandats, Poutine a dû laisser sa place à Medvedev comme le veut la Constitution mais il est revenu à la présidence de la Russie en 2012 dans un climat social et économique tendu dans le pays. La personnalité du Président est fortement marquée par sa jeunesse en URSS mais également par le judo qui influence sa philosophie de vie et qui se retrouve également dans sa vision géopolitique. La place que doit occuper la Russie dans le monde selon la vision poutinienne est fortement influencée par la pensée classique de Mackinder⁵, la Russie y représentant le Heartland. Le penseur russe Danilevski a contribué également à la vision civilisationnelle qu'a Vladimir Poutine de son propre pays⁶. L'eurasisme de Douguine permet enfin de compléter la vision poutinienne d'un monde multipolaire ainsi que le rôle prééminent que le chef du Kremlin entend donner à la Russie au sein de celui-ci⁷. Le deuxième chapitre du mémoire analyse le système politique mis en place par Vladimir Poutine en Russie. En effet, le système poutinien s'organise selon des concepts précis avec une base idéologique définie par le Président lui-même. L'organisation politique du pays se fait donc autour du Kremlin. Une verticale du pouvoir s'y applique au détriment de la périphérie dans sa distribution mais également au détriment des autres personnalités qui pourraient venir concurrencer le leader moscovite. En effet, Vladimir Poutine place aux postes clés du pays des hommes provenant d'un cercle restreint et qui lui sont fidèles, tant

⁵ MACKINDER Halford J., *Democratic Ideals and Reality : a Study in the Politics of Reconstruction*, Londres : Constable & Co., 1919, 194p.

⁶ CHEBANKOVA Elena, « Russia's idea of the multipolar world order : origins and main dimensions », 2017, *Post-Soviet Affairs*, vol. 33, n°3, p.220.

⁷ DOUGUINE Alexandre, *Pour une théorie du monde multipolaire*, Nantes : Ars Magna Editions, 2013, 196p.

au niveau politique qu'économique, ce qui lui assure une emprise sur eux afin de servir au mieux les intérêts qu'il aura définis. En plus de cette structure dont il garde le contrôle, le Président russe défend des valeurs qui trouvent écho dans sa population et agissent comme source de légitimation de ce système poutinien. C'est pourquoi le régime politique russe actuel peut être considéré comme conservateur, avec une place importante accordée à la religion orthodoxe mais également comme défenseur de la stabilité politique et du maintien du statu quo. Le système poutinien se veut populiste et touche également au sentiment patriotique des Russes. Il en résulte que la grande majorité du peuple se rassemble autour des projets défendus par son Président et identifie ce dernier comme le défenseur de la civilisation russe. Le troisième chapitre se concentre exclusivement sur le conflit ukrainien. Celui-ci émane d'une révolution populaire à la suite du choix du Président ukrainien Ianoukovitch, à la fin 2013, de favoriser le projet d'intégration économique russe, au détriment de celui proposé par l'Union européenne. Le pouvoir en place finit par abandonner Kiev et par se réfugier en Russie, là où on le considérait toujours comme légitime malgré son remplacement par un gouvernement provisoire. Le 18 mars 2014, la péninsule de Crimée est officiellement rattachée à la Russie après un référendum durant lequel le « oui » l'a emporté de manière écrasante⁸. À la suite de cet événement historique qui marque la fin de l'« ordre international post-guerre froide », une guerre éclata dans la région sud-est de l'Ukraine où des velléités indépendantistes vont également apparaître. Les interventions russes dans le conflit qui se déroule en Ukraine se justifient à la fois par des objectifs stratégiques, notamment l'importance que l'Ukraine, faisant partie de ce que la Russie définit comme son « étranger proche », ne se rapproche pas trop de l'Union européenne ni de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), que par la défense de la stabilité politique afin d'éviter un risque de propagation révisionniste au sein de la population russe. Qui plus est, la forte minorité russophone qui se trouvait en Crimée voit ce rattachement comme un retour à la mère patrie. Ces événements en Ukraine ont été condamnés par la communauté internationale qui, voyant qu'elle n'était plus maître du jeu lors des différents rounds de négociation entre les protagonistes du conflit, s'est résolue à prendre des séries de sanctions à l'égard de la Russie. À

⁸ TRENIN Dmitri, *The Ukraine Crisis and the Resumption of Great-Power Rivalry*, Moscou : Carnegie Moscow Center, Coll. « Paper », 2016, p.3.

l'heure actuelle, le conflit en Ukraine peut être considéré comme « gelé »⁹ bien qu'il ait toujours des répercussions en Russie ou dans les pays baltes notamment. Le quatrième et dernier chapitre de ce mémoire analyse le conflit en Syrie. Cette guerre émane également d'un conflit interne qui va s'internationaliser. La Russie, au fur et à mesure que le conflit s'éternise, arrive à se rendre de plus en plus indispensable lors des différentes négociations internationales. Après la signature de l'accord de désarmement chimique par le régime Assad, le Kremlin a réussi à mener aussi bien des pourparlers dans le cadre des accords de Genève en coopération avec les États-Unis que sans ces derniers au sein de la troïka d'Astana avec l'Iran et la Turquie. En Syrie, Moscou s'adonne à la « diplomatie coercitive »¹⁰ liant diplomatie et actions sur le terrain. Cet engagement russe, commencé dès le début des hostilités en 2011, a augmenté en intensité à l'automne 2015 par une projection de puissance avec des frappes de missiles menées par la marine et l'aviation russes. Cet engagement aux côtés de Bachar al-Assad provient du fait que la Syrie est l'allié principal de la Russie au Moyen-Orient grâce au positionnement stratégique de la base russe de Tartous sur son territoire. De plus, la Russie ne connaît que trop bien le potentiel déstabilisateur que représenterait la chute du régime sous l'impulsion de forces extérieures comme ce fut le cas en Libye. La composante religieuse est également entrée en ligne de compte dans le chef du maître du Kremlin. En effet, Vladimir Poutine est intervenu en Syrie sous prétexte de protection de la minorité chrétienne qui s'y trouve mais également pour éviter les risques de propagation de l'islamisme radical dans la grande communauté musulmane présente en Russie. Les implications de Moscou dans ces deux conflits ont donc pour justifications les problématiques internes à la Russie, notamment au sein de sa population, mais également des raisons externes comme la remise en cause de l'ordre mondial.

⁹ FOLLEBOUCKT Xavier, *La Russie et le « conflit gelé » ukrainien*, Louvain-la-Neuve : IBL-CECRI, Coll. « Les leçons du passé », n°42, 2015, p.1.

¹⁰ TRENIN Dmitri, « Like It or Not, America and Russia Need to Cooperate in Syria », dans *The National Interest* [en ligne], <http://nationalinterest.org/feature/it-or-not-america-russia-need-cooperate-syria-13863> (Page consultée le 17/01/18).

1. Vladimir Poutine : incarnation de l'homme russe

1.1. Ascension d'agent secret à Président

Vladimir Vladimirovitch Poutine est né en octobre 1952 dans la ville impériale de Leningrad. Dès son plus jeune âge, il pratiqua les arts martiaux. Il sortit diplômé en droit de l'Université d'État de Leningrad en 1975. Après un an à étudier à l'académie du KGB à Moscou, il intégra le KGB et fut assigné en poste à Dresde en 1985. Il passa cinq ans en mission en République démocratique allemande (RDA) pour le compte des services secrets et revint seulement après la chute du mur de Berlin¹¹. Il fut alors envoyé en mission à Leningrad dès 1990. Poutine était un homme de moyenne importance au sein du KGB au milieu des années quatre-vingt et finit par atteindre le grade de lieutenant-colonel¹². Après avoir été brièvement adjoint du vice-recteur de son université, il commença sa carrière politique en entrant au cabinet mayoral d'Anatoli Sobtchak à Saint-Pétersbourg. En juin 1991, il devint adjoint au Maire et responsable du Comité des relations extérieures, ceci lui fera quitter le KGB deux mois plus tard. Sa carrière politique lancée, elle ne cessera jamais d'aller de l'avant et de se développer au point qu'il intégra le Kremlin en 1996 et qu'il travailla pour l'administration présidentielle en 1997. En 1998, il retrouva son premier amour, le KGB devenu entre-temps le Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie (FSB), mais cette fois-ci, il en prit la direction. Son dernier poste politique avant la présidence de Russie sera celui de Premier ministre de l'administration Eltsine en 1999. Après la démission de ce dernier, Poutine devint Président effectif le 31 décembre 1999. Il fut officiellement élu en mars et son investiture présidentielle eut lieu le 7 mai 2000. Son ascension vers la plus haute position du pouvoir en Russie en moins de deux ans et demi est assez exceptionnelle. L'opacité des informations sur celle-ci ainsi que sur le Président lui-même alimente le mythe autour de cette personnalité singulière à l'ambition évidente. Vladimir Poutine servira deux mandats présidentiels de 2000 à 2004 et puis de 2004 à 2008 avant de céder sa place à Dimitri Medvedev, la Constitution russe n'autorisant que deux mandats consécutifs. Il occupera dès lors la position de

¹¹ ELTCHANINOFF Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Arles : Actes Sud, 2015, p.11.

¹² HILL Fiona, GADDY Clifford G., *Mr. Putin*, Washington D.C. : Brookings Institution Press, 2015, p.7.

Premier ministre avant de se faire réélire en 2012 pour six ans et encore une nouvelle fois en 2018, Medvedev ayant allongé le mandat présidentiel de quatre à six ans entre-temps. Il est cependant intéressant de souligner que, même lorsqu'il était Premier ministre, Vladimir Poutine est toujours resté l'homme politique numéro un en Russie. Toutes les décisions politiques de grande importance nécessitaient son aval même lorsqu'il n'était plus Président. Vladimir Poutine incarne donc l'autorité de Moscou depuis maintenant plus de dix-huit ans.

1.2. La troisième présidence dans un climat de tension

En décembre 2011, le parti Russie Unie a obtenu 49% des voix aux élections du Parlement russe, la Douma. Ce résultat lui a fait perdre la majorité des deux tiers nécessaire aux modifications de la Constitution en Russie¹³. Comme Vladimir Poutine n'a personnellement jamais fait partie officiellement de ce parti, pourtant créé afin de le soutenir, ses opposants politiques ne purent profiter de cette baisse de résultats contre lui. Les manifestations massives qui commencèrent le 10 décembre 2011 et continuèrent en 2012 ont été les plus importantes en Russie depuis la fin des années nonante¹⁴. Elles étaient en opposition avec les résultats des élections parlementaires de la semaine précédente car des preuves évidentes de fraude dans les procédures électorales ainsi que durant le comptage des voix furent révélées. Les autorités officielles réfutèrent catégoriquement toute allégation de fraude même quand, sur les réseaux sociaux, des preuves de falsification dans les bureaux de vote se répandaient¹⁵. Internet et les réseaux sociaux ont joué un rôle primordial dans la propagation de ces contestations populaires. En effet, ils ont permis aux Russes de bénéficier d'un espace libre d'information et de communication en dehors du contrôle de l'État. Le mécontentement populaire sur internet avait déjà commencé le 24 septembre 2011 après l'annonce du retour de Vladimir Poutine comme candidat à la présidence¹⁶. Ce n'est néanmoins qu'après les élections pour la Douma que la contestation descendit dans la rue. La population russe considérait que Vladimir Poutine faisait partie du paysage politique depuis trop longtemps et ne voulait pas

¹³ SEIPEL Hubert, *Poutine : une vision du pouvoir*, Genève : Editions des Syrtes, 2016, p.68.

¹⁴ HILL Fiona, GADDY Clifford G., *Mr. Putin*, op.cit., p.227.

¹⁵ WEGREN Stephen K., *Putin's Russia*, Landham (Maryland) : Rowman & Littlefield, 2016, p.114.

¹⁶ HILL Fiona, GADDY Clifford G., *Mr. Putin*, op.cit., p.229.

devoir le suivre pendant encore six voire même douze ans. Cependant la légère baisse de popularité de Poutine ne datait pas d'hier. « From may 2006 through December 2010 – that is, for 56 straight months – Putin's approval rating had remained above 75 percent. Then between December 2010 and March 2011, it dropped by 10 points »¹⁷. La distanciation stratégique de la personne de Vladimir Poutine du parti Russie Unie après les élections perdues s'avéra infructueuse pour sa cote de popularité et Poutine dut aborder les élections présidentielles avec le plus bas taux d'approbation qu'il eut connu ces dernières années.

Il fut quand même élu le 4 mars 2012 avec 64% des votes¹⁸. Ces chiffres sont cependant à relativiser car Medvedev fut élu avec 71% des voix en 2008 et lui-même avec 72% en 2004¹⁹. Malgré la gronde grandissante de la classe moyenne russe présente principalement dans les villes, le soutien des campagnes aura suffi pour remporter l'élection pour un troisième mandat présidentiel. De plus, il n'y avait pas de réelle alternative crédible dans le paysage politique russe. On peut donc souligner des différences régionales dans ces résultats. Aux régions acquises de longue date s'opposent les grandes villes où les taux d'approbation du Président tournaient autour de seulement 50%. Dans la capitale russe, la remise en cause du système poutinien est forte. La particularité des manifestations vient du fait que ce n'est pas la classe pauvre russe qui proteste dans les rues. Non, elles étaient composées de citoyens provenant de la classe moyenne qu'a fait émerger Poutine lui-même²⁰. Cette classe moyenne ouverte sur le monde, relativement jeune et éduquée jouit pleinement de la globalisation et cultive de nouvelles attentes à l'égard du pouvoir politique. Ces manifestants ne veulent pas d'un retour en arrière de leurs libertés nouvellement acquises. Une critique qui revenait souvent était que Poutine n'offrait rien de nouveau, pas de programme pour le futur de la Russie. L'espérance de modernité politique s'opposait aux pratiques délictueuses lors des élections et à la corruption fortement présente dans le pays. Ce que revendiquait le peuple était une réforme du système et de l'appareil d'État. C'est contre le régime poutinien lui-même que s'érigait une partie de la population en réclamant une dépersonnalisation de celui-ci. L'État et les fonctions politiques en son sein se devaient, selon eux, de retrouver leur place au-delà de la personne qui les occupe.

¹⁷ HILL Fiona, GADDY Clifford G., *Mr. Putin*, op.cit., p.230.

¹⁸ SEIPEL Hubert, *Poutine : une vision du pouvoir*, op.cit., p.74.

¹⁹ HILL Fiona, GADDY Clifford G., *Mr. Putin*, op.cit., p.231.

²⁰ Ibidem, p.233.

Vladimir Poutine quant à lui n'écoula pas les revendications venant de la rue, les accusant d'être orchestrées par les puissances occidentales qui tentaient de nuire à la Russie. Il dénonça également ce qu'il considérait comme des tentatives de l'Occident d'influencer le scrutin durant la campagne mais également la non-légitimité des remises en cause des résultats électoraux. Vladimir Poutine considère donc son élection de 2012 comme une revanche contre les manifestations opposées à sa candidature à la présidence ainsi que contre les ingérences de l'Occident²¹. Malgré sa victoire, le chef du Kremlin prit conscience de sa baisse de popularité et de cette hausse de la contestation provenant du peuple russe qui mettait en avant les défis à relever à l'intérieur du pays comme le haut niveau de corruption. Il va dès lors recentrer ce nouveau mandat autour de thèmes fréquemment utilisés : unité, cohésion et consolidation²². La nouvelle mission du Kremlin est donc de prévenir l'action de tout groupe, que ce soit de l'intérieur ou de l'extérieur du système, à venir contester sa présidence et son autorité. Ceci se cristallise dans une classification binaire des valeurs, idées et croyances entre le bien et le mal. Cette stratégie se veut rassembleuse du peuple autour d'un vécu partagé et défini par le pouvoir central.

1.3. Influences personnelles du maître du Kremlin

Même s'il s'intéresse à la philosophie et a suivi des études de droit à Saint-Pétersbourg qui lui ont permis d'acquérir les préceptes de base des grands auteurs et penseurs aussi bien occidentaux que russes, Vladimir Poutine n'est pas un intellectuel. C'est un homme d'action et il n'hésite pas à se mettre en scène. Il est passionné de judo et d'arts martiaux qu'il pratique régulièrement. Le chef du Kremlin est un réaliste pragmatique qui s'adapte au gré des situations. Il ne se laisse pas enfermer dans un quelconque carcan idéologique qu'il ne veut d'ailleurs pas non plus imposer arbitrairement à son pays. Le Président Poutine se méfie des médias et d'internet, il s'informe via des fiches que lui fournissent ses hommes de confiance qui sont dès lors triés sur le volet et exercent une certaine influence sur lui²³. Poutine est un personnage complexe qui opère aussi sous le radar et aime entretenir une part de mystère autour de sa personne. En effet, il a verrouillé sa biographie dès son

²¹ ELTCHANINOFF Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, op.cit., p.12.

²² HILL Fiona, GADDY Clifford G., *Mr. Putin*, op.cit., p.242.

²³ ELTCHANINOFF Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, op.cit., p.13.

arrivée au pouvoir. Ce qu'on sait de lui est seulement ce qu'il a bien voulu dire. Il n'y a pas eu de biographie publiée en Russie sur Vladimir Poutine, rédigée par un Russe, durant les quinze dernières années²⁴. Le leader du Kremlin contrôle parfaitement son image et l'information qui circule sur et autour de lui, n'hésitant pas à la manipuler si nécessaire. Plus discret lors de ses premiers mandats, ses positions se durcissent et s'affirment depuis son tournant conservateur de 2013²⁵. Vladimir Poutine est avant tout un homme pragmatique qui sait s'adapter à toute situation. Sa formation au sein du KGB a fait de lui un homme qui analyse chaque situation avant de choisir la meilleure option afin d'atteindre le but qu'il s'est fixé. C'est pourquoi en Occident, Vladimir Poutine est autant admiré que craint car on ne sait jamais sur quel pied danser avec lui.

1.3.1. Une vie marquée par l'Union Soviétique

Bien qu'il provienne d'une famille de communistes convaincus, son père était inscrit au Parti Communiste et son grand père a servi Staline, Vladimir Poutine est plus pragmatique face à l'idéal d'une société sans classe²⁶. Grâce à son expérience au sein du KGB, il se rend compte de la faillite économique de l'URSS ce qui lui inspirera sa vision économique à tendance plus libérale durant sa carrière politique. Il glorifie les services de sécurité tels que le KGB/FSB qui, pour lui à cette période, n'étaient pas corrompus et savaient comment redresser le pays. Son côté soviétophile ne lui vient donc pas de l'idéologie communiste mais des autres valeurs cardinales que lui a inculquées le régime : le patriotisme et le militarisme²⁷. Vladimir Poutine est avant tout russe et fier de l'être. Ce sentiment d'appartenance ne le quitte jamais et la place de la Russie dans le monde lui importe à chaque instant. La culture militaire russe est source d'organisation, d'efficacité mais également de fierté. En effet, le Russe se prépare constamment à faire la guerre et son rapport à celle-ci évoque un passé glorieux. L'Union Soviétique a vaincu le nazisme durant la Seconde Guerre mondiale. L'URSS est également le pays qui a le plus contribué en nombre de victimes à la chute du régime hitlérien. La chute de l'Union Soviétique restera donc à jamais marquée au fer rouge dans la tête de Poutine comme un événement

²⁴ HILL Fiona, GADDY Clifford G., *Mr. Putin*, op.cit., p.6.

²⁵ FOLLEBOUCKT Xavier, *Kremlinologie 2.0 : la politique étrangère russe à l'épreuve du poutinisme*, Louvain-la-Neuve : IBL-CECRI, Coll. « Note d'analyse », n°54, 2017, p.24

²⁶ ELTCHANINOFF Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, op.cit., p.18.

²⁷ Ibidem, p.19.

humiliant et traumatisant. L'Empire fut relégué au niveau de petite puissance faible. 1991 représente une « triple perte »²⁸ dans la société russe. C'est avant tout la chute d'un système politique qu'est le communisme. C'est aussi la division d'un territoire gigantesque en une série d'États indépendants. Mais c'est également la perte de la mère patrie pour les Soviétiques. Ces trois éléments mis ensemble résument la perte d'identité que représente la chute de l'Union Soviétique pour ses habitants. Vladimir Poutine dira lui-même : « Avant toute chose, il faut reconnaître que la chute de l'URSS a été la plus grande catastrophe géopolitique du siècle »²⁹. Selon lui, ce n'est pas l'idéologie du régime communiste qu'il faut regretter mais les conséquences de l'effondrement de ce système. C'est avant tout une crise humanitaire et identitaire plus qu'idéologique ou politique. Du jour au lendemain, vingt-cinq millions de Russes ethniques se sont retrouvés en dehors des frontières dans des États nouvellement souverains. L'importance accordée à l'URSS par Vladimir Poutine n'est donc pas idéologique mais il regrette ce passé glorieux de puissance respectée, surtout au regard des événements humiliants vécus après la chute du communisme tels que l'intervention au Kosovo pour n'en citer qu'un. Poutine se donnera donc comme mission personnelle de rendre à la Russie sa place dans le monde et la fierté à sa nation. Il cherchera constamment le moyen de trouver la solution pour réparer les erreurs qui ont été commises à la chute de l'URSS et remettre la Russie dans le droit chemin³⁰. Ayant toujours cette idée en tête, Poutine essaiera plusieurs stratégies distinctes afin d'atteindre ce but ultime, allant des tentatives de rapprochement avec l'Occident durant ses deux premiers mandats à la définition de sa propre voie lors de son troisième. L'influence soviétique se retrouve toujours dans son langage et dans son rapport au monde et aux institutions internationales. Vladimir Poutine est davantage un réaliste des relations internationales qui parle en termes classiques de puissance, de pouvoir ou encore d'opposition.

1.3.2. Le judo comme philosophie

Outre le passé soviétique comme influence majeure, le Président Poutine revendique aussi le judo non pas seulement comme un sport mais également comme une philosophie personnelle. Judo signifiant « voie de la souplesse », cela prône

²⁸ WALKER Shaun, *The Long Hangover*, Oxford : Oxford University Press, 2018, p.7.

²⁹ ELTCHANINOFF Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, op.cit., p.26.

³⁰ HILL Fiona, GADDY Clifford G., *Mr. Putin*, op.cit., p.22.

l'évolution plutôt que la révolution³¹. Le judo prend en considération les qualités personnelles et les transcende pour faire chuter l'adversaire. Le judo inculque aussi des valeurs telles que la discipline et le respect. La hiérarchie y est importante par ses différents stades d'évolution correspondant aux différentes couleurs de ceinture et chaque niveau inférieur doit respect mais aussi obéissance aux niveaux supérieurs. Comme beaucoup d'arts martiaux, la pratique du judo ne repose pas principalement sur la force physique mais plutôt sur la volonté, la technique, la précision et la justesse. Il ne suffit pas d'être le plus puissant, il faut aussi savoir patienter et agir au bon moment en exploitant la faiblesse ou l'erreur de l'adversaire. Vladimir Poutine applique aussi cette philosophie pour gérer son pays ainsi que pour mener sa politique étrangère.

Poutine agit ainsi dans les premières années de sa présidence. Il approche tous les partenaires possibles, à l'Est comme à l'Ouest. Il leur montre son respect et attend de voir leur réaction. La voie de la souplesse consiste donc d'abord à donner confiance à l'autre, à l'observer, à scruter sur quelle force il pourra s'appuyer pour le déséquilibrer. C'est pourquoi son libéralisme n'est qu'une facette de son approche des problèmes, une façon de rassurer les Occidentaux en attendant les premières erreurs pour les surprendre³².

1.3.3. Conceptions géopolitiques russes contemporaines

Depuis la chute de l'URSS, la politique étrangère russe a comme zone d'action privilégiée le concept d'« étranger proche ». Celui-ci « exprime le fond des représentations géopolitiques russes et la volonté affirmée de reprendre le contrôle des développements dans l'ex-URSS »³³. La vision géopolitique présente en Russie est le fruit de sa longue histoire et est influencée par son passé tsariste et impérial mais également par le monde bipolaire qui prévalait durant la guerre froide. Cette vision définit les pays de son voisinage proche comme une zone d'influence d'intérêt national car près de vingt-cinq millions de Russes vivent dans ces États post soviétiques. Cette politique d'influence est à l'origine du projet de la Communauté des États Indépendants (CEI) de Boris Eltsine en 1991. Cette tentative d'intégration sera suivie par la Communauté économique eurasienne en 2001 qui deviendra une union douanière en 2010 et aussi par l'Organisation du traité de sécurité collective en

³¹ ELTCHANINOFF Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, op.cit., p.43.

³² Ibidem, p.44.

³³ MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.4.

2002³⁴. Cette intégration régionale n'est pas le fruit du hasard. En effet, elle sert une stratégie géopolitique visant à remettre en cause l'organisation actuelle du monde. La chute de l'Union Soviétique représente un moment clé dans l'histoire de la Russie. En plus des pertes territoriales colossales, elle entraîne également un vide idéologique laissé par le communisme. Durant les années 90 est donc observable en Russie un « géopolitisme » qui se définit comme « une géopolitique réductrice et idéologisée »³⁵. En reprenant la thèse de Halford Mackinder, la Russie s'étend sur le territoire qu'il appelle le Heartland qui correspond au cœur du continent eurasiatique³⁶. Celui-ci est entouré par le Rimland conceptualisé par Nicholas Spykman. Le contrôle de cette « île-monde » a été un enjeu stratégique essentiel lors de la guerre froide car une alliance entre les pays du Rimland et du Heartland aurait donné à la puissance russe un accès aux mers chaudes et aurait permis de contester la domination du monde par les États-Unis. Ces théories géopolitiques américaines classiques donnent donc une importance particulière à la Russie. Ce concept du Heartland va d'ailleurs être repris par la géopolitique russe.

L'école de la pensée géopolitique russe remonte à plusieurs siècles avec Nicolas Danilevski qui déjà analysait le monde comme une lutte entre civilisations³⁷. À l'époque, on y retrouve l'opposition avec l'Occident reprise dans la lutte d'influence entre les civilisations romaine et byzantine. Aujourd'hui, cette démarcation est toujours visible avec l'Orthodoxie slave d'un côté et le Christianisme latin de l'autre. Danilevski développa différentes phases d'évolution des civilisations comparables à celles des êtres humains et définit 11 civilisations historico-culturelles³⁸. C'est de là que vient la conception russe d'un monde multipolaire et pluriculturel avec en son sein, une civilisation russo-slave. Pour compléter son analyse, il définit également que chaque culture ne peut être comprise et jugée que sur la base de ses caractéristiques internes et non avec des éléments externes. C'est ce qu'on appelle la théorie de la multiplicité des types historico-culturels de Danilevski³⁹. Chaque culture comprend donc ses propres spécificités

³⁴ MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.21.

³⁵ Ibidem, p.23.

³⁶ MACKINDER Halford J., *Democratic Ideals and Reality : a Study in the Politics of Reconstruction*, op.cit., 194p.

³⁷ MITROFANOVA Anastasia, « La géopolitique dans la Russie contemporaine », *Hérodote*, 2012, vol. 146-147, n°3, p.183.

³⁸ CHEBANKOVA Elena, « Russia's idea of the multipolar world order : origins and main dimensions », op.cit., p.220.

³⁹ DOUGUINE Alexandre, *Pour une théorie du monde multipolaire*, op.cit., p.86.

organisationnelles et idéologiques et aucune ne doit essayer de copier une autre ou d'imposer sa vision comme universelle. Chaque culture, y compris la slave, doit pouvoir se développer selon ses traditions propres dans un environnement pacifique basé sur l'acceptation des différences des autres. Selon lui, la Russie sera le leader de cette civilisation slave basée sur les similitudes des différentes sociétés qui la composent. L'eurasisme commence donc à apparaître d'un point de vue territorial mais fait référence essentiellement aux cultures communes entre les différents peuples. C'est Peter Savitsky qui fut un des premiers auteurs russes à faire correspondre l'Empire russe avec l'idée de continent eurasiatique⁴⁰. Savitsky est donc le père fondateur de l'eurasisme, dans un monde multipolaire également, dont les diversités culturelles sont mises en avant⁴¹. Lev Goumiliov, quant à lui, développa l'idée d'un lien étroit entre les communautés ethniques, ainsi que leurs politiques, et les caractéristiques géographiques des territoires⁴². Chaque civilisation a donc ses propres traditions et valeurs qui sont le fruit d'un contexte et d'une époque.

Alexandre Douguine est quant à lui le plus célèbre représentant de la pensée néo-eurasiatique de la géopolitique russe contemporaine. Il reprend en partie la théorie du choc des civilisations d'Huntington⁴³. À la chute de l'URSS, une théorie en vogue était la « fin de l'histoire » de Fukuyama. Selon ce dernier, la fin du monde bipolaire correspondait à la victoire de la démocratie comme norme universelle dans le monde. Il en déduisait que les guerres allaient cesser car les démocraties n'ont pas d'intérêt à se combattre entre elles. Pour Fukuyama, la chute du régime communiste représente l'avènement d'un monde harmonieux basé sur le principe de démocratie et des idéaux libéraux. Samuel Huntington est venu cependant nuancer cette thèse en esquissant un monde multipolaire. En effet, bien qu'il confirme que le monde ne soit plus bipolaire, il considère cependant que la nouvelle configuration unipolaire n'empêchera pas les affrontements de surgir à l'avenir. De fait, il affirme que les acteurs fondamentaux des relations internationales dans le futur seront les civilisations et qu'elles s'affronteront les unes contre les autres⁴⁴. La théorie

⁴⁰ MITROFANOVA Anastasia, « La géopolitique dans la Russie contemporaine », op.cit., p.183.

⁴¹ CHEBANKOVA Elena, « Russia's idea of the multipolar world order : origins and main dimensions », op.cit., p.221.

⁴² MITROFANOVA Anastasia, « La géopolitique dans la Russie contemporaine », op.cit., p.184.

⁴³ Ibidem, p.185.

⁴⁴ DOUGUINE Alexandre, *Pour une théorie du monde multipolaire*, op.cit., p.94.

géopolitique de Douguine reprend cette idée d'un monde divisé en plusieurs civilisations mais va plus loin comme développé ci-après.

La vision de la géopolitique russe contemporaine est essentiellement basée sur deux points. Le premier est une vision multipolaire du monde qui est opposée à la prétention universaliste de l'Occident et le deuxième repose sur la notion de civilisation. La Russie se veut le chef de file des pays qui rejettent autant qu'elle les standards universalistes imposés par l'Occident pour tenter de créer un nouvel ordre mondial⁴⁵. Cette prétention à l'universalisme s'oppose au particularisme défendu aussi bien par certains en Occident que par la pensée russe qui accorde de l'importance aux caractéristiques propres de chaque système⁴⁶. Selon ce particularisme, chaque expérience nationale est le fruit de son contexte et de son histoire et aucune ne peut être jugée selon les critères provenant de l'extérieur. Chaque société doit pouvoir se développer librement sans qu'aucun standard ne lui soit imposé. Les États qui ont des similitudes culturelles, historiques ou de structures politiques peuvent s'unir dans un ensemble plus large que Huntington appelle civilisation⁴⁷. La vision du monde russe s'inscrit pleinement dans cette conception particulariste du monde et la défense d'une conception multipolaire de l'ordre mondial. La multipolarité est l'idée selon laquelle les civilisations, basées sur des alliances culturelles, sont les unités principales des relations internationales et qu'un dialogue ainsi qu'un échange constructif sont possibles entre les différents pôles. Même si un monde multipolaire n'a pas de définition propre, il se base sur le fait que le centre unipolaire du monde postmoderne fait face à de nouveaux concurrents mais que ceux-ci n'ont pas encore atteint son niveau de pouvoir. De plus en plus d'États sont convaincus cependant que cette supériorité relative tend à s'amoindrir. Un monde multipolaire remet en cause l'ordre westphalien basé sur la souveraineté nationale et sur le principe de non-ingérence car dans la réalité, ces derniers ne sont pas toujours respectés⁴⁸. Certains États, comme les États-Unis, n'hésitent pas à transgresser ces principes dont ils sont pourtant les défenseurs. Le système multipolaire n'est pas compatible avec le système westphalien puisqu'il ne reconnaît pas le statut de pôle/centre à tous les États-nations, certains d'entre eux étant jugés

⁴⁵ CHEBANKOVA Elena, « Russia's idea of the multipolar world order : origins and main dimensions », op.cit., p.226.

⁴⁶ Ibidem, p.218.

⁴⁷ Ibidem, p.219.

⁴⁸ DOUGUINE Alexandre, *Pour une théorie du monde multipolaire*, op.cit., p.6.

trop faibles. Le système multipolaire comme défini par Douguine renie donc l'égalité entre les différents États. Ne pouvant pas assurer, eux-mêmes, pleinement et indépendamment leur sécurité ainsi que garantir leur autonomie, certains se retrouvent dès lors dépendants d'autres États plus puissants qui vont de facto leur imposer leur volonté et devenir leur centre dans l'organigramme mondial. Les pôles représentent donc une multitude d'États liés entre eux. La Russie se fait l'avocate du monde multipolaire basé sur les différences culturelles et le dialogue civilisationnel entre les différentes communautés. La civilisation devient le nouveau sujet des politiques internationales et non plus l'État-nation⁴⁹. Le but d'un monde multipolaire serait le transfert de la souveraineté de l'État à l'alliance lors des relations internationales. La multipolarité est l'antithèse de l'unipolarité car elle défend l'existence de plusieurs pôles et non plus d'un seul. De plus ces centres doivent prendre en considération les particularités des autres et ne peuvent imposer de manière exclusive leur point de vue. « Chacune des civilisations représente un pôle de puissance et constitue le centre d'une hégémonie locale, qui surpasse la capacité de toutes ses composantes internes, sans toutefois posséder une puissance suffisante pour imposer sa volonté aux civilisations voisines »⁵⁰. Les caractéristiques d'un monde multipolaire sont donc : la présence de plus de deux centres de pouvoir pour ne pas être bipolaire, la capacité de ceux-ci de résister à une force qui se veut hégémonique, le fait que ces centres ne reconnaissent pas l'universalisme des valeurs, et la remise en cause de la souveraineté westphalienne⁵¹. La théorie multipolaire rejette le fondement de la supériorité de l'hégémonie occidentale. « Les valeurs et les attitudes occidentales sont délimitées géographiquement et historiquement. Elles ne sont ni universelles ni perpétuelles, et, par conséquent, un ordre mondial fondé sur cette base ne peut être que l'expression d'un centre »⁵².

La deuxième caractéristique de la vision géopolitique russe contemporaine est donc la notion de civilisation. La théorie multipolaire identifie les civilisations comme les pôles de ce nouvel équilibre. Chacune d'entre elles comporte des identités propres et il y a dès lors autant de pôles que le monde compte de civilisations. Ces dernières peuvent être définies comme :

⁴⁹ CHEBANKOVA Elena, « Russia's idea of the multipolar world order : origins and main dimensions », op.cit., p.222.

⁵⁰ DOUGUINE Alexandre, *Pour une théorie du monde multipolaire*, op.cit., p.110.

⁵¹ Ibidem, p.19.

⁵² Ibidem, p.93.

Une communauté collective, unie par la même tradition spirituelle, culturelle, mentale et historique (la plupart du temps de racine religieuse, mais pas nécessairement perçue comme une religion en particulier), dont les membres sont conscients de leur proximité mutuelle, indépendamment de leur appartenance nationale, ou de classe, et de leur affiliation politique et idéologique⁵³.

Chaque civilisation, plutôt que pleinement intégrer l'occidentalisation causée par le monde unipolaire, ne reprend seulement que quelques éléments de celle-ci et garde ses traditions et les valeurs qui lui sont propres. Elles se retrouvent parfois en totale contradiction avec ces valeurs occidentales prétendues universelles. Dans ce système polycentrique, les civilisations sont différentes aussi bien dans leurs structures internes que dans leurs valeurs et normes car celles-ci sont le fruit d'une histoire qui leur est propre. Chaque civilisation se définit par elle-même et aucune ne prétend à l'universalité ou à pouvoir imposer ses caractéristiques aux autres notamment dans le rapport au religieux ou à la démocratie. C'est pourquoi dans les sociétés non occidentales, les valeurs civilisationnelles traditionnelles reviennent en force. Aucune civilisation ne peut juger l'organisation interne d'une autre et aucune civilisation n'est plus légitime qu'une autre. L'eurasisme vise l'unification de tous les pays du continent eurasiatique en un seul bloc géopolitique civilisationnel⁵⁴. La civilisation eurasienne, qui a pour centre la Russie, est caractérisée par son orthodoxie et joue un rôle primordial dans l'opposition à l'Occident qu'elle estime déviant. Les frontières civilisationnelles ne sont pas clairement définies car elles ne délimitent pas des zones précises comme peuvent le faire les États et peuvent donc en comprendre plusieurs. Dans une civilisation, un État plus faible pourra faire entendre plus fort sa voix au niveau global via le groupe avec lequel il partage des similitudes. Il peut y avoir un partage entre différentes civilisations au sein d'un même lieu. Le monde multipolaire correspond donc à une autre façon d'aborder la géographie. Les relations peuvent être conflictuelles ou pacifiques entre les différentes cultures. Personne n'a de prétention à l'universalité mais juste à la régionalité. La Russie accorde donc une importance particulière à l'intégration eurasienne.

Son guide est l'Union eurasienne, dont les étapes sont l'intensification de la coopération militaro-stratégique au sein de l'OTSC, le partenariat économique au sein de la Communauté

⁵³ DOUGUINE Alexandre, *Pour une théorie du monde multipolaire*, op.cit., p.97.

⁵⁴ MITROFANOVA Anastasia, « La géopolitique dans la Russie contemporaine », op.cit., p.186.

économique eurasienne, l'Union entre le Belarus et la Russie, le projet de l'espace économique commun, incluant l'Ukraine, en partie, ainsi que les structures de la CEI⁵⁵.

La vision du monde qu'a Vladimir Poutine a donc été influencée par le courant classique des relations internationales ainsi que par les grands penseurs géopolitiques russes. Il a de grandes ambitions pour la Russie et le rôle qu'il entend lui faire jouer dans le monde. Il veut faire de la civilisation russe un centre d'influence avec un droit de regard privilégié sur son voisinage proche au sein d'un monde multipolaire. Il s'oppose donc à l'universalisme revendiqué et imposé par l'Occident. Pour ce faire, il a défini en Russie un système dans lequel il contrôle les structures ainsi que les valeurs qui s'y développent. La Russie de Poutine entend montrer l'exemple dans la contestation de l'ordre mondial et ainsi rallier d'autres États à sa cause.

2. Poutinisme : un système politique fait sur mesure

2.1. Système politique hiérarchique et fermé

2.1.1. Verticale du pouvoir : symbole de la concentration en un seul homme

Le Kremlinocentrisme est une dynamique centripète qui renforce l'État central au détriment des périphéries par une unification autour du Kremlin avec à sa tête Vladimir Poutine⁵⁶. À cette centralisation du pouvoir correspondent trois dominations : « celle de Moscou sur les régions, celle du Kremlin sur la vie politique, et celle de la Russie sur la scène internationale »⁵⁷. La distribution du pouvoir en Russie ne se fait qu'entre les mains de quelques-uns. Tant au niveau politique, où le Président n'accepte aucune concurrence et donc place lui-même ses hommes adoubés aux postes clés, qu'au niveau économique où l'État exerce également un contrôle renforcé. Cette centralisation du pouvoir permet de rassembler et d'unir la société russe autour d'un pouvoir fort de plus en plus autoritaire mais qui répond aux attentes des citoyens. Malgré les divergences entre les différents groupes

⁵⁵ DOUGUINE Alexandre, *Pour une théorie du monde multipolaire*, op.cit., p.118.

⁵⁶ RAVIOT Jean-Robert, « Le prétorianisme russe : l'exercice du pouvoir selon Vladimir Poutine », *Hérodote*, 2017, vol. 166-167, n°3, p.10.

⁵⁷ LARUELLE Marlène, « L'idéologie comme instrument du soft power russe. Succès, échecs et incertitudes », *Hérodote*, 2017, vol. 166-167, n°3, p.24.

ethniques ou culturels et les difficultés économiques propres à chacune des régions, la forme pyramidale de l'organisation du pouvoir russe permet à la base de soutenir le sommet, incarné par Vladimir Poutine, dans la représentation de leurs valeurs communes telles que le nationalisme et la reconquête de statut de grande puissance par la Russie. Bien qu'extrêmement peu partagé, le pouvoir politique russe apparaît comme légitime aux yeux de sa population grâce notamment à ses liens avec le monde économique. Ce modèle d'État paternaliste permet d'avoir la mainmise sur l'électorat à la fois des Siloviki⁵⁸ et des travailleurs des entreprises publiques qui représentaient 30% de la population active en 2014⁵⁹. En Russie actuelle, le rapport de force entre le politique et l'économie est clairement à l'avantage du pouvoir central. C'est une grande différence et une réussite par rapport aux années post soviétiques. Le Kremlinocentrisme peut être défini comme : « la concentration des leviers du pouvoir et des ressources politiques, administratives, financières, médiatiques autour du Kremlin [...] qui est le centre nerveux de tout l'exécutif fédéral »⁶⁰. Cette centralisation politique répond à la fois à des exigences internes et externes. La concentration du pouvoir dans les mains de Vladimir Poutine dans chaque secteur de la société russe lui permet de solidifier son pays en interne pour répondre aux défis externes. Une Russie unie au niveau économique saura faire face à la globalisation libérale qu'elle entend contrer. Une Russie unie et souveraine au niveau politique sera le chef de file de l'illibéralisme contre les ingérences occidentales. L'illibéralisme a été théorisé par Fareed Zakaria déjà dans les années 90 et peut être résumé par : « l'opposé du libéralisme politique ; plus tout à fait la démocratie, pas encore la dictature... Il visait alors des régimes de plus en plus autoritaires malgré une façade démocratique faite d'élections gagnées d'avance, d'une presse de plus en plus muselée, d'une justice en coupe réglée »⁶¹. Depuis le début du troisième mandat présidentiel de Vladimir Poutine, ses opposants politiques sont victimes de pressions et de répressions. Une uniformisation du paysage politique est

⁵⁸ Les Siloviki sont les services d'État russes au sens large qui ont le monopole de l'usage de la force.

⁵⁹ KASTOUÉVA-JEAN Tatiana, « Le système Poutine : bâti pour durer ? », *Politique étrangère*, 2015, vol. Été, n°2, p.61.

⁶⁰ RAVIOT Jean-Robert, « Le prétorianisme russe : l'exercice du pouvoir selon Vladimir Poutine », op.cit., p.11.

⁶¹ HASKI Pierre, « 2017, l'année de la victoire de l'illibéralisme ? », dans *L'OBS* [en ligne], <https://www.nouvelobs.com/monde/20170102.OBS3285/2017-l-annee-de-la-victoire-de-l-illiberalisme.html> (Page consultée le 17/01/18). ; ZAKARIA Fareed, « De la démocratie illibérale », *Le Débat*, 1998, vol. 99, n°2, pp.17-26.

présente en Russie où la loyauté envers le Kremlin demeure le mot d'ordre⁶². La suppression d'élections comme pour le poste de maire des grandes villes réduit considérablement l'offre politique capable de concurrencer le Président russe. En muselant l'émergence d'une opposition politique, Vladimir Poutine s'assure de contrôler toute éventuelle institutionnalisation de mouvement populaire à son égard. La suppression de la concurrence se fait même parfois au sein des personnes qu'il a lui-même choisies pour certains postes. Il n'est pas rare de voir des ministres limogés sans raison apparente si ce n'est d'avoir une certaine légitimité ou autorité dans l'arène politique⁶³. La loyauté envers le leader du Kremlin, ou du moins le ressenti qu'il en a, peut faire et défaire des carrières politiques dans ce système centralisé, concentré et autoritaire. En avril 2016, Vladimir Poutine a également créé une nouvelle garde nationale de 170 000 hommes qui dépend directement de lui pour assurer la sécurité en Russie⁶⁴. Il centralise encore un peu plus les pouvoirs en Russie en supprimant les niveaux intermédiaires auparavant nécessaires pour des interventions armées.

2.1.2. « Inner circle » : conseillers proches mais soumis

La gestion des secteurs stratégiques de l'économie russe a été confiée par le Président à un groupuscule d'hommes de confiance qu'il sait contrôler. Dans cette structure informelle menée par Vladimir Poutine, se trouvent des hommes qui combinent des fonctions à la fois politiques ou administratives avec un haut poste dans le secteur économique ou financier ce qui crée une interdépendance forte entre ces deux champs de la société. Ce système, appelé « prétorianisme » se définit comme : « processus à travers lequel les responsables des secteurs régaliens de l'État, soutenus par la haute bureaucratie civile, s'érigent en pouvoir politique indépendant »⁶⁵. On y retrouve des personnalités telles que Dimitri Medvedev qui a occupé la fonction de chef-adjoint de l'administration présidentielle et celle de président du directoire de Gazprom, Igor Setchine qui a cumulé en même temps que

⁶² KASTOUÉVA-JEAN Tatiana, « Le système Poutine : bâti pour durer ? », op.cit., p.59.

⁶³ KOLESNIKOV Andrei, « All the President's Little Men », dans *Project Syndicate* [en ligne], <https://www.project-syndicate.org/commentary/putin-purges-old-guard-loyalists-by-andrei-kolesnikov-2016-09?barrier=accessreg> (Page consultée le 17/01/18).

⁶⁴ GAAZE Konstantin, *Putin's National Guard Gambit*, Moscou : Carnegie Moscow Center, Coll. « Commentary Paper », 2016, p.1.

⁶⁵ RAVIOT Jean-Robert, « Le prétorianisme russe : l'exercice du pouvoir selon Vladimir Poutine », op.cit., p.15.

la direction de Rosneft la position de vice-Premier ministre et Sergueï Tchemezov⁶⁶. Le contrôle des hommes qui occupent parfois des postes d'administration dans plusieurs entreprises permet « le lissage du comportement politique des grandes sociétés industrielles »⁶⁷. Cette collusion entre politique et économie permet à Vladimir Poutine de mieux faire face à des pressions qui pourraient venir de l'extérieur et de réunir un front commun dans son pays. L'« inner circle » du Président russe, qui combine des positions politiques et économiques, assure le relais de l'agenda politique au sein des grandes entreprises. Contrairement à la période post soviétique où les oligarques avaient le pouvoir en Russie, sous l'ère Poutine le régime s'est progressivement transformé en un corporatisme dirigé par quelques puissants de la classe économique qui reçoivent leurs ordres d'en haut, dans la continuité de leurs fonctions politiques. Les réseaux politico-économiques russes représentent ce qu'on appelle le « patriotisme économique »⁶⁸. L'élite économique russe est dominée et soumise à l'État qui est lui-même sous le joug personnel du Président Poutine. Grâce à ses ressources économiques, comme le contrôle des moyens de production et leurs hauts taux d'emplois, ainsi que par les avantages institutionnels qui le favorisent, ce groupe restreint exerce un puissant contrôle dans la société. Il reste cependant soumis à la visée patriotique du pays dans sa quête de grandeur incarnée par le chef du Kremlin. À l'inverse de la privatisation présente dans de nombreux pays occidentaux, en Russie les entreprises d'État sont parmi les plus puissantes car elles sont un élément essentiel à la stratégie politique du pays. Un État fort saura faire face aux défis posés par la globalisation et sera capable de limiter l'entrée de trop de capitaux étrangers au sein des secteurs stratégiques de l'économie russe. Il s'agit d'un véritable contrôle de l'économie par le politique. La Russie poutinienne se caractérise par une centralisation de tous les secteurs importants de la société autour du Kremlin. Cependant, depuis 2012, le cumul d'une fonction politique et d'une autre au sein d'un grand groupe économique est interdit en Russie. Par l'abandon de leur poste politique comme ce fût le cas pour Setchine, la collusion des intérêts de cette « corpocratie d'État »⁶⁹ n'est donc plus aussi officielle qu'avant mais les liens avec le politique n'en sont certainement pas moins forts. En effet, de

⁶⁶ RAVIOT Jean-Robert, « Le prétorianisme russe : l'exercice du pouvoir selon Vladimir Poutine », op.cit., p.14.

⁶⁷ VOLKOV Roman, « Les réseaux politico-économiques dans la Russie de Poutine », *Critique internationale*, 2017, vol. 75, n°2, p.91.

⁶⁸ Ibidem, p.93.

⁶⁹ KASTOUÉVA-JEAN Tatiana, « Le système Poutine : bâti pour durer ? », op.cit., p.58.

plus en plus de relations informelles se tissent en réseaux à travers tous les secteurs de la société sur le territoire. Dans ce capitalisme de connivence, « la réussite en affaires dépend avant tout des liens informels que tissent les groupes d'intérêt et les dirigeants politiques, les ressources et les privilèges étant redistribués selon la bonne volonté de ceux qui sont au pouvoir »⁷⁰. Une relation clientéliste bénéficie aux deux camps, que ce soit celui de l'élite politique du pays ou celui des grands patrons d'entreprises qui pouvaient officiellement être encore les mêmes personnes il n'y a pas si longtemps. En contrôlant l'économie, l'État s'érige en puissance forte et stabilisatrice au sein de son propre pays. Le gouvernement fédéral et l'administration présidentielle composent la branche exécutive du pouvoir.

Parmi le cercle restreint de Vladimir Poutine se trouve un noyau idéologique des valeurs poutiniennes qui comprend German Gref, Alexeï Koudrine, Sergeï Narychkine, Sergeï Ivanov, Igor Ivanov, Igor Setchine, Igor Levitine, Viktor Zoubkov, Igor Chuvalov, Sergeï Sobianine et Dimitri Medvedev. Certains parmi eux, comme dit précédemment, ont combiné un poste politique officiel et une haute fonction dans l'économie au même moment. Ils forment la « corpocratie »⁷¹. Selon Barbashin et Inozemtsev, la garde rapprochée du chef du Kremlin se compose de quatre groupes distincts : les Progressistes, les Neutres, les Conservateurs et les Fanatiques⁷². Les Progressistes, Mikhaïl Kasyanov, Alexeï Koudrine, German Gref et Igor Ivanov, sont en faveur d'une modernisation et d'une réforme de l'État. C'est pourquoi ils n'ont plus aucune influence sur la Russie d'aujourd'hui. Les Neutres, Dimitri Medvedev, Anton Siluanov et Elvira Nabiullina, sont très loyaux au Président. Ils peuvent occuper des postes hauts placés grâce à cela mais n'ont pas vraiment de réel pouvoir politique. Les Conservateurs, Sergeï Lavrov, Sergeï Choïgu, Alexander Bortnikov, Sergeï Tchemezov, Youri Kovaltchouk, Irina Yarovaya, Vyacheslav Nikonov et Vyacheslav Volodin, soutiennent le statu quo et la non-modernisation associée à l'Ouest. Quant aux Fanatiques, Nikolaï Patrouchev, Igor Setchine, le Patriarche Kiril et Vladimir Medinski, ils sont les plus agressifs et représentent le terreau idéologique dans lequel s'implante le poutinisme.

⁷⁰ VOLKOV Roman, « Les réseaux politico-économiques dans la Russie de Poutine », op.cit., p.95.

⁷¹ Ibidem, p.102.

⁷² BARBASHIN Anton, INOZEMTSEV Vladislav, « Understanding Putin's Men », dans *The American Interest* [en ligne], <https://www.the-american-interest.com/2017/02/16/understanding-putins-men> (Page consultée le 17/01/18).

Vladimir Poutine grâce au système pyramidal qu'il a mis en place en Russie prend toutes les décisions qui concernent son pays que ce soit en matière de politique étrangère, de sécurité ou encore concernant la défense. Cependant en matière de politique étrangère, on peut observer différents courants de pensée qui gravitent autour du Président et qui sont en compétition afin de l'influencer dans la mesure du possible. Tatyana Stanovaya les divise en trois groupes : les Guerriers, les Marchands et les Croyants⁷³. Les Guerriers sont toutes les personnes qui trouvent un intérêt dans une position isolationniste de la part de la Russie. En effet, une opposition avec l'Ouest favoriserait leurs intérêts en accroissant soit leurs privilèges soit leur situation économique personnelle. Les principaux représentants en sont le parlementaire Sergei Naryshkine, le vice-Premier ministre Dmitry Rogozine et le conseiller présidentiel Sergei Glazyev. Les Marchands ont une position plus modérée car leurs intérêts sont avant tout économiques. La confrontation idéologique de la Russie avec l'Occident n'est pas leur priorité. Par leur interdépendance dans le commerce mondial, une relation stable permettant à leurs entreprises de se développer les intéresse. On y retrouve Igor Setchine, l'oligarque Oleg Deripaska et l'homme le plus riche de Russie, Vladimir Potanin. Pour le dernier groupe, celui des Croyants, la confrontation est un devoir sacré. Ils sont la base idéologique du nouveau poutinisme en opposition complète avec l'Occident. Malgré ces luttes intestines d'influence, Vladimir Poutine reste le seul maître à bord et quand il décide, les autres en subissent les conséquences qu'elles soient positives ou négatives.

Il est également assisté par le Conseil de sécurité de la Fédération de Russie pour les décisions qui concernent la sécurité et la politique étrangère. Deux de ses membres les plus connus sont Nikolaï Patrouchev et le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov qui partagent avec lui une vision très anti-américaine et anti-occidentale des relations internationales. Leur influence se retrouve par exemple dans la remilitarisation de la Russie ces dernières années ainsi que dans une politique étrangère plus agressive et parfois violente⁷⁴. Le ministre de la Défense Sergueï Shoigu fait également partie de ce cercle restreint et proche du Président russe.

⁷³ STANOVAYA Tatyana, *Warriors vs Merchants : Russia's Foreign policy Rivals*, Moscou : Carnegie Moscou Center, Coll. « Commentary Paper », 2015, p.1.

⁷⁴ TRENIN Dimitri, *A Five-Year Outlook for Russian Foreign Policy : Demands, Drivers, And Influences*, New-York : Carnegie Endowment for International Peace, Coll. « Task Force White Paper », 2016, p.3.

Il est important de noter le fait que les véritables hommes de confiance du Président russe sont ce qu'on appelle des Siloviki. Ces alliés de longue date viennent des milieux de la sécurité au sens large (armée, service secret, etc.) ou de Saint-Pétersbourg comme lui. Ils ne sont pas nombreux et leurs fonctions évolueront tout au long de la carrière de leur bienfaiteur. On retrouve parmi eux

Alexandre Bortnikov, directeur du FSB depuis 2008 ; Alexandre Bastrykine, président du Comité d'enquête de la Fédération de Russie [...] ; Igor Setchine [...] président du conseil d'administration du groupe pétrolier Rosneft [...] ; Youri Kovaltchouk, oligarque très impliqué dans la banque et les médias ; Vladimir Yakounine, président de la société russe des chemins de fer ; le ministre de la Défense Sergueï Choïgou ; et Dmitri Rogozine, vice-Premier ministre chargé du secteur militaro-industriel⁷⁵.

Yakounine a également une importance particulière dans la pensée conservatrice et anti-occidentale de Vladimir Poutine. Parmi les personnalités non politiques, il est également important de citer le cinéaste Nikita Mikhalkov et le père Tikhine Chevkounov qui a été longtemps considéré comme le confesseur personnel du Président⁷⁶.

2.2. Une vision politique idéologique

Selon Steven M. Fish, le poutinisme est « a form of autocracy that is conservative, populist, and personalistic »⁷⁷ et Bobo Lo le définit lui comme : « un pouvoir politique centralisé, de recherche de rente économique, de matérialisme social, de moralité conservatrice et d'une posture internationale assertive »⁷⁸. « Cette doctrine s'étage sur plusieurs plans : à partir d'un héritage soviétique assumé et d'un libéralisme feint, le premier plan est une vision conservatrice. Le deuxième, une théorie de la Voie russe. Le troisième, un rêve impérial inspiré des penseurs eurasistes »⁷⁹.

⁷⁵ ELTCHANINOFF Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, op.cit., p.14.

⁷⁶ Ibidem, p.15.

⁷⁷ FISH Steven M., « The Kremlin Emboldened : What Is Putinism ? », *Journal of Democracy*, 2017, vol. 28, n°4, p.61.

⁷⁸ LO Bobo, *Russia and the New World Disorder*, Washington D.C. : Brookings Institution Press, 2015, p.7.

⁷⁹ ELTCHANINOFF Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, op.cit., p.16.

2.2.1. Les valeurs conservatrices comme ciment du peuple

Le poutinisme est un système conservateur dans le sens politique du terme mais également dans le sens idéologique, ce qui peut se résumer en « deux oppositions fondamentales : souveraineté contre universalisme et tradition contre libéralisme »⁸⁰.

Le conservatisme politique fait référence au maintien du statu quo et à la promotion de la stabilité du régime. Pour ce faire, comme dans beaucoup de régimes autoritaires, en Russie on peut observer la suppression, ou du moins le musellement, de l'opposition politique. Grâce à la marginalisation des opinions divergentes, le régime en place apparaît comme la seule solution crédible à l'équilibre du pays. C'est ce que Vladimir Poutine appelle lui-même la « thérapie culturelle subtile »⁸¹. Grâce à celle-ci, une idéologie antioccidentale et antilibérale nourrit la vision du monde au sein de la société russe. Les réformes n'y sont donc que peu nombreuses tant au niveau de l'appareil étatique que dans l'économie. Comme expliqué précédemment, le pouvoir politique mais aussi le pouvoir économique sont concentrés entre les mains de seulement quelques hommes, tous soumis à l'autorité suprême de Vladimir Poutine. En basant son système non pas sur la méritocratie mais sur la loyauté de ses subordonnés, le Président russe s'assure ainsi que peu de réformes libérales soient proposées dans son pays et qu'aucun acteur ne devienne trop puissant et puisse dès lors venir défier son autorité politique. En contrôlant par le haut les hommes qui gèrent les principales entreprises économiques de son pays, il maintient une stabilité qui pour lui est primordiale. Le rejet du concept démocratique justifie la montée d'un pouvoir de plus en plus autocratique afin de faire face aux défis posés par l'extérieur et défier ainsi « l'ordre international libéral »⁸² rempli de contradictions entre les actes et les valeurs qu'il prétend défendre. Les valeurs illibérales défendues par le chef du Kremlin en Russie se font le répondant des principes libéraux « universels » promus par l'Occident⁸³.

Le conservatisme poutinien est nettement plus visible dans sa version idéologique, avec la défense et la promotion des valeurs dites traditionnelles. Il s'oppose dès lors à toute déviation de l'image classique de la famille patriarcale

⁸⁰ CARCANAGUE Samuel, « Le poutinisme existe-t-il ? », *Revue internationale et stratégique*, 2017, vol. 105, n°1, p.172.

⁸¹ LARUELLE Marlène, « L'idéologie comme instrument du soft power russe. Succès, échecs et incertitudes », *op.cit.*, p.26.

⁸² GORDADZÉ Thorniké, « Faire face à la Russie », *op.cit.*, p.73.

⁸³ FISH Steven M., « The Kremlin Emboldened : What Is Putinism ? », *op.cit.*, p.64.

composée d'un homme et d'une femme qui lui est soumise. Ce conservatisme rétrograde et discriminatoire condamne fermement l'homosexualité et marginalise le féminisme en Russie. Ce mouvement réactionnaire s'oppose aux déviances morales et culturelles qui sont promues dans les sociétés occidentales et est censé préserver l'identité civilisationnelle russe. Le traditionalisme russe considère l'homosexualité et la redéfinition des genres comme de l'immoralité libérale. Ceci peut trouver écho dans d'autres pays, parfois même occidentaux, et place la Russie en chef de file du combat contre l'impérialisme idéologique libéral et décadent de l'Ouest. Le conservatisme qui caractérise le poutinisme s'oppose donc à tout changement qu'il soit sociétal, économique et surtout politique. Le maintien d'un pouvoir fort essentiellement rassemblé dans les mains du Président lui assure le contrôle des positions d'émergence d'un éventuel contre-pouvoir ainsi que de la société civile dont il définit les idéologies et les libertés. Dans ce combat pour le conservatisme moral, le pouvoir politique russe est épaulé par le pouvoir religieux grâce à l'Église orthodoxe russe. En effet, on retrouve à ces deux niveaux de pouvoir le respect des traditions et de l'héritage chrétien. Héraut du christianisme originel, la Russie se positionne en tant qu'héritière de Byzance comme pouvoir temporel et spirituel⁸⁴. Vladimir Poutine considère sa présidence comme une « mission donnée par Dieu »⁸⁵. La position officielle de l'Église Orthodoxe de Russie est universaliste, multiethnique, multiculturelle et plurinationale⁸⁶. Elle défend le « monde russe » mais pas un nationalisme ethnique dans le respect des traditions chrétiennes. L'Église voit la civilisation orthodoxe russe comme bâtie sur des valeurs morales mais universelles et qui doit combattre les dérives de l'Occident. L'Église orthodoxe essaie de jouer un rôle de plus en plus important en Russie au sein des débats de politique interne en prenant des positions tranchées en faveur de la défense des mœurs. Elle tenta à plusieurs reprises ces dernières années de faire exclure par l'État l'avortement du système de sécurité sociale et d'interdire la vente libre des moyens de contraception⁸⁷. Le projet géopolitique de Vladimir Poutine et celui de l'Église orthodoxe se retrouvent donc dans les idées qu'ils prônent. On peut superposer leurs

⁸⁴ LARUELLE Marlène, « L'idéologie comme instrument du soft power russe. Succès, échecs et incertitudes », op.cit., p.31.

⁸⁵ TRENIN Dimitri, *A Five-Year Outlook for Russian Foreign Policy : Demands, Drivers, And Influences*, op.cit., p.3.

⁸⁶ MITROFANOVA Anastasia, « Eglise orthodoxe russe : nationalisme ou universalité ? », *Hérodote*, 2017, vol.166-167, n°3, p.103.

⁸⁷ Ibidem, p.105.

visions de la civilisation russe à l'ambition universalisante avec, en son centre, Moscou. « L'Église russe considère les valeurs de la civilisation dite orthodoxe comme des valeurs universelles et se dit prête à les partager avec les peuples du monde, en guise d'alternative globale à la civilisation contemporaine qui se trouve, selon l'Église, dans une impasse morale »⁸⁸. Cette civilisation se rassemble donc autour de valeurs partagées dites orthodoxes, ciment de l'unification politique du Kremlin. En ne faisant pas référence à un nationalisme ethnique mais à un nationalisme civilisationnel, Vladimir Poutine élargit ainsi le rayon de l'audience qu'il peut toucher. Il sait à la fois y inclure les Russes non-orthodoxes mais aussi les non-Russes orthodoxes au-delà des frontières. Ces valeurs morales conservatrices peuvent également être liées avec celles similaires défendues au sein de la communauté musulmane dans et hors de Russie.

2.2.2. Le populisme national comme ambition retrouvée

Les rejets de la révolution, de l'homosexualité et du féminisme sont des idées qui trouvent facilement écho dans la société russe et c'est pour cela que Vladimir Poutine n'hésite pas à en faire la promotion. Ces idées reçoivent un large soutien populaire et forment donc la base du populisme poutinien. C'est d'ailleurs grâce à de nombreuses enquêtes d'opinion que le pouvoir en place arrive à rester en adéquation avec les valeurs présentes dans la société civile. Mais la thématique qui apparaît la plus importante aux yeux des Russes est sans aucun doute la place de la Russie dans le monde. Nostalgiques de leur passé impérial, ils veulent retrouver la grandeur qui fut la leur dans l'ordre international après des décennies de déception et cela, leur Président l'a bien compris et l'ambitionne également. Submergés par des valeurs occidentales qu'ils ne partagent pas et une mise à l'écart sur l'échiquier politique mondial, le ressentiment des Russes est celui d'une « forteresse assiégée »⁸⁹, « vision du monde fondée sur le postulat d'une Russie entourée d'ennemis voulant la détruire pour s'emparer de son territoire et de ses richesses »⁹⁰. Le nationalisme est à la fois au cœur des Russes et du populisme poutinien. C'est ce sentiment ainsi que la fierté nationale qui permettent au peuple russe d'accepter un pouvoir central fort et de rester soudé malgré les épreuves auxquelles il fait face. La place de la Russie dans le

⁸⁸ MITROFANOVA Anastasia, « Eglise orthodoxe russe : nationalisme ou universalité ? », op.cit., p.108.

⁸⁹ FISH Steven M., « The Kremlin Emboldened : What Is Putinism ? », op.cit., p.66.

⁹⁰ GORDADZÉ Thorniké, « Faire face à la Russie », op.cit., p.78.

monde justifie, selon ses citoyens, des sacrifices dans leur condition humaine. Le souverainisme néowestphalien russe remet en question l'organisation unipolaire du monde dominé par les États-Unis. « Vladislav Sourkov a conceptualisé la « démocratie souveraine » comme un modèle russe de démocratie, non libérale et non compétitive, alternatif au modèle occidental dont il s'agissait de nier la supériorité »⁹¹. Il a été un des plus proches conseillers de Poutine et a donc bien pu observer le système mis en place par ce dernier avant de se faire mettre sur la touche en 2011⁹². Il est cependant important de souligner que le nationalisme russe n'est pas ethnique ni religieux. En effet, Vladimir Poutine est pleinement conscient du caractère pluriethnique et pluriconfessionnel de son gigantesque territoire. Son populisme se veut inclusif des différentes grandes religions présentes en Russie que sont l'Orthodoxie, le Judaïsme et l'Islam⁹³. En ne mettant personne à l'écart, il s'assure le soutien populaire le plus large possible et ne stigmatise ni exclut aucune communauté en particulier. L'appel patriotique consolide encore plus le pouvoir du chef du Kremlin dans son opposition à l'Occident afin de retrouver la grandeur idéalisée du passé soviétique. De plus, celui-ci s'adresse à l'ensemble du Monde russe, « Rousskij mir »⁹⁴, en incluant les compatriotes ethniques par-delà les frontières comme faisant partie de la même civilisation. Cette flexibilité assure un consensus populaire le plus large possible autour du régime poutinien. Le patriotisme russe est la plus haute valeur citoyenne et place l'État au centre du Monde russe et au cœur de sa civilisation⁹⁵.

2.2.3. La personnification comme évidence

Le système politique en Russie est défini par une « verticale du pouvoir » avec à sa tête le Président Vladimir Poutine. Ce pouvoir russe se caractérise par l'association entre l'homme et le politique. Le poutinisme est une personnalisation de la puissance. Vladimir Poutine incarne l'État ainsi que les ambitions retrouvées de la Russie. « La figure poutinienne est l'unique élément structurel et structurant, qui

⁹¹ RAVIOT Jean-Robert, « Le prétorianisme russe : l'exercice du pouvoir selon Vladimir Poutine », op.cit., p.17.

⁹² ELTCHANINOFF Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, op.cit., p.12.

⁹³ FISH Steven M., « The Kremlin Emboldened : What Is Putinism ? », op.cit., p.67.

⁹⁴ KASTOUÉVA-JEAN Tatiana, « Le système Poutine : bâti pour durer ? », op.cit., p.61.

⁹⁵ TRENIN Dimitri, *A Five-Year Outlook for Russian Foreign Policy : Demands, Drivers, And Influences*, op.cit., p.4.

constitue à lui seul une colonne vertébrale de l'État et de la société russes actuels »⁹⁶. Vladimir Poutine est le centre du pouvoir et l'orientation internationale du pays est soumise à son influence personnelle. C'est pourquoi, à l'image de ce que le pays ambitionne, il apparaît souvent dans des positions de domination, ou tout du moins de force, aussi bien dans les médias que dans l'imaginaire collectif partagé. Pour ce faire, une vaste machine de propagande extrêmement efficace est à l'œuvre dans le pays. Elle peut être caractérisée d'« orthopraxie » tant elle se fait de manière verticale, du pouvoir vers la société, mais également de manière horizontale entre les citoyens entre eux. « Les représentations géopolitiques véhiculées par le Kremlin sont en majorité dictées par les opinions de la base captées par le pouvoir, reformulées et retransmises à cette même base »⁹⁷. Les apparitions télévisuelles du Président en tant qu'homme fort aussi bien physiquement par sa maîtrise du judo, que militairement avec ses capacités à piloter des avions de combat et des sous-marins, et pour finir politiquement dans ses tête-à-tête avec les grands dirigeants du monde contribuent à ce que l'on peut appeler le « power branding ». Ce concept consiste en « une élaboration d'une représentation consensuelle entre les masses et les élites, en vue de caractériser de façon incarnée un régime politique et son implantation sur des territoires intra-, extra- ou supranationaux »⁹⁸. En Russie actuelle, Vladimir Poutine est le pouvoir. Il est l'élément rassembleur d'un peuple diversifié mais dont les ambitions se dessinent dans le même sens, celui de la lutte contre l'Occident. Encore aujourd'hui, la grande majorité du peuple russe ne voit personne d'autre qui pourrait prendre sa place et endosser ce rôle. Le peuple russe soutient Vladimir Poutine parce qu'il incarne la Russie.

⁹⁶ FILLER André, FILIMONOV Dimitry, « Vladimir Poutine : une représentation géopolitique ? De l'image à l'usage », *Hérodote*, 2017, vol. 166-167, n°3, p.52.

⁹⁷ Ibidem, p.54.

⁹⁸ Ibidem, p.55.

3. Ukraine : affirmation de la puissance russe

3.1. Origines du conflit

3.1.1. Concurrence entre deux projets d'intégration économique

Avant de prendre une tournure internationale avec l'implication de la Russie, la crise ukrainienne était en premier lieu d'ordre interne⁹⁹. L'origine du conflit peut être vue comme le résultat de la compétition entre l'Union européenne d'une part et la Russie d'autre part pour influencer l'avenir économique du pays. « L'Ukraine se trouvait à l'épicentre de deux projets d'intégration économique concurrents »¹⁰⁰. En 2009, l'Union européenne a lancé le Partenariat Oriental qui avait pour but l'intégration des pays de l'ex-URSS dont l'Ukraine. La même année, la Russie a elle aussi démarré un projet d'union douanière avec comme ambition la participation des pays de la même région¹⁰¹. Le projet européen était donc en compétition directe avec le projet d'Union Eurasiennne (UEE) qu'entendait développer la Russie dans son voisinage proche. L'Ukraine, par le biais de son Président, a toujours tenté de naviguer entre ces deux eaux pour obtenir le plus d'avantages possible émanant des différents accords qu'on lui proposait¹⁰². La Russie exerça alors diverses pressions et intimidations à l'encontre du pays et de son Président comme, par exemple, une forte propagande médiatique, des sanctions commerciales ou encore du chantage humanitaire¹⁰³. « Thus, Ukraine had to choose between both projects, and Russia made sure Yanukovych to make the right choice by offering him strong economic incentives »¹⁰⁴. Ianoukovitch craignait de perdre son poste et avait besoin d'argent pour pouvoir se maintenir au pouvoir. Moscou finit par lui proposer 15 milliards d'euros en échange de l'abandon de l'accord européen¹⁰⁵. Le 21 novembre 2013, le Président Ianoukovitch a finalement décidé de ne pas signer l'Accord d'Association proposé par l'Union européenne alors que la majorité de la population ukrainienne était pourtant en faveur de celui-ci¹⁰⁶. La stratégie russe vis-à-vis de l'Ukraine est

⁹⁹ FOLLEBOUCKT Xavier, *La Russie et le « conflit gelé » ukrainien*, op.cit., p.1.

¹⁰⁰ IAKIMENKO Iouri, PACHKOV Mikhaïl, « Le conflit ukraino-russe vu de Kiev », *Politique étrangère*, vol. Eté, n°2, p.82.

¹⁰¹ TRENIN Dmitri, *The Ukraine Crisis and the Resumption of Great-Power Rivalry*, op.cit., p.3.

¹⁰² Ibidem, p.3.

¹⁰³ IAKIMENKO Iouri, PACHKOV Mikhaïl, op.cit., p.83.

¹⁰⁴ FOLLEBOUCKT Xavier, *Ukraine and the European security order*, Louvain-la-Neuve : IBL-CECRI, Coll. « Commentary paper », n°23, 2015, p.2.

¹⁰⁵ MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, Paris : Puf, 2016, p.58.

¹⁰⁶ IAKIMENKO Iouri, PACHKOV Mikhaïl, « Le conflit ukraino-russe vu de Kiev », op.cit., p.83.

donc passée des menaces, en montrant ce que cette dernière pouvait perdre en choisissant l'Union européenne, à l'appât de ce qu'elle, ou du moins Ianoukovitch, pouvait gagner si elle choisissait la Russie¹⁰⁷. Cette tactique s'est avérée payante. C'est alors que, le 24 novembre, les Ukrainiens sont descendus dans les rues pour réclamer la démission de leur Président et la fin de ce système politique ukrainien des plus corrompus¹⁰⁸. C'est la volonté de se rapprocher de l'Europe qui était au centre des revendications populaires en Ukraine¹⁰⁹. Celles-ci allaient dans le sens de plus d'ouverture, plus de démocratie, plus de réformes et surtout moins de corruption. Le système politique ukrainien était totalement infiltré, à tous les niveaux, par la Russie depuis l'accession au pouvoir en 2010 du pro-russe Ianoukovitch¹¹⁰. Les protestations se sont rapidement transformées en mouvement d'occupation de la place de l'Indépendance à Kiev¹¹¹. L'Euromaidan n'est pas sans rappeler les revendications déjà présentes lors des révolutions de couleurs qui avaient notamment touché l'Ukraine en 2004¹¹². L'Europe, par son modèle normatif, trouve écho au sein d'un peuple qui aspire à davantage de transparence¹¹³. Le projet politique que souhaitait développer la population ukrainienne se voulait le plus éloigné et indépendant possible de l'influence de Moscou¹¹⁴. Les revendications prirent alors un ton de plus en plus nationaliste, clamant une identité ukrainienne propre et libre de toute influence russe¹¹⁵. Il est important de souligner que toutes les tranches de la population se retrouvaient au sein des manifestations, aussi bien le citoyen ordinaire victime de la pauvreté galopante présente en Ukraine, que les idéologues nationalistes opposés à l'influence de la Russie et même les oligarques lassés de la corruption qui ronge leur pays¹¹⁶.

¹⁰⁷ TRENIN Dmitri, *The Ukraine Crisis and the Resumption of Great-Power Rivalry*, op.cit., p.4.

¹⁰⁸ FOLLEBOUCKT Xavier, *Ukraine and the European security order*, op.cit., p.1.

¹⁰⁹ DE WILDE D'ESTMAEL Tanguy, *Crimée, châiment ? Les sanctions de l'UE à l'égard de la Russie à la suite de la crise ukrainienne*, Louvain-la-Neuve : IBL-CECRI, Coll. « Note d'analyse », n°38, 2015, p.3.

¹¹⁰ MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.57.

¹¹¹ TRENIN Dmitri, *The Ukraine Crisis and the Resumption of Great-Power Rivalry*, op.cit., p.4.

¹¹² FOLLEBOUCKT Xavier, *La Russie et le « conflit gelé » ukrainien*, op.cit., p.10.

¹¹³ MARANGÉ Céline, « Radioscopie du conflit dans le Donbass », *Les Champs de Mars*, 2017, vol. 29, n°1, p.16.

¹¹⁴ TRENIN Dmitri, « To Understand Ukraine », dans *Russia In Global Affairs* [en ligne], <http://eng.globalaffairs.ru/number/To-Understand-Ukraine-19268> (Page consultée le 17/01/18).

¹¹⁵ DE WILDE D'ESTMAEL Tanguy, *Crimée, châiment ? Les sanctions de l'UE à l'égard de la Russie à la suite de la crise ukrainienne*, op.cit., p.3.

¹¹⁶ TRENIN Dmitri, *The Ukraine Crisis and the Resumption of Great-Power Rivalry*, op.cit., p.4.

3.1.2. Escalade des tensions et renversement du régime

Le 1^{er} décembre 2013, entre 200 000 et 500 000 manifestants se sont lancés dans ce qu'ils appelaient la « Révolution de la dignité »¹¹⁷. Dans l'urgence, le 19 janvier 2014, le Président Ianoukovitch avait fait passer diverses lois liberticides à l'égard de son peuple, ce qui transforma ces manifestations en véritables révoltes¹¹⁸. À la mi-février, le mouvement d'occupation pacifique de la place Maidan a commencé à dégénérer en éclats de violence¹¹⁹. Cette place tourna alors en guérilla urbaine entre les forces de l'ordre et les manifestants, retranchés derrière des barricades de fortune, prêts à livrer bataille. La Russie fournit dès lors un soutien en hommes et argent au Président ukrainien afin qu'il puisse mater les insurrections et organiser une répression efficace¹²⁰. Sous la pression populaire, Ianoukovitch finit par ouvrir des discussions avec les manifestants. Le 21 février 2014, celles-ci se transformèrent en véritables négociations avec comme objectifs une révision de la Constitution et l'organisation d'élections anticipées¹²¹. Elles aboutiront le 22 février à la fuite du Président ukrainien hors du pays¹²². Le constat d'échec des négociations de sortie de crise fut cosigné à la fois par le gouvernement sortant, les forces d'opposition mais également les ministres des Affaires étrangères de France, d'Allemagne et de Pologne. Néanmoins, il fut rejeté par les protestataires qui ne pouvaient se résoudre à l'idée que les élections ne soient pas immédiates mais reportées de quelques mois¹²³. Ianoukovitch ayant fini par quitter Kiev, les révolutionnaires purent quand même célébrer leur victoire. Celui-ci et certains autres membres du pouvoir ukrainien se sont réfugiés en Russie car les autorités à Moscou le reconnaissaient toujours comme le Président légitime¹²⁴. Le 26 février, Tourtchinov devint Président par intérim et Iatseniouk devint chef du gouvernement provisoire et tous deux furent reconnus par l'Occident mais pas par la Russie¹²⁵. Le 25 mai 2014, eurent lieu les élections anticipées en Ukraine qui virent l'élection de

¹¹⁷ MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.58.

¹¹⁸ JEANGENE VILMER Jean-Baptiste, « Crimée : les contradictions du discours russe », *Politique étrangère*, vol. Printemps, n°1, p.162.

¹¹⁹ DE WILDE D'ESTMAEL Tanguy, *Crimée, châtement ? Les sanctions de l'UE à l'égard de la Russie à la suite de la crise ukrainienne*, op.cit., p.3.

¹²⁰ MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.59.

¹²¹ TRENIN Dmitri, *The Ukraine Crisis and the Resumption of Great-Power Rivalry*, op.cit., p.4.

¹²² MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.51.

¹²³ TRENIN Dmitri, *The Ukraine Crisis and the Resumption of Great-Power Rivalry*, op.cit., p.4.

¹²⁴ DE WILDE D'ESTMAEL Tanguy, *Crimée, châtement ? Les sanctions de l'UE à l'égard de la Russie à la suite de la crise ukrainienne*, op.cit., p.4.

¹²⁵ IAKIMENKO Iouri, PACHKOV Mikhaïl, « Le conflit ukraino-russe vu de Kiev », op.cit., p.88.

Petro Poroshenko au poste de Président¹²⁶. À la suite de celles-ci, aussi bien le Président que le Parlement ukrainien nouvellement élus ne seront pas favorables à la Russie et même plutôt pro-européens¹²⁷.

3.2. Implications russes dans le conflit

3.2.1. L'annexion de la Crimée

Les actions russes menées en Crimée ont été de deux types. Premièrement, des troupes d'unités spéciales sont intervenues physiquement sur le territoire de la péninsule afin de la neutraliser, en apportant de l'aide aux forces rebelles pour que celles-ci s'emparent des institutions et du gouvernement local¹²⁸. Deuxièmement, en soutenant ce nouveau pouvoir en vue de la tenue d'un référendum pour l'indépendance de la Crimée et son rattachement à la Fédération de Russie. La décision d'annexion de la Crimée a, d'après Vladimir Poutine, été prise dans la nuit du 22 au 23 février 2014¹²⁹. Le 27 février, ont commencé à apparaître dans les lieux stratégiques de Crimée des milices armées non identifiées¹³⁰. Le Président ukrainien déchu et réfugié en Russie a justifié l'entrée dans le pays des forces russes par sa demande personnelle de protéger le peuple¹³¹. Le 16 mars 2014 a eu lieu le référendum pour la réunification de la Crimée avec la Russie dont le « oui » obtint un score de 96%¹³². Au regard du droit international et du droit ukrainien, ce référendum peut être qualifié d'illégitime car le territoire ukrainien est indivisible selon la Constitution en vigueur¹³³. L'annexion formelle de la Crimée et de la ville de Sébastopol à la Russie eut lieu le 18 mars 2014¹³⁴. L'État indépendant de Crimée n'avait été reconnu auparavant que par la Russie¹³⁵. L'annexion de la Crimée n'est donc pas vue comme légitime par la communauté internationale¹³⁶. Le Conseil de

¹²⁶ TRENIN Dmitri, *The Ukraine Crisis and the Resumption of Great-Power Rivalry*, op.cit., p.6.

¹²⁷ IAKIMENKO Iouri, PACHKOV Mikhaïl, « Le conflit ukraino-russe vu de Kiev », op.cit., p.89.

¹²⁸ TRENIN Dmitri, *The Ukraine Crisis and the Resumption of Great-Power Rivalry*, op.cit., p.5.

¹²⁹ TOPYCHKANOV Petr, « « Hybrid War » - a Scholarly Term or a Propaganda Cliché ? », dans *Russian International Affairs Council* [en ligne], http://russiancouncil.ru/en/analytics-and-comments/analytics/hybrid-war-a-scholarly-term-or-a-propaganda-clich-/?sphrase_id=11042720 (Page consultée le 17/01/18).

¹³⁰ FOLLEBOUCKT Xavier, *La Russie et le « conflit gelé » ukrainien*, op.cit., p.7.

¹³¹ MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.62.

¹³² Ibidem, p.63.

¹³³ JEANGENE VILMER Jean-Baptiste, « Crimée : les contradictions du discours russe », op.cit., p.166.

¹³⁴ MARANGÉ Céline, « Radioscopie du conflit dans le Donbass », op.cit., p.15.

¹³⁵ JEANGENE VILMER Jean-Baptiste, « Crimée : les contradictions du discours russe », op.cit., p.168.

¹³⁶ IAKIMENKO Iouri, PACHKOV Mikhaïl, « Le conflit ukraino-russe vu de Kiev », op.cit., p.90.

sécurité de la Fédération russe a rejeté le 24 avril et le 25 juin l'emploi de forces armées sur les territoires extérieurs ukrainiens comme le voulait pourtant le Président Poutine¹³⁷. Officiellement, aucun franchissement de frontière n'a été perpétré par l'armée russe¹³⁸. La Russie considère le rattachement de la Crimée comme légitime et légal par le caractère historique qui lie la péninsule à la mère patrie russe¹³⁹.

3.2.2. La guerre du Donbass

À la suite de la situation en Crimée, la partie sud-est de l'Ukraine a également commencé à s'agiter. Des revendications d'autonomie régionale se firent entendre de plus en plus fort¹⁴⁰. Sans les actions russes, il n'y aurait cependant pas eu de guerre dans le Donbass¹⁴¹. De fait, c'est grâce au soutien du Kremlin aux milices armées qu'une large partie de l'Ukraine de l'Est va être occupée. À la suite de cette prise de pouvoir, des revendications séparatistes vont commencer à être émises par le Donbass¹⁴². Bien que la région soit historiquement favorable à Moscou, elle n'avait pourtant jamais présenté auparavant de volonté indépendantiste¹⁴³. Celle-ci est venue avec le soutien aussi bien idéologique que matériel qu'a apporté la Russie à l'insurrection. Début mai 2014, ont été tenus des référendums sur la proclamation de Républiques indépendantes de Kiev¹⁴⁴. Mis à part Donetsk et Lougansk, aucune autre grande ville de la région n'a tenu de référendum¹⁴⁵. Ces dernières vont dès lors subir une répression violente de la part du pouvoir central ukrainien et lancer un véritable conflit armé dans l'est du pays. La guerre au Donbass est donc une instrumentalisation du conflit ukrainien par la Russie à des fins politiques¹⁴⁶. En août 2014, la Russie est intervenue militairement sur le sol ukrainien en ouvrant un nouveau front à Marioupol pour empêcher la reprise de territoires par les forces armées ukrainiennes¹⁴⁷. Bien qu'elle renforce de plus en plus sa présence militaire le long de sa frontière avec l'Ukraine, prétextant essentiellement des raisons défensives,

¹³⁷ TOPYCHKANOV Petr, « « Hybrid War » - a Scholarly Term or a Propaganda Cliché ? » op.cit.

¹³⁸ TRENIN Dmitri, *The Ukraine Crisis and the Resumption of Great-Power Rivalry*, op.cit., p.5.

¹³⁹ PETINIAUD Louis, « Du « lac russe » au « lac OTAN » ? Enjeux géostratégiques en mer Noire post-Crimée », *Hérodote*, vol. 166-167, n°3, 2017, p.223.

¹⁴⁰ TRENIN Dmitri, *The Ukraine Crisis and the Resumption of Great-Power Rivalry*, op.cit., p.5.

¹⁴¹ FOLLEBOUCKT Xavier, *Ukraine and the European security order*, op.cit., p.1.

¹⁴² IAKIMENKO Iouri, PACHKOV Mikhaïl, « Le conflit ukraino-russe vu de Kiev », op.cit., p.86.

¹⁴³ FOLLEBOUCKT Xavier, *La Russie et le « conflit gelé » ukrainien*, op.cit., p.8.

¹⁴⁴ TRENIN Dmitri, *The Ukraine Crisis and the Resumption of Great-Power Rivalry*, op.cit., p.5.

¹⁴⁵ Ibidem, p.5.

¹⁴⁶ FOLLEBOUCKT Xavier, *La Russie et le « conflit gelé » ukrainien*, op.cit., p.9.

¹⁴⁷ Ibidem, p.9.

la Russie n'est toujours pas officiellement un acteur du conflit dans le Donbass¹⁴⁸. En 2016, Vladimir Poutine et son gouvernement n'ont toujours aucune implication et présence de soldats russes que ce soit sur le sol ukrainien ou dans le Donbass¹⁴⁹. Cette méthode est qualifiée de « guerre réfutable »¹⁵⁰ arguant que les forces armées étaient déjà présentes sur le territoire et qu'il n'y a eu aucun envoi de troupes.

La stratégie de la Russie dans le conflit ukrainien peut être qualifiée de guerre hybride. Alexander Vershbow définit ce concept comme : « war combining military threat, covert intervention, secret supplies of arms and weapons systems, economic blackmail, diplomatic dissimulation and manipulation of the media with outright disinformation »¹⁵¹.

3.3. Motifs d'interventions russes dans le conflit ukrainien

3.3.1. Tentative d'arrêt de l'intégration à l'Ouest

C'est pour empêcher l'Ukraine de se rapprocher de l'Europe que la Russie a joué un rôle dans le conflit ukrainien¹⁵². En effet, le Kremlin a besoin de l'Ukraine régionalement à cause des liens qu'entretiennent les deux pays que ce soit sur le plan culturel, historique ou économique. Pour Moscou, l'Ukraine représente sa « nation sœur slave et orthodoxe »¹⁵³. Malgré l'indépendance de l'Ukraine en 1991, la Russie ne peut s'empêcher de voir les deux États comme liés¹⁵⁴. Cependant, les deux pays ont signé un traité d'amitié et de coopération en 1997 après que la Russie ait reconnu officiellement l'intégrité territoriale de l'Ukraine en 1994¹⁵⁵. Moscou ne peut se permettre que l'Ukraine choisisse de se rapprocher de l'Union européenne et rejette son projet d'Union Eurasiennne¹⁵⁶. L'Ukraine occupe une place centrale dans le projet eurasiatique russe¹⁵⁷. L'UEE est le projet d'intégration censé limiter l'attraction par

¹⁴⁸ MARANGÉ Céline, « Radioscopie du conflit dans le Donbass », op.cit., p.20. ; FALLAS Thibault, « Vladimir Poutine et la crise ukrainienne : excellent tacticien, piètre stratège ? », *Stratégique*, vol. 112, n°2, 2016, p.202.

¹⁴⁹ PETINIAUD Louis, « Du « lac russe » au « lac OTAN » ? Enjeux géostratégiques en mer Noire post-Crimée », op.cit., p.223. ; FALLAS Thibault, « Vladimir Poutine et la crise ukrainienne : excellent tacticien, piètre stratège ? », op.cit., p.202.

¹⁵⁰ JEANGENE VILMER Jean-Baptiste, « Crimée : les contradictions du discours russe », op.cit., p.166.

¹⁵¹ TOPYCHKANOV Petr, « « Hybrid War » - a Scholarly Term or a Propaganda Cliché ? » op.cit.

¹⁵² FOLLEBOUCKT Xavier, *Ukraine and the European security order*, op.cit., p.2.

¹⁵³ MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.56.

¹⁵⁴ TRENIN Dmitri, « To Understand Ukraine » op.cit.

¹⁵⁵ MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.47.

¹⁵⁶ FOLLEBOUCKT Xavier, *Ukraine and the European security order*, op.cit., p.2.

¹⁵⁷ JEANGENE VILMER Jean-Baptiste, « Crimée : les contradictions du discours russe », op.cit., p.163.

l'UE de l'étranger proche de la Russie et devenir une force d'opposition à l'Occident¹⁵⁸. L'Ukraine par sa position géographique est vue comme un pays essentiel dans les projets à la fois russes et européens¹⁵⁹. Selon Dmitri Trenin, voir Kiev se tourner vers l'Ouest représente un double danger pour la Russie¹⁶⁰. Le premier serait la répression des minorités russophones au sein de l'Ukraine et le second, la possibilité de voir l'Ukraine rejoindre l'OTAN. Au-delà du fait que l'Ukraine soit dans ce que la Russie définit comme son « étranger proche », c'est aussi dans ce pays que se situe une partie essentielle du complexe militaro-industriel des armées russes et surtout un accès aux mers chaudes¹⁶¹. Cette zone, pour Moscou, est identifiée comme une zone d'intérêts privilégiés¹⁶².

3.3.2. Le prétexte de la protection de la minorité russophone

Le référendum pour l'annexion de la Crimée a été présenté par la Russie dans le cadre de la protection des Russes et de la minorité russophone présents dans la région. C'est donc sous un motif humanitaire et de protection des populations que la Russie justifie son influence en Ukraine¹⁶³. Le nouveau gouvernement pro-occidental à Kiev a tenté de faire supprimer la loi garantissant le russe comme langue officielle¹⁶⁴. Le Président par intérim s'y est finalement opposé pour ne pas exacerber les tensions mais le mal était déjà fait¹⁶⁵. Un sentiment nationaliste ukrainien était en train de se former sur une base antirusse, ce qui remet complètement en cause la notion de civilisation slave si chère au système poutinien¹⁶⁶. Pour comprendre cela, il est important de préciser le caractère russe de la Crimée. En effet, celle-ci faisait partie du territoire de l'Empire russe puis de la République socialiste fédérative soviétique de Russie pendant la guerre froide¹⁶⁷. Ce n'est qu'en 1954 qu'elle est intégrée dans la République socialiste soviétique

¹⁵⁸ MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.54.

¹⁵⁹ TRENIN Dmitri, *The Ukraine Crisis and the Resumption of Great-Power Rivalry*, op.cit., p.3.

¹⁶⁰ Ibidem, p.5.

¹⁶¹ FALLAS Thibault, « Vladimir Poutine et la crise ukrainienne : excellent tacticien, piètre stratège ? », op.cit., p.203.

¹⁶² IAKIMENKO Iouri, PACHKOV Mikhaïl, « Le conflit ukraino-russe vu de Kiev », op.cit., p.82.

¹⁶³ JEANGENE VILMER Jean-Baptiste, « Crimée : les contradictions du discours russe », op.cit., p.170.

¹⁶⁴ FOLLEBOUCKT Xavier, *Ukraine and the European security order*, op.cit., p.2.

¹⁶⁵ IAKIMENKO Iouri, PACHKOV Mikhaïl, « Le conflit ukraino-russe vu de Kiev », op.cit., p.92.

¹⁶⁶ DE WILDE D'ESTMAEL Tanguy, *Crimée, châtement ? Les sanctions de l'UE à l'égard de la Russie à la suite de la crise ukrainienne*, op.cit., p.3.

¹⁶⁷ IAKIMENKO Iouri, PACHKOV Mikhaïl, « Le conflit ukraino-russe vu de Kiev », op.cit., p.86.

d'Ukraine et restera partie intégrante de l'Ukraine à la chute de l'URSS¹⁶⁸. Se sentant contrainte par les volontés de restriction d'usage de sa langue, la population russophone d'Ukraine prit à bras le corps la sécession¹⁶⁹. Les habitants de la Crimée ont donc des liens particulièrement étroits avec les citoyens russes. Pour certains, l'annexion de la Crimée représente le retour dans la mère patrie.

3.3.3. La protection des statu quo

3.3.3.1. Le Président Ianoukovitch et les risques de propagation

La révolution en Ukraine a ravivé des craintes de la part du pouvoir russe quant à sa propre légitimité. « Un changement de pouvoir constituait pour le régime russe actuel un précédent inacceptable et menaçant »¹⁷⁰. En effet, l'évincement du Président Ianoukovitch est intervenu à la suite de son refus de signer l'accord avec l'Union européenne mais également car le peuple ukrainien ne le reconnaissait plus comme légitime¹⁷¹. En Russie, la crainte de la propagation des idées défendues lors de la révolution d'Euromaidan ne faisait que grandir. La remise en cause du Président ukrainien et particulièrement de son régime aurait pu trouver écho dans une Russie au système politique autoritaire et fermé¹⁷². L'idée de démocratie à l'européenne à laquelle aspirait l'Ukraine n'est pas compatible avec la « démocratie souveraine » développée par Moscou et cette dernière voulait donc à tout prix éviter une contagion à son propre peuple¹⁷³. Pour le Kremlin, les mouvements populaires en Ukraine ont été déclenchés sous l'impulsion de l'Occident dans une tentative de déstabilisation qui risquerait de se répandre dans son propre pays¹⁷⁴. Dans la tête des élites russes, un parallèle est d'ailleurs fait avec la Révolution Orange de 2004 où cette même justification d'interférence extérieure avait également été apportée¹⁷⁵.

¹⁶⁸ PETINIAUD Louis, « Du « lac russe » au « lac OTAN » ? Enjeux géostratégiques en mer Noire post-Crimée », op.cit., p.223.

¹⁶⁹ FALLAS Thibault, « Vladimir Poutine et la crise ukrainienne : excellent tacticien, piètre stratège ? », op.cit., p.205.

¹⁷⁰ IAKIMENKO Iouri, PACHKOV Mikhaïl, « Le conflit ukraino-russe vu de Kiev », op.cit., p.85.

¹⁷¹ FOLLEBOUCKT Xavier, *Ukraine and the European security order*, op.cit., p.2.

¹⁷² Ibidem, p.3.

¹⁷³ IAKIMENKO Iouri, PACHKOV Mikhaïl, « Le conflit ukraino-russe vu de Kiev », op.cit., p.82.

¹⁷⁴ FOLLEBOUCKT Xavier, *La Russie et le « conflit gelé » ukrainien*, op.cit., p.11. ; MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.58.

¹⁷⁵ TRENIN Dmitri, "To Understand Ukraine", op.cit.

C'est pour contrer cette logique et faire échouer le processus de démocratisation et d'ouverture que la Russie a déclenché une insurrection au Donbass¹⁷⁶.

3.3.3.2. Les frontières de l'OTAN et la limite des zones d'influence

A un niveau plus global, le conflit en Ukraine est vécu par la Russie comme une sorte de nouvelle guerre par procuration contre l'Occident¹⁷⁷. Dans la continuité de son état d'esprit de forteresse assiégée, la Russie craint par-dessus tout de se faire encercler par des forces « ennemies ». L'intervention en Ukraine a donc également pour but de diviser à la fois les États-Unis et l'Europe mais également l'Union européenne en différents groupes pro- ou anti-Russie¹⁷⁸. Le Kremlin a pour ambition d'assurer la sécurité de l'Europe en coopération avec l'UE mais pas avec l'OTAN qu'il essaie de sortir de plus en plus du territoire européen¹⁷⁹. D'ailleurs il invoque comme justification pour l'annexion de la Crimée le motif de sa sécurité nationale menacée par l'élargissement de l'OTAN¹⁸⁰. Cette justification s'intègre dans un discours qui se prétend défensif de la part de la Russie avec pour but le maintien du « glacis protecteur autour du pays en empêchant les forces de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord de se rapprocher un peu plus des frontières russes »¹⁸¹. La stratégie continentale de la Russie met à mal l'unité des pays européens car ils n'arrivent pas à se coordonner efficacement autour de la réponse à adopter face à ce comportement¹⁸². Déjà en 2008, Vladimir Poutine avait tracé une ligne rouge quant à la possible entrée de l'Ukraine et de la Géorgie au sein de l'OTAN¹⁸³. En 2013, il déplaça cette ligne rouge pour y inclure également l'interdiction d'un rapprochement de l'Ukraine avec l'Union européenne¹⁸⁴. Avec la proposition de l'Accord d'Association et surtout la volonté de l'Ukraine de se rapprocher de l'UE, cette limite a été franchie, ce qui a poussé Vladimir Poutine à intervenir.

¹⁷⁶ FOLLEBOUCKT Xavier, *La Russie et le « conflit gelé » ukrainien*, op.cit., p.11.

¹⁷⁷ FOLLEBOUCKT Xavier, *Ukraine and the European security order*, op.cit., p.3.

¹⁷⁸ Ibidem, p.3.

¹⁷⁹ Ibidem, p.4.

¹⁸⁰ LOUKIANOV Fiodor, « La Russie, une puissance révisionniste ? », *Politique étrangère*, 2015, vol. Été, n°2, p.16. ; JEANGENE VILMER Jean-Baptiste, « Crimée : les contradictions du discours russe », op.cit., p.161.

¹⁸¹ MARANGÉ Céline, « Radioscopie du conflit dans le Donbass », op.cit., p.15.

¹⁸² FOLLEBOUCKT Xavier, *La Russie et le « conflit gelé » ukrainien*, op.cit., p.11.

¹⁸³ TRENIN Dmitri, « To Understand Ukraine », op.cit. ; FALLAS Thibault, « Vladimir Poutine et la crise ukrainienne : excellent tacticien, piètre stratège ? », op.cit., p.203.

¹⁸⁴ JEANGENE VILMER Jean-Baptiste, « Crimée : les contradictions du discours russe », op.cit., p.160.

Pour éviter de voir l'OTAN au bord de ses frontières, Moscou avait également développé l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). A sa création en 1992, ce traité avait pour but de répartir les forces armées héritées de l'URSS et d'être un lieu de discussion pour les anciens pays satellites. En 2002, cette force de réaction rapide venait contester la primauté des normes sécuritaires promues en Europe, notamment par l'OTAN¹⁸⁵. « La stratégie russe vise la transformation de l'OTSC en une « OTAN eurasiatique » et russo-centrée »¹⁸⁶. Ces deux organisations se trouvent donc en concurrence avec l'Ukraine une fois de plus au centre d'enjeux sécuritaires. L'Ukraine s'est retirée de l'OTSC le 19 mars 2014 après l'annexion de la Crimée¹⁸⁷. Mais ce signe d'éloignement par rapport à la Russie s'est également accompagné d'un retrait de la volonté de rejoindre l'OTAN, but recherché par la Russie. Cette dernière entend garder un droit de regard privilégié dans la zone de son voisinage proche et n'entend pas tolérer une extension de l'OTAN aux dépens de sa propre organisation de sécurité collective, qui lui sert de levier d'influence, et de sa crédibilité internationale. La situation ukrainienne suit cette logique de démonstration de puissance.

3.4. Les accords internationaux pour la résolution du conflit

3.4.1. Le cessez-le-feu de Minsk I

Le 5 septembre 2014 fut signé le premier protocole de Minsk¹⁸⁸. Il prévoyait un cessez-le-feu immédiat entre les séparatistes pro-russes et le nouveau gouvernement ukrainien dans le cadre des conflits à l'est du pays¹⁸⁹. Cet accord entre l'Ukraine et les séparatistes pro-russes s'est fait sous l'œil attentif de la Russie et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), tous deux présents lors de ces négociations¹⁹⁰. Le cessez-le-feu immédiat qu'il prévoyait ne sera cependant pas appliqué car les forces séparatistes dans l'est de l'Ukraine ne vont

¹⁸⁵ FREIRE Maria Raquel, « Ukraine and the Restructuring of East-West Relations », in KANET Roger E. (éd.), *The Russian Challenge to the European security environment*, Cham : Palgrave MacMillan, 2017, p.195.

¹⁸⁶ MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.52.

¹⁸⁷ Ibidem, p.50.

¹⁸⁸ MARANGÉ Céline, « Radioscopie du conflit dans le Donbass », op.cit., p.15.

¹⁸⁹ L'OBS AVEC AFP, « UKRAINE. Un accord de cessez-le-feu conclu entre Kiev et les séparatistes », dans *L'OBS* [en ligne], <https://www.nouvelobs.com/monde/ukraine-la-revolte/20140905.OBS8256/ukraine-un-accord-de-cessez-le-feu-conclu-entre-kiev-et-separatistes.html> (Page consultée le 28/04/18).

¹⁹⁰ Ibidem.

cesser de déplacer la ligne de démarcation initialement prévue et de gagner du terrain, notamment la ville stratégique de Debaltseve¹⁹¹. La véritable tentative de résolution du conflit n'interviendra dès lors que durant le deuxième round des négociations de Minsk mais cette fois-ci, la communauté internationale s'impliquera davantage au côté du gouvernement ukrainien.

3.4.2. Minsk II ou la distribution des cartes par le Kremlin

Ce second accord a été conclu par les membres du Groupe de Normandie en février 2015¹⁹². Ce groupe se composait de l'Allemagne, de la France, de la Russie et de l'Ukraine. Les discussions ont commencé le 11 février entre Angela Merkel, François Hollande, Vladimir Poutine et Petro Poroshenko¹⁹³. Les dirigeants des Républiques populaires autonomes autoproclamées de Donetsk et de Lougansk, Alexandre Zakhartchenko et Igor Plotniski, étaient présents et furent consultés lors de ces négociations sans pour autant pouvoir imposer leur volonté malgré le poids des avantages acquis sur le terrain¹⁹⁴. Ce groupe de taille restreinte représentait un avantage pour Vladimir Poutine car son pays avait plus de poids et d'influence dans les négociations que s'il avait dû faire face à l'Union européenne toute entière ou que si les États-Unis avaient été impliqués¹⁹⁵. Il peut à sa guise relancer les discussions ou les ralentir car la Russie s'est rendue indispensable dans la résolution de ce conflit et dispose de la capacité de privilégier ses propres intérêts¹⁹⁶. Les principales avancées contenues dans les Accords de Minsk II sont, au niveau militaire, premièrement un cessez-le-feu entre les différents protagonistes, deuxièmement la création d'une zone démilitarisée d'où toutes les armes lourdes seront retirées de chaque camp et troisièmement la responsabilité assignée à l'OSCE de faire respecter ces acquis¹⁹⁷. C'est dans le volet politique de ces accords que Vladimir Poutine a su le mieux imposer sa vision. Le potentiel déstabilisateur que représente l'est de l'Ukraine a été un atout lors des négociations. En effet, le Président russe a su

¹⁹¹ GALLI Jean-Claude, « Conflit gelé en Ukraine : les (dés)Accords de Minsk persistent », dans *Le Figaro* [en ligne], <http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2016/09/16/31002-20160916ARTFIG00344-conflit-gelé-en-ukraine-les-desaccords-de-minsk-persistent.php> (Page consultée le 19/05/18).

¹⁹² FOLLEBOUCKT Xavier, *Ukraine and the European security order*, op.cit., p.3.

¹⁹³ Ibidem, p.3.

¹⁹⁴ MARANGÉ Céline, « Radioscopie du conflit dans le Donbass », op.cit., p.16.

¹⁹⁵ FOLLEBOUCKT Xavier, *Ukraine and the European security order*, op.cit., p.3.

¹⁹⁶ FOLLEBOUCKT Xavier, *La Russie et le « conflit gelé » ukrainien*, op.cit., p.10.

¹⁹⁷ MARANGÉ Céline, « Radioscopie du conflit dans le Donbass », op.cit., p.17. ; MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.66.

Imposer à l'Ukraine, pays agressé, de souscrire aux demandes de la Russie et des forces séparatistes pro-russes, à savoir d'inscrire le principe d'une décentralisation dans la Constitution ukrainienne et d'adopter une « législation permanente » qui reconnaitrait un « statut spécial » aux entités séparatistes de Donetsk et de Lougansk¹⁹⁸.

L'Ukraine a signé cet accord sous la contrainte, notamment de Moscou, et a dès lors dû faire d'importantes concessions¹⁹⁹. Ce second accord de Minsk fut favorable à la Russie et aux forces séparatistes grâce à leurs positions de force durant les négociations, découlant des victoires stratégiques obtenues sur le terrain²⁰⁰. Le cessez-le-feu décidé lors des accords de Minsk entérine les acquisitions territoriales faites, en faveur d'une part des rebelles et d'autre part, de la Russie. L'Ukraine, déjà amputée de la Crimée, se voit forcée de garantir une plus grande autonomie à ses zones rebelles. Dans cet accord, sont posées les conditions pour atteindre la paix accompagnées d'un calendrier pour leur mise en application. Toutefois ces engagements ne sont pas liants et donc leur non-respect ne peut être condamné²⁰¹. C'est Vladimir Poutine qui mène la danse dans le dossier ukrainien car tant que les parties prenantes au conflit ne seront pas d'accord sur l'ordre dans lequel appliquer ces clauses, rien n'avancera²⁰². Le camp occidental reste suspendu aux décisions prises par le chef du Kremlin²⁰³. C'est également à l'Ukraine d'assumer le fardeau financier que représentent les enclaves pro-russes sur son territoire²⁰⁴.

3.4.3. Nouveau round, même constat

En septembre 2017, le Président Poutine a proposé le déploiement des Forces de maintien de la paix des Nations Unies en Ukraine²⁰⁵. La relation de la Russie avec l'Union européenne a des chances de s'améliorer au contraire de celle avec les États-Unis²⁰⁶. Le « modèle chypriote » proposé par la Russie qui prône une division du Donbass est inacceptable pour Kiev et Washington²⁰⁷. À l'inverse, le « modèle du

¹⁹⁸ MARANGÉ Céline, « Radioscopie du conflit dans le Donbass », op.cit., p.17.

¹⁹⁹ TRENIN Dmitri, "To Understand Ukraine", op.cit.

²⁰⁰ FOLLEBOUCKT Xavier, *Ukraine and the European security order*, op.cit., p.3.

²⁰¹ JARÁBIK Balázs, *What Did Minsk II Actually Achieve ?*, Moscou : Carnegie Moscow Center, Coll. « Commentary Paper », 2015, p.1.

²⁰² MARANGÉ Céline, « Radioscopie du conflit dans le Donbass », op.cit., p.18.

²⁰³ FALLAS Thibault, « Vladimir Poutine et la crise ukrainienne : excellent tacticien, piètre stratège ? », op.cit., p.203.

²⁰⁴ MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.67.

²⁰⁵ TRENIN Dmitri, "To Understand Ukraine", op.cit.

²⁰⁶ Ibidem.

²⁰⁷ Ibidem.

Kosovo-renversé » qui consiste en un retour progressif du Donbass sous l'autorité centrale ukrainienne grâce à l'intervention des organisations internationales est inacceptable pour Moscou²⁰⁸. La situation semble dès lors toujours inextricable dans ce conflit.

3.4.4. Les sanctions internationales à l'égard de la Russie

Les sanctions internationales sont des contre-mesures à l'encontre de la Russie pour ne pas avoir respecté les normes de comportement internationales ainsi que l'intégrité territoriale de l'Ukraine²⁰⁹. À cause de ses actions dans le conflit ukrainien, Moscou se voit exclue du G8 et le renouvellement de l'accord de partenariat et de coopération avec l'UE est également reporté jusqu'à nouvel ordre dans le but de l'isoler au sein de la communauté internationale²¹⁰. Les sanctions occidentales sont limitées à certaines entreprises russes et certaines personnalités du cercle restreint du Président, parmi lesquelles on peut retrouver par exemple l'entreprise de construction Stroytransgaz, la Banque SMP et Rosneft²¹¹. Les États-Unis et l'Union européenne n'adoptent pas toujours les mêmes sanctions à l'égard de la Russie et peinent à accorder leurs positions en fonction de leurs intérêts respectifs²¹². Les entreprises russes concernées se voient refuser l'accès aux marchés des crédits internationaux et font face à l'interdiction de posséder des avoirs sur les territoires occidentaux²¹³. Concernant les personnes, elles sont frappées d'une interdiction d'accès mais également de faire des affaires sur ce même territoire. Les sanctions occidentales ne se sont pas avérées des plus efficaces et sont même parfois contre-productives²¹⁴. Elles ont échoué à faire plier Vladimir Poutine et c'est la

²⁰⁸ TRENIN Dmitri, "To Understand Ukraine", op.cit.

²⁰⁹ DE WILDE D'ESTMAEL Tanguy, Crimée, châtement ? Les sanctions de l'UE à l'égard de la Russie à la suite de la crise ukrainienne, op.cit., p.1.

²¹⁰ TRENIN Dmitri, *The Ukraine Crisis and the Resumption of Great-Power Rivalry*, op.cit., p.6. ; MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.72.

²¹¹ MOVCHAN Andrey, « How the Sanctions Are Helping Putin », dans *Politico* [en ligne], <https://www.politico.com/magazine/story/2017/03/how-the-sanctions-are-helping-putin-214963> (page consultée le 17/01/18).

²¹² MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.73.

²¹³ PETINIAUD Louis, « Du « lac russe » au « lac OTAN » ? Enjeux géostratégiques en mer Noire post-Crimée », op.cit., p.226.

²¹⁴ LOFTUS Suzanne, KANET Roger E., « Growing Confrontation Between Russia and the West: Russia's Challenge to the Post-Cold War Order », in KANET Roger E. (éd.), *The Russian Challenge to the European security environment*, Cham : Palgrave MacMillan, 2017, p.21.

population russe qui en pâtit²¹⁵. En effet, ces sanctions ne touchent que peu l'économie de la Russie qui reste un partenaire énergétique incontournable pour une partie de l'Europe²¹⁶. Au début, la récession que connaissait l'économie russe était plus due à la chute des cours du pétrole qu'à l'effet des sanctions de la communauté internationale sur le cours du rouble²¹⁷. Mais à la suite de la destruction de l'avion MH17 de la Malaysian Airlines par les rebelles du Donbass grâce aux armes russes, les sanctions de l'Union européenne s'accroissent et ciblèrent directement des secteurs économiques russes²¹⁸. La Russie, en réponse, a également pris des contre-mesures à l'égard de l'Europe en limitant par exemple ses importations de produits alimentaires²¹⁹. Les sanctions occidentales sont souvent l'objet de révisions et d'augmentations graduelles. Le gouvernement russe estime dès lors que les pertes économiques liées à celles-ci, déjà estimées à 80 milliards de dollars en 2015, ne peuvent que s'amplifier²²⁰. Ainsi pour combler le manque à gagner, la Russie a dû également trouver de nouveaux partenaires commerciaux afin de diversifier ses débouchés comme la Chine, par exemple, avec la signature d'un contrat de vente de gaz sur 30 ans valant 400 milliards de dollars²²¹.

3.5. Les conséquences du conflit en Ukraine

3.5.1. Un conflit gelé comme moyen de pression pour la Russie

La guerre du Donbass est devenue pour la Russie un « conflit gelé » comme elle en a l'expérience depuis la chute de l'Union Soviétique²²². Comme expliqué précédemment, la Russie entend jouer le rôle de leader dans sa région, notamment, en se rendant indispensable dans certains conflits séparatistes qui la rongent. « Médiateur diplomatique incontournable, garant militaire, sponsor économique, la

²¹⁵ TRENIN Dmitri, « Ukraine Crisis Causes Strategic, Mental Shift in Global Order », dans *Global Times* [en ligne], <http://www.globaltimes.cn/content/922097.shtml> (page consultée le 17/01/18).

²¹⁶ FALLAS Thibault, « Vladimir Poutine et la crise ukrainienne : excellent tacticien, piètre stratège ? », op.cit., p.205.

²¹⁷ Ibidem, p.205.

²¹⁸ DE WILDE D'ESTMAEL Tanguy, *Crimée, châtime ? Les sanctions de l'UE à l'égard de la Russie à la suite de la crise ukrainienne*, op.cit., p.10.

²¹⁹ MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.73.

²²⁰ LOMAGIN Nikita A., « A Cold Peace Between Russia and the West: Did Geo-economics Fail ? », in KANET Roger E. (éd.), *The Russian Challenge to the European security environment*, Cham : Palgrave MacMillan, 2017, p.101.

²²¹ LOFTUS Suzanne, KANET Roger E., « Growing Confrontation Between Russia and the West: Russia's Challenge to the Post-Cold War Order », in KANET Roger E. (éd.), *The Russian Challenge to the European security environment*, op.cit., p.21.

²²² FOLLEBOUCKT Xavier, *La Russie et le « conflit gelé » ukrainien*, op.cit., p.1.

Russie tient à affirmer que c'est elle qui détient les clés de la résolution – ou non – de ces conflits »²²³. La situation au Donbass constitue donc un levier de pression pour le Kremlin, à la fois sur l'Ukraine mais également sur l'Union européenne qui est totalement dépendante de la volonté russe pour une éventuelle résolution de ce conflit. L'influence qu'exerce la Russie dans ces États quasi indépendants est énorme car ils sont de fait quasi dépendants de Moscou qui pourrait donc les pousser à la sécession²²⁴. La guerre dans la région du Donbass sert deux intérêts russes selon Xavier Follebouckt²²⁵. Le premier est d'empêcher l'Ukraine de se réformer et ainsi de se relever. Le deuxième est de servir d'exemple que la Russie n'autorisera pas de force révisionniste dans son voisinage proche. Un message a également été ainsi envoyé à tout pays dans lequel se situe une forte minorité russophone que Moscou n'hésitera pas à intervenir pour la protéger si besoin en est²²⁶. Dmitri Trenin ajoute même que tant que la confrontation plus globale opposant les États-Unis à la Russie ne sera pas résolue, le conflit ukrainien ne pourra trouver de solution²²⁷. En effet, dans une vision réaliste des relations internationales où un conflit est vu comme un jeu à somme nulle, la victoire de l'un correspond à la défaite de l'autre et pour le moment, aucune des deux puissances n'entend faire de concession à son « adversaire ». La position dans laquelle s'est placé l'Occident avec ses sanctions à l'égard de la Russie est une situation perdant-perdant²²⁸. En effet, la levée des sanctions serait une victoire pour Vladimir Poutine mais en même temps, lui ne fera aucun effort sur le terrain tant que l'on continuera à pénaliser son pays. Mais également, plus ces sanctions seront maintenues plus la Russie s'en accommodera et trouvera des mécanismes pour les contrer²²⁹. Cependant, une non-réaction occidentale aurait été perçue par le Kremlin comme un signe de faiblesse voire une acceptation tacite de sa politique étrangère agressive dans son voisinage proche²³⁰. Par ces actions, l'Union européenne et les États-Unis espèrent limiter l'hémorragie

²²³ FOLLEBOUCKT Xavier, *La Russie et le « conflit gelé » ukrainien*, op.cit., p.5.

²²⁴ MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.48.

²²⁵ FOLLEBOUCKT Xavier, *Ukraine and the European security order*, op.cit., p.3.

²²⁶ FALLAS Thibault, « Vladimir Poutine et la crise ukrainienne : excellent tacticien, piètre stratège ? », op.cit., p.205. ; MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.55.

²²⁷ TRENIEN Dmitri, « To Understand Ukraine », op.cit.

²²⁸ MOVCHAN Andrey, « How the Sanctions Are Helping Putin », op.cit.

²²⁹ PETINIAUD Louis, « Du « lac russe » au « lac OTAN » ? Enjeux géostratégiques en mer Noire post-Crimée », op.cit., p.226.

²³⁰ DE WILDE D'ESTMAEL Tanguy, *Crimée, châiment ? Les sanctions de l'UE à l'égard de la Russie à la suite de la crise ukrainienne*, op.cit., p.5.

uniquement à la perte de la Crimée par l'Ukraine. Le Donbass est donc quant à lui dans une impasse politique car ni Kiev ni Moscou ne sont prêts à l'abandonner mais ils ne sont pas, non plus, enclins à régler le problème²³¹. La notion de conflit gelé pourrait cependant être nuancée par l'idée de « guerre par procuration » ou « conflit de basse intensité avec pics de violences »²³² car le cessez-le-feu est sans cesse violé mais sans réelle conséquence dramatique sur l'équilibre global du conflit.

3.5.2. Un regain de soutien national de la part du peuple russe

En jouant la carte de la lutte contre une force révisionniste et déstabilisatrice en Ukraine, Vladimir Poutine s'est assuré le soutien du peuple russe²³³. Nourrir un conflit dans le Donbass sert le chef du Kremlin qui voit sa cote de popularité remonter²³⁴. Le fait de subir des sanctions provenant de l'Occident alors qu'il prétend défendre une cause juste, lui sert à rallier le peuple russe à sa cause²³⁵. De plus, ces sanctions, alors qu'elles n'en sont pas la cause principale en réalité, servent d'excuse au Président contre tous les maux économiques qu'endure le pays²³⁶. Il peut donc jouer un « blame-game »²³⁷ qui trouve forcément écho au sein d'une population qui remettait déjà en cause l'organisation du monde, percevant celle-ci comme érigée contre elle. Un réel regain de soutien populaire peut être observé dans le pays depuis l'annexion de la Crimée par la Russie, il vient contrer et totalement effacer la baisse de confiance populaire connue par Vladimir Poutine au moment de sa réélection²³⁸. Ceci est visible dans la cote de popularité du Président qui sur l'année 2014 est passée de 65% à 85%²³⁹. Le sentiment nationaliste a touché en plein cœur les Russes qui se rassemblent à l'unisson derrière la politique internationale de leur Président. Le conflit ukrainien est « le plus souvent présenté dans les médias russes comme une opération de sauvetage des Russes menacés dans la péninsule par un pouvoir fasciste

²³¹ MARANGÉ Céline, « Radioscopie du conflit dans le Donbass », op.cit., p.15.

²³² Ibidem, p.19.

²³³ FOLLEBOUCKT Xavier, *Ukraine and the European security order*, op.cit., p.3.

²³⁴ FOLLEBOUCKT Xavier, *La Russie et le « conflit gelé » ukrainien*, op.cit., p.11.

²³⁵ MOVCHAN Andrey, « How the Sanctions Are Helping Putin », op.cit.

²³⁶ Ibidem.

²³⁷ HERITAGE Timothy, « Putin may have passed point of no-return over Ukraine », dans *Reuters* [en ligne], <https://www.reuters.com/article/us-ukraine-crisis-putin-analysis/putin-may-have-passed-point-of-no-return-over-ukraine-idUSKBN0FY1AC20140729> (Page consultée le 19/05/18).

²³⁸ FALLAS Thibault, « Vladimir Poutine et la crise ukrainienne : excellent tacticien, piètre stratège ? », op.cit., p.205.

²³⁹ LEVADA-CENTER, « Putin's approval rating », dans *Levada-Center, Indicator* [en ligne], <http://www.levada.ru/en/ratings/> (Page consultée le 28/04/18).

mis en place par Washington »²⁴⁰. La population russe niait d'ailleurs presque unanimement en 2015 une quelconque responsabilité de leur pays dans les événements qui se déroulaient en Ukraine²⁴¹. En Russie, grâce à une machine de propagande orchestrée de main de maître par l'État²⁴², existe un consensus général autour des actions en Ukraine, vues comme une réaction à l'expansion de l'OTAN ainsi qu'aux menaces proférées à l'encontre des populations russophones. Pour l'opinion publique russe, la mise en place de sanctions et de pressions à l'encontre de son pays est la preuve que la Russie a réussi son retour sur le devant de la scène internationale et qu'elle est de nouveau crainte en tant que grande puissance qui compte au niveau mondial²⁴³.

3.5.3. La militarisation de la frontière avec les pays baltes

Une autre conséquence de ce conflit est la crainte des pays limitrophes de la Russie de subir le même sort que l'Ukraine. Dans les pays baltes se ressent toujours le spectre de l'Union Soviétique dont ils ont pu s'émanciper avant de rejoindre l'Union européenne et l'OTAN en 2004. Par le fruit de cette histoire commune sont présentes d'importantes minorités russophones aussi bien en Estonie (30%), qu'en Lettonie (34%) et Lituanie (8%)²⁴⁴. On peut donc observer une militarisation dans ces pays principalement, accompagnée d'un soutien militaire des pays membres de l'OTAN²⁴⁵. Suite aux événements en Ukraine, les contingents temporaires de l'Organisation déjà positionnés dans ces pays vont évoluer en déploiement permanent²⁴⁶. En plus de matériels lourds, les États-Unis ont également déployé plusieurs milliers d'hommes sur le territoire des pays baltes²⁴⁷. L'Europe a peur d'une « politique du fait accompli »²⁴⁸ dans cette région car elle est proche de l'enclave russe de Kaliningrad et donc de la zone d'intérêts privilégiés liée au concept d'étranger proche défini par la Russie. La crainte est que, comme en

²⁴⁰ PETINIAUD Louis, « Du « lac russe » au « lac OTAN » ? Enjeux géostratégiques en mer Noire post-Crimée », op.cit., p.226.

²⁴¹ VOLKOV Denis, *Supporting a War that isn't : Russian Public Opinion and the Ukraine Conflict*, Moscou : Carnegie Moscow Center, Coll. « Commentary Paper », 2015, p.2.

²⁴² Ibidem, p.2.

²⁴³ Ibidem, p.3.

²⁴⁴ GRIGAS Agnia, *Beyond Crimea : the new Russian Empire*, New Haven : Yale University Press, 2016, p.138.

²⁴⁵ TRENIN Dmitri, « Ukraine Crisis Causes Strategic, Mental Shift in Global Order », op.cit.

²⁴⁶ TRENIN Dmitri, *The Ukraine Crisis and the Resumption of Great-Power Rivalry*, op.cit., p.6.

²⁴⁷ MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.78.

²⁴⁸ Ibidem, p.76.

Ukraine, Moscou s'atèle à une guerre hybride et intervienne en ne se souciant pas du respect des normes internationales, prétextant la préservation de ses intérêts ou la protection de ces minorités russophones. Cependant, augmenter la présence de troupes de l'OTAN et la cadence des exercices militaires crée également un « dilemme de sécurité » dans la région. La réponse de la part de la Russie est donc aussi une augmentation de sa présence et des démonstrations de force le long des frontières baltes. De part et d'autre, on peut observer le déploiement de zones d'interdiction et de déni d'accès (Anti-Access/Area Denial). En effet, « the Russian Federation identified the build-up of NATO military capabilities and the bringing of NATO military infrastructures to Russia's borders as direct threats to the national security of the Russian Federation »²⁴⁹. Les dépenses militaires des États d'Europe centrale n'ont cessé d'augmenter chaque année depuis 2014 (+12% en 2017) à cause de la menace que représente la Russie selon eux²⁵⁰. La Russie a quant à elle connu une diminution de 20% de ses dépenses militaires en 2017, après 20 années d'augmentation successives mais restait quand même le quatrième plus gros investisseur en matériel militaire en 2017²⁵¹. La Lituanie et la Lettonie ont chacune augmenté leurs dépenses militaires de 21% en 2017²⁵². Cette zone est donc maintenant sous tension à cause de la crainte d'un accident ou d'une mauvaise interprétation d'un geste de la part des forces armées de chaque côté des frontières²⁵³.

3.5.4. Remise en cause de l'ordre international établi

L'annexion de la Crimée est un tournant dans l'histoire car elle incarne la rupture de l'ordre international post-guerre froide²⁵⁴. La Russie ne s'est jamais retrouvée dans cette organisation du monde imposée par l'Occident dans lequel elle

²⁴⁹ BERRYMAN John, « Russia and the European Security Order: Impact and Implications of the Ukraine Crisis », in KANET Roger E. (éd.), *The Russian Challenge to the European security environment*, Cham : Palgrave MacMillan, 2017, p.176.

²⁵⁰ TIAN Nan, FLEURANT Aude, KUIMOVA Alexandra, WEZEMAN Pieter D., WEZEMAN Siemon T., *Trends in World Military Expenditure, 2017*, Solna : Stockholm International Peace Research Institute, Coll. « SIPRI Fact Sheet », 2018, p.6.

²⁵¹ Ibidem, p.7.

²⁵² Ibidem, p.7.

²⁵³ BERRYMAN John, « Russia and the European Security Order: Impact and Implications of the Ukraine Crisis », in KANET Roger E. (éd.), *The Russian Challenge to the European security environment*, op.cit., p.175.

²⁵⁴ PETINIAUD Louis, « Du « lac russe » au « lac OTAN » ? Enjeux géostratégiques en mer Noire post-Crimée », op.cit., p.217.

ne joue qu'un rôle secondaire²⁵⁵. Moscou aspire depuis lors à une remise en cause du système international afin de retrouver sa puissance stratégique via des zones d'influence privilégiée²⁵⁶. Comme développé précédemment dans la vision géopolitique de la Russie, Vladimir Poutine ambitionne pour son pays de revenir parmi les grandes puissances afin de peser de tout son poids dans un monde qu'il aimerait multipolaire²⁵⁷. La Russie s'affirme comme une superpuissance indépendante qui revendique un champ d'action et d'influence aussi étendu que le continent eurasiatique²⁵⁸. L'annexion de la Crimée représente pour la communauté internationale le rejet clair des valeurs politiques développées en Europe et en Occident, telles que la souveraineté étatique, l'intégrité territoriale et l'inviolabilité des frontières²⁵⁹. Cette ingérence signifie qu'il n'y aura pas de retour en arrière possible²⁶⁰. Or, la Russie en a une interprétation différente, car c'est précisément à la suite d'un référendum légitime, qu'elle a incorporé la Crimée à son territoire. Deux visions de l'ordre mondial fondamentalement opposées s'affrontent au sein du conflit ukrainien. Par sa politique transformatrice des frontières, la Russie se pose en puissance révisionniste²⁶¹. L'annexion de la Crimée marque la fin des tentatives d'intégration de Moscou dans le système défini par la communauté Euro-Atlantique et le début de son auto-détermination ainsi que de sa réaffirmation en tant que puissance globale²⁶². En s'emparant de la Crimée, la Russie se fait mettre au ban de la communauté internationale mais surtout, perd le reste de l'Ukraine comme éventuelle zone d'influence. Cependant, plus qu'un changement territorial, la crise ukrainienne est une modification stratégique et mentale de la part du Kremlin du rôle qu'il entend jouer²⁶³. La Russie a l'ambition de se faire reconnaître en tant que puissance régionale aussi bien par l'Union européenne que par l'OTAN²⁶⁴. Elle se trouve aussi désormais en position de puissance régionale dominante en mer noire

²⁵⁵ LOUKIANOV Fiodor, « La Russie, une puissance révisionniste ? », op.cit., p.16.

²⁵⁶ FOLLEBOUCKT Xavier, *Ukraine and the European security order*, op.cit., p.4.

²⁵⁷ LOFTUS Suzanne, KANET Roger E., « Growing Confrontation Between Russia and the West: Russia's Challenge to the Post-Cold War Order », in KANET Roger E. (éd.), *The Russian Challenge to the European security environment*, op.cit., p.14.

²⁵⁸ TRENIN Dmitri, "To Understand Ukraine", op.cit.

²⁵⁹ MARANGÉ Céline, « Radioscopie du conflit dans le Donbass », op.cit., p.15.

²⁶⁰ LOUKIANOV Fiodor, « La Russie, une puissance révisionniste ? », op.cit., p.16.

²⁶¹ MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, op.cit., p.67.

²⁶² TRENIN Dmitri, "To Understand Ukraine", op.cit.

²⁶³ TRENIN Dmitri, « Ukraine Crisis Causes Strategic, Mental Shift in Global Order », op.cit.

²⁶⁴ FOLLEBOUCKT Xavier, *La Russie et le « conflit gelé » ukrainien*, op.cit., p.10.

grâce au contrôle direct de sa base militaire de Sébastopol en Crimée²⁶⁵. « La Russie, en mettant la main sur ce « pivot stratégique » qu'est la Crimée, a aussi confirmé la recomposition géopolitique d'un espace qu'elle voit comme sa porte vers l'« océan mondial » »²⁶⁶.

4. Syrie : la confirmation d'un nouveau rôle

4.1. Origines du conflit

La guerre civile syrienne prend racine dans le contexte des Printemps arabes qui touchent les pays d'Afrique du Nord et quelques-uns du Golfe à partir de 2010. En Syrie le soulèvement a commencé au printemps 2011 et a vu descendre dans les rues des citoyens de toutes les classes sociales qui protestaient contre la corruption qui rongait le pays ainsi que contre le pouvoir en place²⁶⁷. Face à la dureté de la répression du régime baathiste de Bachar al-Assad et aux différences sociales propices aux incompréhensions, ce mouvement de contestation va se transformer en véritable guerre civile et par la suite, prendre une dimension internationale²⁶⁸. Rapidement ces mouvements populaires vont devenir de plus en plus armés et violents et être récupérés à des fins politiques par des groupes religieux extrémistes²⁶⁹. La famille al-Assad est de confession alaouite, branche chiite de l'islam, qui ne représente qu'une minorité (environ 20%) de la population syrienne majoritairement sunnite (65%) mais qui comporte également 10% de chrétiens arabes et autres minorités religieuses. Dans le conflit syrien, différentes factions internes sont en opposition les unes contre les autres. Le régime syrien du Président fait face à l'Armée Syrienne Libre en plus d'une multitude de groupes islamiques dans un spectre allant de modérés à extrémistes. Le plus violent d'entre eux est l'État Islamique (EI), proclamé califat en juin 2014. Le dernier protagoniste est le Parti de l'union démocratique (PYD), les Kurdes de Syrie.

²⁶⁵ PETINIAUD Louis, « Du « lac russe » au « lac OTAN » ? Enjeux géostratégiques en mer Noire post-Crimée », op.cit., p.217.

²⁶⁶ Ibidem, p.226.

²⁶⁷ KODMANI Bassma, « Aux racines du conflit syrien », *Commentaire*, 2016, vol. 154, n°2, p.295.

²⁶⁸ THERME Clément, « Poutine : entre affirmation des « valeurs russes » et realpolitik », *Les Cahiers de l'Orient*, 2014, vol. 116, n°4, p.53.

²⁶⁹ KODMANI Bassma, « Aux racines du conflit syrien », op.cit., p.295.

La dimension internationale du conflit est due aux différents soutiens aux factions agissant sur le terrain, venus de l'extérieur du pays. En plus des puissances régionales que sont l'Arabie saoudite et l'Iran qui soutiennent chacune une vision opposée du schisme musulman (Iran chiite et Arabie saoudite sunnite), s'ajoutent, dans un rappel de guerre froide et une sorte de « proxy war », la Russie qui supporte le régime d'Assad et, les États-Unis et l'Occident qui s'y opposent. Le conflit syrien est donc à un confluent de rivalités de pouvoir aussi bien au niveau local que régional mais également mondial.

4.2. Implication de la Russie dans le conflit syrien

4.2.1. Un activisme diplomatique de plus en plus incontournable

Dans le conflit syrien, la Russie entend transformer son influence sur le terrain en pouvoir médiateur dans la sphère diplomatique²⁷⁰. « La Russie a réussi à prendre le contrôle de l'agenda politique international dans la recherche d'une solution politique à l'interminable conflit syrien »²⁷¹. On peut observer un activisme diplomatique de plus en plus important de la part des autorités russes dans le conflit syrien. Ceci s'explique entre autres par le fait que sur le terrain, la Russie est devenue un acteur incontournable à toute évolution de la situation.

Fin 2011 et début 2012, la Russie et la Chine ont opposé trois fois leur veto à l'encontre des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU qui voulaient sanctionner le régime syrien et destituer le Président Assad²⁷².

Le 30 juin 2012, le Groupe d'action sur la Syrie est parvenu à un accord lors de la première conférence de Genève dans lequel était prévu la formation d'un gouvernement de transition²⁷³. Ce gouvernement devait être composé de membres à la fois de l'opposition mais également du gouvernement de Bachar al-Assad et excluait un départ de ce dernier.

²⁷⁰ DELANOË Igor, « La puissance par la coercition. Le *hard power* russe à l'épreuve du Moyen-Orient », op.cit., p.246.

²⁷¹ LÉVESQUE Jacques et al., « La Russie : une puissance indépendante au Moyen-Orient », *Confluences Méditerranée*, 2018, vol. 104, n°1, p.21.

²⁷² COLLIN Katy, « 7 years into the Syrian war, is there a way out ? », dans *Brookings* [en ligne], <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2018/03/16/7-years-into-the-syrian-war-is-there-a-way-out/> (Page consultée le 17/05/18).

²⁷³ PICHON Frédéric, « La Syrie, quel enjeu pour la Russie ? », *Politique étrangère*, 2013, vol. Printemps, n°1, p.114.

Un autre succès diplomatique pour la Russie est l'accord de désarmement chimique de la Syrie, obtenu en coopération avec les États-Unis mais à la suite d'une initiative russe en septembre 2013²⁷⁴. Avec la résolution 2118 du Conseil de sécurité des Nations Unies, le Kremlin a réussi à faire renoncer Bachar al-Assad à son arsenal d'armes chimiques pour éviter que celui-ci puisse tomber dans les mains de forces djihadistes²⁷⁵.

En 2014 et 2015, Moscou a réuni deux fois autour de la table de négociation le régime syrien et ses opposants²⁷⁶. Durant le « processus de Vienne » ce sont les pays extérieurs impliqués dans le conflit qui ont cherché une solution et durant le « forum », ce sont les différents camps combattant sur le terrain qui ont essayé à leur tour²⁷⁷. L'objectif était toujours d'atteindre la paix, via la formation d'un gouvernement unitaire au sein duquel seraient représentés les différents groupes d'opposition²⁷⁸.

En octobre 2015, après avoir rejeté la proposition de Vladimir Poutine de créer une coalition internationale contre le terrorisme, les Occidentaux ont finalement accepté de signer un « mémorandum instaurant un mécanisme de prévention des conflits entre les aéronefs russes et ceux de la coalition dans le ciel syrien »²⁷⁹. On peut voir qu'une coopération ad hoc commence à apparaître entre la Russie et les États-Unis.

Début 2016, les négociations de Genève III avaient été abandonnées à la suite des offensives militaires sur Alep, menées par le régime syrien avec l'appui de la Russie et de l'Iran²⁸⁰. Moscou va également jouer un rôle dans la relance de ces pourparlers de Genève en février²⁸¹.

Le 10 septembre 2016, la Russie et les États-Unis ont conclu un accord pour la coordination de leurs frappes aériennes contre les groupes terroristes que sont

²⁷⁴ STEPANOVA Ekaterina, « La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ? », *Politiques étrangères*, 2016, vol. Été, n°2, p.27.

²⁷⁵ STEPANOVA Ekaterina, « Les Russes et l'État islamique : politique étrangère et facteurs internes », *Outre-Terre*, 2015, vol. 44, n°3, p.80.

²⁷⁶ TRENIN Dmitri, « Putin's Syria Gambit Aims at Something Bigger Than Syria », dans *The National Interest* [en ligne], <http://www.tabletmag.com/jewish-news-and-politics/194109/putin-syria-trenin> (Page consultée le 17/01/18).

²⁷⁷ LÉVESQUE Jacques et al., « La Russie : une puissance indépendante au Moyen-Orient », op.cit., p.21.

²⁷⁸ COLLIN Katy, « 7 years into the Syrian war, is there a way out ? », op.cit.

²⁷⁹ BARKHUDARYANTS Alexander, « La rivalité russo-américaine en Syrie : une nouvelle guerre froide ? », *Confluences Méditerranée*, 2018, vol. 104, n°1, p.40.

²⁸⁰ COLLIN Katy, « 7 years into the Syrian war, is there a way out ? », op.cit.

²⁸¹ STEPANOVA Ekaterina, « La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ? », op.cit., p.23.

l'État islamique et Jabhat Fath Al-Sham²⁸². La Russie joue donc désormais sur un pied d'égalité avec Washington dans la lutte contre le terrorisme en Syrie même si les deux protagonistes ne supportent pas les forces appartenant au même camp.

En janvier 2017, un nouveau cycle de discussions, dit d'Astana²⁸³, concernant un cessez-le-feu en Syrie a été lancé à l'initiative de la Russie, de l'Iran et de la Turquie. Cette troïka a invité les États-Unis à participer aux négociations mais ces derniers ont refusé²⁸⁴. Ces discussions prennent donc place en même temps que les pourparlers de Genève IV, toujours menés dans le cadre de l'ONU²⁸⁵. Ces négociations parallèles, rassemblant le régime syrien, l'opposition ainsi que l'Iran et la Turquie qui supportent chacun un camp opposé, concurrencent les initiatives internationales pour la résolution du conflit. Elles ont d'ailleurs porté leurs fruits en octobre 2017 avec la création de quatre « de-escalation zones » et un accord de cessez-le-feu de 6 mois avec les rebelles²⁸⁶. Bien que sur le terrain, les engagements pris lors des différents cycles de négociations ne soient pas toujours respectés, il est donc possible d'observer actuellement deux diplomaties concomitantes s'activer pour la résolution du conflit syrien, l'une au niveau international qui piétine et l'autre dominée par la Russie qui fait des progrès non négligeables.

Après des débuts timides, voire marginalisés, la force diplomatique russe en Syrie n'a fait que s'accroître au point de pouvoir suivre sa propre voie et de fixer un agenda indépendant des puissances occidentales traditionnelles comme les États-Unis. En Syrie, le Kremlin applique ce qu'on appelle la « diplomatie coercitive » qui se caractérise par le fait que pour être efficace, la solution diplomatique doit être appuyée par la domination des rapports de force sur le terrain²⁸⁷. L'activisme russe sur la scène des négociations internationales grandit et s'émancipe au fur et à mesure que sur le terrain ses victoires militaires s'enchaînent. Après avoir empêché la destitution d'Assad, la Russie lui a apporté le soutien nécessaire pour qu'il récupère

²⁸² MENS Yann, « En Syrie, la Russie applique la solution militaire », *Esprit*, 2016, vol. Novembre, n°11, p.17.

²⁸³ DELANOË Igor, « La puissance par la coercition. Le *hard power* russe à l'épreuve du Moyen-Orient », op.cit., p.251.

²⁸⁴ LÉVESQUE Jacques et al., « La Russie : une puissance indépendante au Moyen-Orient », op.cit., p.22.

²⁸⁵ THE UNITED NATIONS OFFICE AT GENEVA, « Intra-Syrien talks – Key dates of the peace process », dans *UNOG* [en ligne], [https://www.unog.ch/unog/website/news_media.nsf/\(httpPages\)/E409A03F0D7CFB4AC1257F480045876E?OpenDocument](https://www.unog.ch/unog/website/news_media.nsf/(httpPages)/E409A03F0D7CFB4AC1257F480045876E?OpenDocument) (Page consultée le 17/05/18).

²⁸⁶ COLLIN Katy, « 7 years into the Syrian war, is there a way out ? », op.cit.

²⁸⁷ TRENIN Dmitri, « Like It or Not, America and Russia Need to Cooperate in Syria », op.cit.

la majorité de son territoire. Moscou et Damas sont donc maintenant deux interlocuteurs indispensables à toute évolution en Syrie. L'autre point fort de la diplomatie russe dans ce dossier syrien est que le Kremlin ait accepté de parler avec tous les acteurs présents sur le terrain, même ceux en opposition les uns contre les autres, afin d'avoir toutes les cartes en main avant de décider au mieux laquelle jouer²⁸⁸. La Russie a réussi à sortir de l'isolement international dans lequel le conflit en Ukraine l'avait plongée pour devenir l'acteur majeur de la résolution du conflit le plus important des dernières années dans la région.

4.2.2. Des avancées importantes sur le terrain

Dès le printemps 2011, la flotte russe soutient le régime de Damas²⁸⁹. L'engagement de la Russie en Syrie n'échappe pas à la logique pragmatique de son président Vladimir Poutine²⁹⁰. Il a donc calculé que son gain serait plus grand que la perte éventuelle et ceci grâce à la maîtrise des risques engagés. La décision de soutenir Assad dès le début du conflit syrien s'appuie sur le fait que d'après le Kremlin, c'est lui qui avait le plus de chances d'en sortir victorieux²⁹¹.

Fin septembre 2015, la Russie a mobilisé aussi bien ses capacités militaires aériennes que maritimes dans le cadre d'une opération de projection et de démonstration de puissance et de force en Syrie²⁹². Il est important de souligner que l'engagement russe a fait suite à la demande du régime de Bachar al-Assad de lui venir en aide²⁹³. Il s'agit donc, du point de vue russe, d'une action légitime et non d'un cas d'ingérence de la part d'un pays extérieur. Ce conflit correspond, selon Dmitri Trenin, au premier terrain sur lequel la Russie mène une « guerre à

²⁸⁸ FEERTCHAK Alexis, « De l'Ukraine à la Syrie, le progressif retour de la Russie dans le jeu diplomatique », dans *Le Figaro* [en ligne], <http://www.lefigaro.fr/international/2018/01/30/01003-20180130ARTFIG00009-de-l-ukraine-a-la-syrie-le-progressif-retour-de-la-russie-dans-le-jeu-diplomatique.php> (Page consultée le 17/05/18).

²⁸⁹ DELANOË Igor, « La puissance par la coercition. Le *hard power* russe à l'épreuve du Moyen-Orient », op.cit., p.248.

²⁹⁰ TRENIN Dmitri, « Like It or Not, America and Russia Need to Cooperate in Syria », op.cit. ; BURGOS Erik, THERME Clément, « La Russie au Moyen-Orient, puissance de substitution ou acteur incontournable ? », *Confluences Méditerranée*, 2018, vol. 104, n°1, p.12.

²⁹¹ TRENIN Dmitri, *The Ukraine Crisis and the Resumption of Great-Power Rivalry*, Moscou : Carnegie Moscow Center, Coll. « Paper », 2016, p.10.

²⁹² DELANOË Igor, « La puissance par la coercition. Le *hard power* russe à l'épreuve du Moyen-Orient », op.cit., p.243.

²⁹³ LÉVESQUE Jacques et al., « La Russie : une puissance indépendante au Moyen-Orient », op.cit., p.20.

l'américaine »²⁹⁴. Il explique ceci par le fait que comme l'armée russe effectue des bombardements avec son aviation ou lance des missiles depuis ses navires, l'ennemi n'a aucune chance de pouvoir riposter contre elle sur le champ de bataille. Les risques de pertes humaines sont donc limités avec ce type d'engagement. Ces bombardements russes ne sont rendus possibles qu'avec l'accord de pays comme l'Iran et l'Irak grâce à l'autorisation qu'ils donnent pour l'utilisation de leur espace aérien²⁹⁵. Ces interventions ont permis une stabilisation du conflit sur le terrain en faveur du régime syrien et même la reconquête de certains territoires perdus mais surtout la démonstration de la nouvelle puissance de l'armée russe²⁹⁶. Cet engagement militaire constitue un tournant majeur dans l'implication de la Russie en Syrie car bien que prévisible, elle a surpris les Occidentaux²⁹⁷. L'intervention militaire directe de la Russie en Syrie avait pour objectif d'éviter un effondrement du régime en place mais il n'a cependant jamais été question pour les Russes d'envoyer des hommes sur le front afin de ne pas s'enliser dans un conflit sans fin²⁹⁸. « La campagne militaire de la Russie en Syrie n'aura donc battu son plein que d'octobre 2015 à mi-mars 2016 »²⁹⁹. Par cet engagement limité dans le temps mais d'une grande efficacité, la Russie a acquis un rayonnement sur la scène régionale au contraire des États-Unis qui se sont enlisés de multiples fois dans les interventions militaires au Moyen-Orient durant les décennies précédentes.

4.3. Motifs d'interventions russes dans le conflit syrien

4.3.1. Sauver l'Allié Assad

L'alliance entre Moscou et Damas remonte à longtemps car, déjà, l'Union Soviétique avait signé avec la Syrie un traité d'amitié le 8 octobre 1980 afin d'établir

²⁹⁴ TRENIN Dmitri, « Putin's Syria Gambit Aims at Something Bigger Than Syria », op.cit.

²⁹⁵ LÉVESQUE Jacques et al., « La Russie : une puissance indépendante au Moyen-Orient », op.cit., p.25.

²⁹⁶ STEPANOVA Ekaterina, « La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ? », op.cit., p.30.

²⁹⁷ DELANOË Igor, « La puissance par la coercition. Le *hard power* russe à l'épreuve du Moyen-Orient », op.cit., p.250.

²⁹⁸ LÉVESQUE Jacques et al., « La Russie : une puissance indépendante au Moyen-Orient », op.cit., p.19.

²⁹⁹ TER MINASSIAN Taline, « La Russie et le Moyen-Orient : permanences et mutations d'une diplomatie multilatérale », *Relations internationales*, 2017, vol. 171, n°3, p.115.

une coopération renforcée entre les deux pays³⁰⁰. La décision du Kremlin d'intervenir directement en Syrie avait donc pour but de soutenir son allié Bachar al-Assad, celui-ci fournissant à l'armée russe l'accès au port en eau chaude de Tartous³⁰¹. Cette base est d'une importance stratégique majeure pour la Russie car elle n'en possède que très peu dans cette région du monde et elle lui permet d'avoir un accès à la Méditerranée³⁰². Depuis 1971, le port de Tartous constitue le point d'appui logistique et de ravitaillement de la flotte russe en mer Noire³⁰³. Tartous est d'une triple importance pour la Russie : « il est central dans la coopération navale bilatérale russo-syrienne ; il participe également à la reconstitution de l'influence russe en Méditerranée et au Moyen-Orient ; enfin, il s'inscrit dans une logique globale et de long terme de réinvestissement de l'océan mondial par la Marine russe »³⁰⁴.

Dans les discours officiels des autorités russes, les frappes aériennes n'ont pour cible que l'État islamique, mais en réalité, elles visent tous les opposants au régime de Bachar al-Assad³⁰⁵. À l'Assemblée générale des Nations Unies le 28 septembre 2015, Vladimir Poutine a qualifié toute opposition au régime syrien de terroriste sans faire de distinction³⁰⁶. La Russie est disposée à fournir toute l'aide nécessaire au régime pour qu'il puisse se maintenir en place³⁰⁷. Grâce à ces interventions militaires menées par la Russie, Bachar al-Assad a réussi à regagner d'importants territoires perdus au profit de l'État islamique notamment. Comme en Ukraine, la Russie privilégie le statu quo par le maintien au pouvoir d'un allié qui lui permet de pouvoir gérer au mieux le conflit et surtout ne pas voir la révolution s'étendre ailleurs, tant cette région se trouve dans une zone qui pourrait mettre en

³⁰⁰ PICHON Frédéric, « La Syrie, quel enjeu pour la Russie ? », *Politique étrangère*, 2013, vol. Printemps, n°1, p.107. ; DELANOË Igor, *Le Partenariat stratégique russo-syrien : la clé du dispositif naval russe en Méditerranée*, Paris : Fondation pour la recherche stratégique, Coll. « Note d'analyse », n°6, 2013, p.2.

³⁰¹ TRENIN Dmitri, « Putin's Syria Gambit Aims at Something Bigger Than Syria », op.cit.

³⁰² MENS Yann, « En Syrie, la Russie applique la solution militaire », op.cit., p.16. ; DELANOË Igor, *Le Partenariat stratégique russo-syrien : la clé du dispositif naval russe en Méditerranée*, Paris : Fondation pour la recherche stratégique, Coll. « Note d'analyse », n°6, 2013, p.1.

³⁰³ PICHON Frédéric, « La Syrie, quel enjeu pour la Russie ? », op.cit., p.111.

³⁰⁴ DELANOË Igor, *Le Partenariat stratégique russo-syrien : la clé du dispositif naval russe en Méditerranée*, op.cit., p.3.

³⁰⁵ TRENIN Dmitri, « Putin's Syria Gambit Aims at Something Bigger Than Syria », op.cit.

³⁰⁶ MENS Yann, « En Syrie, la Russie applique la solution militaire », op.cit., p.16.

³⁰⁷ KOZHANOV Nikolay, « No Changes in Moscow's Stance on Syria », dans *Chatam House* [en ligne], <https://www.chathamhouse.org/expert/comment/no-changes-moscow-s-stance-syria> (Page consultée le 17/01/18).

péril sa propre sécurité nationale³⁰⁸. La Syrie est le principal allié stratégique de la Russie au Moyen-Orient par les relations historiques entre les deux pays mais aussi par son positionnement géographique dans la région³⁰⁹. De plus, la Syrie est un partenaire commercial important pour Moscou car elle est particulièrement friande des armements russes depuis les années quatre-vingt³¹⁰. C'est surtout l'incertitude qu'il y aurait autour du remplacement du dictateur syrien qui pousse la Russie à le soutenir plus qu'une réelle estime pour lui³¹¹. Grâce à cette relation privilégiée avec la Russie, le régime syrien parvient à contourner les embargos imposés par l'Union européenne et est donc capable de continuer le conflit contre ses nombreux opposants³¹². « L'objectif que s'était assigné la Russie de sauver le régime et d'inverser le rapport sur le terrain a été largement atteint »³¹³.

4.3.2. Les leçons tirées de la Libye

La résolution 1973 du 17 mars 2011 est celle qui a autorisé l'utilisation en Libye par la coalition internationale de tous les moyens nécessaires pour la protection des civils libyens mais cette intervention a finalement abouti à la chute du régime et la mort du dictateur Kadhafi³¹⁴. La Chine et la Russie s'étaient abstenues de voter lors de cette décision. L'intervention massive des forces russes dans le conflit syrien à l'automne 2015 a, entre autres, pour but d'éviter le même fiasco qu'en Libye où après avoir fait chuter Kadhafi, les Occidentaux avaient laissé le pays à la dérive sans réel plan pour l'« après »³¹⁵. Ce que redoute la Russie après l'effondrement d'un État est le vide politique qui s'ensuit et qui pourrait être mis à profit par des forces extrémistes³¹⁶. Le Président Poutine avait fortement critiqué

³⁰⁸ KODMANI Bassma, « Aux racines du conflit syrien », op.cit., p.300. ; THERME Clément, « Poutine : entre affirmation des « valeurs russes » et realpolitik », op.cit., p.53.

³⁰⁹ FOLLEBOUCKT Xavier, *Russia's Impossible Position in Syria*, Louvain-la-Neuve : IBL-CECRI, Coll. « Commentary Paper », n°4, 2012, p.3. ; TER MINASSIAN Taline, « La Russie et le Moyen-Orient : permanences et mutations d'une diplomatie multilatérale », op.cit., p.116.

³¹⁰ PICHON Frédéric, « La Syrie, quel enjeu pour la Russie ? », op.cit., p.111. ; DELANOË Igor, *Le Partenariat stratégique russo-syrien : la clé du dispositif naval russe en Méditerranée*, op.cit., p.2.

³¹¹ MENS Yann, « En Syrie, la Russie applique la solution militaire », op.cit., p.15.

³¹² PICHON Frédéric, « La Syrie, quel enjeu pour la Russie ? », op.cit., p.112. ; DELANOË Igor, *Le Partenariat stratégique russo-syrien : la clé du dispositif naval russe en Méditerranée*, op.cit., p.3.

³¹³ DELANOË Igor, « La puissance par la coercition. Le *hard power* russe à l'épreuve du Moyen-Orient », op.cit., p.254.

³¹⁴ FOLLEBOUCKT Xavier, *Russia's Impossible Position in Syria*, op.cit., p.2.

³¹⁵ KODMANI Bassma, « Aux racines du conflit syrien », op.cit., p.300.

³¹⁶ STEPANOVA Ekaterina, « Les Russes et l'État islamique : politique étrangère et facteurs internes », op.cit., p.80. ; LÉVESQUE Jacques et al., « La Russie : une puissance indépendante au Moyen-Orient », op.cit., p.20.

l'intervention des forces de l'ONU en Libye, l'accusant d'avoir pour but final un changement de régime et non la protection des civils³¹⁷. Ce fut vécu comme une véritable humiliation par Moscou qui avait accepté de s'abstenir de voter, et donc de ne pas y exercer son veto, uniquement pour favoriser la réalisation de ce but originel de protection³¹⁸. C'est pourquoi la Russie s'oppose désormais à toute tentative d'adoption du même type de résolution concernant la Syrie. Le précédent libyen a servi de leçon à la Russie qui ne veut plus se faire gruger en autorisant une intervention prétendument humanitaire de protection des populations qui dissimule en réalité un but de renversement de régime dans un pays³¹⁹. Ceci d'autant plus que ce dépassement du mandat du Conseil de sécurité de l'ONU n'est pas sans rappeler le traumatisme du Kosovo et de l'Irak où la coalition occidentale menée par les États-Unis avait carrément agi sans autorisation³²⁰. Un changement de régime imposé de l'extérieur n'est pas une solution envisageable pour la Russie en Syrie³²¹. Moscou justifie, quant à elle, sa propre intervention en Syrie par une opposition à ces tentatives de changements de régime causés par l'aventurisme occidental et par la demande explicite venue du gouvernement syrien d'intervenir sur son territoire, en respectant ainsi les principes westphaliens d'équilibre des puissances, de non-interférence et d'intégrité territoriale³²². La souveraineté étatique et la non-ingérence sont les leitmotifs de la politique étrangère russe menée par Vladimir Poutine³²³. La chute des régimes autoritaires orchestrée par l'Occident et surtout par les États-Unis en vue d'y instaurer la démocratie et un État de droit est un spectre qui peut menacer la Russie elle-même si elle laisse faire³²⁴. Il est donc préférable de le contrer également dans les autres pays du monde. C'est pourquoi le Kremlin se pose en garant du statu quo et est opposé à toute ingérence étrangère que ce soit en Ukraine ou en Syrie. L'allié Assad se devait d'être sauvé mais c'est avant tout le sauvetage de l'État syrien et de ses institutions qui était primordial afin d'éviter les conséquences

³¹⁷ FOLLEBOUCKT Xavier, *Russia's Impossible Position in Syria*, op.cit., p.2. ; PICHON Frédéric, « La Syrie, quel enjeu pour la Russie ? », op.cit., p.107.

³¹⁸ MENS Yann, « En Syrie, la Russie applique la solution militaire », op.cit., p.16.

³¹⁹ PICHON Frédéric, « La Syrie, quel enjeu pour la Russie ? », op.cit., p.114.

³²⁰ STEPANOVA Ekaterina, « La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ? », op.cit., p.24.

³²¹ STEPANOVA Ekaterina, « Les Russes et l'État islamique : politique étrangère et facteurs internes », op.cit., p.81.

³²² DELANOË Igor, « La puissance par la coercition. Le *hard power* russe à l'épreuve du Moyen-Orient », op.cit., p.245.

³²³ BURGOS Erik, THERME Clément, « La Russie au Moyen-Orient, puissance de substitution ou acteur incontournable ? », op.cit., p.11.

³²⁴ TER MINASSIAN Taline, « La Russie et le Moyen-Orient : permanences et mutations d'une diplomatie multilatérale », op.cit., p.113.

déstabilisatrices d'un changement de régime aussi bien dans la région du Moyen-Orient qu'au niveau international³²⁵.

4.3.3. La protection de la minorité chrétienne

Une place importante est accordée à la religion dans le nouveau système poutinien. Une autre des raisons souvent invoquées lorsqu'on aborde l'intervention de la Russie en Syrie est donc la protection de la minorité chrétienne qui s'y trouve³²⁶. L'Église orthodoxe russe, se voulant chef de file de l'orthodoxie mondiale, se doit d'intervenir en faveur de ses fidèles qui sont réprimés par l'extrémisme islamique partout dans le monde³²⁷. La Russie endosse donc ce rôle de protectrice des minorités chrétiennes qu'elle avait déjà assumé historiquement contre l'Empire Ottoman³²⁸. Vladimir Poutine a conscience du caractère multiconfessionnel et conservateur de la Russie. En jouant la carte de la défense à la fois des chrétiens et des musulmans qui sont réprimés ou subissent des violences en Syrie, il s'assure le soutien le plus large possible de la part de sa propre population. Le rôle important que joue la religion en Russie est fédérateur entre le Kremlin et son peuple. C'est, entre autres, la raison pour laquelle l'intervention de Moscou en Syrie est soutenue par la population russe.

4.3.4. Les risques de propagation islamiste en Russie

Une des justifications données par le Kremlin pour l'intervention de la Russie en Syrie est également la crainte de la propagation des idées extrémistes au sein de sa propre communauté musulmane et en particulier dans les régions du Caucase et du Tatarstan³²⁹. Ce qui importe à la Russie est, avant toute chose, d'éviter un effet domino³³⁰. Étant parvenue à ramener le conflit en Tchétchénie à un conflit de basse

³²⁵ LÉVESQUE Jacques et al., « La Russie : une puissance indépendante au Moyen-Orient », op.cit., p.19.

³²⁶ PICHON Frédéric, « La Syrie, quel enjeu pour la Russie ? », op.cit., p.111.

³²⁷ TER MINASSIAN Taline et al., « La politique de Moscou au Moyen-Orient : entre héritage soviétique et nouvelle doctrine diplomatique », *Confluences Méditerranée*, 2018, vol. 104, n°1, p.32.

³²⁸ LE TORRIVELLEC Xavier, « 1917-2017 : où va la Russie ? Une puissance eurasiennne dans un Nouveau Monde », *Hérodote*, 2017, vol. 166-167, n°3, p.94.

³²⁹ MALASHENKO Alexey, « Far From the Arab Spring », dans *Carnegie Moscow Center* [en ligne], <http://carnegie.ru/2014/10/29/far-from-arab-spring-pub-57602> (Page consultée le 17/01/18). ; THERME Clément, « Poutine : entre affirmation des « valeurs russes » et realpolitik », op.cit., p.53.

³³⁰ LE TORRIVELLEC Xavier, « 1917-2017 : où va la Russie ? Une puissance eurasiennne dans un Nouveau Monde », op.cit., p.92.

intensité, elle n'a pas envie que cela change et évolue vers de nouveaux pics de violence³³¹. En repoussant l'islamisme le plus loin possible de son territoire, le Kremlin espère éradiquer toute volonté sécessionniste dans ces régions³³². La population musulmane de Russie était estimée à plus de 20 millions de personnes en 2017³³³ dont approximativement 16,5 millions de Russes et 4 millions d'immigrants venus d'Asie centrale³³⁴. L'islam est la « deuxième religion du pays, majoritaire dans sept républiques de la Fédération, l'islam est la religion d'une quarantaine de minorités ethniques »³³⁵. La Russie ne veut donc pas devenir une victime par contagion du conflit syrien et des idéologies qui s'y développent³³⁶. Dans la lutte contre le terrorisme, Moscou a toujours soutenu les mesures contre l'État islamique au Conseil de sécurité de l'ONU³³⁷. Ce groupe est vu comme une menace pour la Russie elle-même et il est nécessaire pour elle de le combattre le plus loin possible des frontières nationales avant qu'il ne puisse se propager en son sein³³⁸. En août 2014, Sergei Lavrov a défini l'EI comme la « primary threat to Russia in the region »³³⁹.

La majorité de la communauté musulmane russe, l'Umma³⁴⁰, reste relativement passive face à la participation de la Russie aux événements en Syrie, y compris les centaines de combattants de l'État islamique qui sont déjà revenus au pays³⁴¹. Les idées défendues par ce groupe extrémiste ne trouvent actuellement que peu d'écho au sein de la communauté musulmane de Russie³⁴². Cependant quelques incidents sont à relever au cours de l'année 2016 mais rien de majeur car la majorité des musulmans russes reste avant tout fidèle à l'État conformément au modèle

³³¹ STEPANOVA Ekaterina, « Les Russes et l'État islamique : politique étrangère et facteurs internes », op.cit., p.88.

³³² MENS Yann, « En Syrie, la Russie applique la solution militaire », op.cit., p.16.

³³³ TER MINASSIAN Taline, « La Russie et le Moyen-Orient : permanences et mutations d'une diplomatie multilatérale », op.cit., p.112.

³³⁴ MALASHENKO Alexey, *Divisions and Defiance Among Russia's Muslims*, Moscou : Carnegie Moscow Center, Coll. « Commentary Paper », 2015, p.1.

³³⁵ LE TORRIVELLEC Xavier, « 1917-2017 : où va la Russie ? Une puissance eurasiennne dans un Nouveau Monde », op.cit., p.83.

³³⁶ PICHON Frédéric, « La Syrie, quel enjeu pour la Russie ? », op.cit., p.116.

³³⁷ STEPANOVA Ekaterina, « Les Russes et l'État islamique : politique étrangère et facteurs internes », op.cit., p.83.

³³⁸ TRENIN Dmitri, « Like It or Not, America and Russia Need to Cooperate in Syria », op.cit., ; LE TORRIVELLEC Xavier, « 1917-2017 : où va la Russie ? Une puissance eurasiennne dans un Nouveau Monde », op.cit., p.93.

³³⁹ KOZHANOV Nikolay, « No Changes in Moscow's Stance on Syria », op.cit.

³⁴⁰ MALASHENKO Alexey, *Divisions and Defiance Among Russia's Muslims*, op.cit., p.1.

³⁴¹ MALASHENKO Alexey, *Preserving the Calm in Russia's Muslim Community*, Moscou : Carnegie Moscow Center, Coll. « Commentary Paper », 2015, p.1.

³⁴² MALASHENKO Alexey, « Far From the Arab Spring », op.cit.

poutinien³⁴³. La communauté musulmane de Russie est divisée en deux groupes opposés. Les traditionalistes qui pratiquent un islam basé sur les cultures et les traditions plus locales et les Salafistes qui défendent l'idée d'un islam plus pur et donc plus éloigné des traditions ethniques russes³⁴⁴. Ces deux islams ont comme points communs l'importance des règles islamiques et l'importance accordée à l'islamisation de la population russe. La différence est que les radicaux l'envisagent au sein d'un État séparé tandis que les traditionalistes l'acceptent au sein de la Russie³⁴⁵. Parmi ces islamistes radicaux, entre 2000 et 5000 russophones³⁴⁶ ont rejoint les différentes organisations terroristes internationales dont environ 2000 sont actifs en Syrie³⁴⁷. La Russie craint une propagation de violence au sein de cette communauté dans son pays, comme lors de la période 2010-2013 où des attaques terroristes avaient causé des milliers de morts dans le pays³⁴⁸. L'État Islamique représente deux menaces pour la Russie³⁴⁹. La première est l'appel à tous les musulmans du monde, fait par l'organisation terroriste, qui peut trouver écho en Russie dans les régions fortement peuplées de musulmans. La seconde est dans la continuation de la première. En effet, parmi les combattants étrangers qui fournissent les rangs de l'EI beaucoup sont originaires de Russie et représentent un danger potentiel en cas de retour au pays³⁵⁰. La deuxième langue la plus parlée au sein de l'État islamique est le Russe. L'intervention du Kremlin contre cette organisation est donc faite sous un justificatif de « légitime défense » à l'encontre des éventuels revenants³⁵¹. Vladimir Poutine fait d'ailleurs extrêmement attention à ne pas marginaliser ou accabler la communauté musulmane de son pays et l'inclut dans sa vision du Monde russe³⁵². Le terrorisme islamique représente un potentiel de

³⁴³ MALASHENKO Alexey, *Preserving the Calm in Russia's Muslim Community*, op.cit., p.2.

³⁴⁴ Ibidem, p.2.

³⁴⁵ MALASHENKO Alexey, « Far From the Arab Spring », op.cit. ; MALASHENKO Alexey, « Islam in Russia », dans *Chatam House* [en ligne], <http://eng.globalaffairs.ru/number/Islam-in-Russia-17002> (Page consultée le 17/01/18).

³⁴⁶ MALASHENKO Alexey, *Preserving the Calm in Russia's Muslim Community*, op.cit., p.2. ; LÉVESQUE Jacques et al., « La Russie : une puissance indépendante au Moyen-Orient », op.cit., p.22.

³⁴⁷ STEPANOVA Ekaterina, « Les Russes et l'État islamique : politique étrangère et facteurs internes », op.cit., p.88. ; KOZHANOV Nikolay, « No Changes in Moscow's Stance on Syria », op.cit.

³⁴⁸ MALASHENKO Alexey, *Preserving the Calm in Russia's Muslim Community*, op.cit., p.3.

³⁴⁹ TRENIN Dmitri, « Putin's Syria Gambit Aims at Something Bigger Than Syria », op.cit.

³⁵⁰ STEPANOVA Ekaterina, « La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ? », op.cit., p.29.

³⁵¹ LÉVESQUE Jacques et al., « La Russie : une puissance indépendante au Moyen-Orient », op.cit., p.23.

³⁵² TRENIN Dmitri, « Putin's Syria Gambit Aims at Something Bigger Than Syria », op.cit. ; LE TORRIVELLEC Xavier, « 1917-2017 : où va la Russie ? Une puissance eurasiennne dans un Nouveau Monde », op.cit., p.91.

déstabilisation régionale dans le voisinage proche de la Russie qui pourrait menacer sa sécurité nationale³⁵³.

4.3.5. La prolongation des revendications déjà présentes en Ukraine

L'intervention en Syrie suit la même logique qu'en Ukraine en tant que catalyseur d'unité nationale et de distraction des problèmes économiques auxquels fait face la Russie³⁵⁴. Les démonstrations de puissance en politique étrangère et hors des frontières du pays donnent l'impression au peuple russe d'avoir retrouvé le statut de grande puissance que leur pays mérite à leurs yeux et lui rappellent la grandeur passée de l'URSS³⁵⁵. L'intervention en Syrie permet de légitimer le régime en place en Russie mais également sa confrontation avec l'Occident ainsi que les conséquences de la situation en Ukraine³⁵⁶. La majorité de la population russe supporte les actions de son pays en Syrie, tout comme elle l'avait déjà fait pour la Crimée³⁵⁷. Le statut de puissance que réclame le système poutinien pour la Russie permet d'inscrire le Moyen-Orient comme faisant partie de sa zone d'intérêts privilégiés et justifie donc la volonté de s'y projeter pour y répandre son influence³⁵⁸.

Dans le conflit syrien, Moscou justifie son implication comme garant de l'équilibre contre les forces révisionnistes que sont l'État islamique et les États-Unis³⁵⁹. Ces derniers étant les facteurs d'instabilité principaux au Moyen-Orient, selon le Kremlin, ils se doivent d'être arrêtés³⁶⁰. La position russe lors de l'éclatement du conflit a été de protéger l'intégrité territoriale syrienne contre l'ingérence extérieure³⁶¹. « L'objectif principal de la diplomatie russe est donc de s'en tenir au respect de la souveraineté de la Syrie et au principe de non-ingérence

³⁵³ STEPANOVA Ekaterina, « La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ? », op.cit., p.27.

³⁵⁴ KOLESNIKOV Andrei, « Putin's Crooked Road to Damascus », dans *Project Syndicate* [en ligne], <https://www.project-syndicate.org/commentary/putin-popularity-soviet-nostalgia-by-andrei-kolesnikov-2015-09?barrier=accessreg> (Page consultée le 17/01/18).

³⁵⁵ KOZHANOV Nikolay, « Chaos in the Arab World Suits Russia's Domestic Propaganda », dans *Chatham House's World Today* [en ligne], <https://carnegie.ru/2015/08/07/chaos-in-arab-world-suits-russia-s-domestic-propaganda-pub-60978> (Page consultée le 17/01/18).

³⁵⁶ Ibidem.

³⁵⁷ KOLESNIKOV Andrei, « Putin's Crooked Road to Damascus », op.cit.

³⁵⁸ TER MINASSIAN Taline, « La Russie et le Moyen-Orient : permanences et mutations d'une diplomatie multilatérale », op.cit., p.109.

³⁵⁹ PAVLOVSKY Gleb, *Russia's System of Managed Chaos*, Moscou : Carnegie Moscow Center, Coll. « Commentary Paper », 2015, p.2.

³⁶⁰ KOZHANOV Nikolay, *Chaos in the Arab World Suits Russia's Domestic Propaganda*, op.cit.

³⁶¹ FOLLEBOUCKT Xavier, *Russia's Impossible Position in Syria*, op.cit., p.3.

dans les affaires intérieures des États »³⁶². Comme en Ukraine, le conflit syrien prouve l'aversion de la Russie pour tout changement de régime imposé par la force, surtout si celui-ci provient de l'extérieur et ne contribue pas aux intérêts de Moscou³⁶³. En adoptant cette position, Moscou peut de nouveau jouer la carte de la forteresse assiégée qui respecte les traditions et lutte contre l'ordre mondial occidental à doubles standards³⁶⁴. Le discours conservateur du poutinisme trouve écho dans une région comme le Moyen-Orient qui était déjà opposée à l'interventionnisme occidental qu'elle subit depuis de nombreuses années³⁶⁵.

La Syrie constitue donc, de nouveau, une « proxy war » contre les États-Unis qui jouent un grand rôle au Moyen-Orient et cherchent à y isoler la Russie³⁶⁶. L'affirmation de Moscou dans la région a pour ambition de remettre en cause les prétentions américaines et revendique une indépendance idéologique basée sur l'identité russe et le rejet des conventions imposées par l'Occident³⁶⁷. En outre, le conflit syrien permet de détourner l'attention du conflit gelé en Ukraine et de tenter de redorer le blason de la Russie au niveau national et international³⁶⁸.

4.4. Les conséquences du conflit en Syrie

4.4.1. La confirmation d'une nouvelle place dans le monde

Avec son implication dans le conflit ukrainien, la Russie a brisé l'ordre international post-guerre froide ce qui lui a permis de revendiquer une zone d'intérêts privilégiés dans son voisinage proche. Avec son intervention en Syrie, le Kremlin se revendique sur un pied d'égalité avec les États-Unis en ce qui concerne le traitement des problèmes mondiaux que sont le terrorisme ou la sécurité régionale³⁶⁹. Par la combinaison d'actions unilatérales avec un activisme diplomatique plurilatéral, la Russie est parvenue à concurrencer Washington et à prendre la main pour une

³⁶² PICHON Frédéric, « La Syrie, quel enjeu pour la Russie ? », op.cit., p.115.

³⁶³ STEPANOVA Ekaterina, « La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ? », op.cit., p.24.

³⁶⁴ PAVLOVSKY Gleb, *Russia's System of Managed Chaos*, op.cit., p.2.

³⁶⁵ THERME Clément, « Poutine : entre affirmation des « valeurs russes » et realpolitik », op.cit., p.51. ; TER MINASSIAN Taline et al., « La politique de Moscou au Moyen-Orient : entre héritage soviétique et nouvelle doctrine diplomatique », op.cit., p.33.

³⁶⁶ PAVLOVSKY Gleb, *Russia's System of Managed Chaos*, op.cit., p.2.

³⁶⁷ THERME Clément, « Poutine : entre affirmation des « valeurs russes » et realpolitik », op.cit., p.54.

³⁶⁸ STEPANOVA Ekaterina, « La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ? », op.cit., p.29. ; TRENIN Dmitri, « Like It or Not, America and Russia Need to Cooperate in Syria », op.cit.

³⁶⁹ TRENIN Dmitri, « Putin's Syria Gambit Aims at Something Bigger Than Syria », op.cit. ; STEPANOVA Ekaterina, « La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ? », op.cit., p.29.

éventuelle résolution du conflit syrien³⁷⁰. Les actions russes en Syrie peuvent être qualifiées de « géopolitique d'extorsion »³⁷¹. Celle-ci consiste à créer une instabilité ou à exacerber un conflit déjà existant et puis à offrir ses services pour y rétablir l'ordre. En créant du désordre, la Russie peut ensuite être vue comme la sauveuse qui permet d'échapper au chaos³⁷². Moscou se rend indispensable à l'apport de solutions sécuritaires en réponse à la demande qu'elle a elle-même créée. Le même principe avait déjà été utilisé en Ukraine avec l'apparition de groupes armés non identifiés qui y agissaient dans les intérêts du Kremlin³⁷³. Grâce à ce procédé, Moscou a réussi à se positionner en acteur indispensable à une éventuelle résolution du conflit syrien³⁷⁴. « In Syria, as elsewhere, Russia is acting according to a system whereby it escalates a crisis so as to claim a role in the world and challenge « American leadership » »³⁷⁵. Cependant la politique étrangère russe au Moyen-Orient repose sur un paradoxe : « pour être moins mis à l'écart et se réimpliquer activement dans la coopération multilatérale, en particulier dans les domaines politique et sécuritaire, la Russie devait d'abord donner la preuve de sa capacité à agir seule »³⁷⁶.

Avec son intervention sur le sol syrien, la Russie effectue un retour réussi sur la scène moyen-orientale avec un rayonnement qui se ressent également au niveau international³⁷⁷. L'engagement russe en Syrie est apparu dans un contexte de perte de leadership au Moyen-Orient suite à la fois au désintérêt croissant pour la région de la part des États-Unis mais également à l'augmentation de la concurrence entre acteurs non étatiques et de la compétition entre les différents acteurs régionaux³⁷⁸. L'interventionnisme de Moscou en Syrie avait pour but la promotion du multilatéralisme et non l'imposition d'une solution³⁷⁹. Au Moyen-Orient, Moscou a donc réussi à apparaître comme une alternative crédible à l'Occident et au modèle

³⁷⁰ DELANOË Igor, « La puissance par la coercition. Le *hard power* russe à l'épreuve du Moyen-Orient », op.cit., p.246. ; FOLLEBOUCKT Xavier, *Russia's Impossible Position in Syria*, op.cit., p.3.

³⁷¹ WHITMORE Brian, « Putin's Mafia Statecraft », dans *Radio Free Europe, Radio Liberty* [en ligne], <https://www.rferl.org/a/putins-mafia-statecraft/27329898.html> (Page consultée le 17/01/18).

³⁷² PAVLOVSKY Gleb, *Russia's System of Managed Chaos*, op.cit., p.1.

³⁷³ WHITMORE Brian, « Putin's Mafia Statecraft », op.cit.

³⁷⁴ KOZHANOV Nikolay, *Chaos in the Arab World Suits Russia's Domestic Propaganda*, op.cit., p.2.

³⁷⁵ PAVLOVSKY Gleb, *Russia's System of Managed Chaos*, op.cit., p.1.

³⁷⁶ STEPANOVA Ekaterina, « La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ? », op.cit., p.29.

³⁷⁷ TER MINASSIAN Taline, « La Russie et le Moyen-Orient : permanences et mutations d'une diplomatie multilatérale », op.cit., p.109.

³⁷⁸ DELANOË Igor, « La puissance par la coercition. Le *hard power* russe à l'épreuve du Moyen-Orient », op.cit., p.245.

³⁷⁹ STEPANOVA Ekaterina, « La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ? », op.cit., p.31.

qu'il propose³⁸⁰. Le Kremlin rejette le principe de l'unipolarité, c'est pourquoi toute résolution se doit de venir des différents centres de pouvoir³⁸¹. La vision qui prédomine en Russie est un « Moyen-Orient stable et autonome au plan sécuritaire, pleinement apte à incarner un pôle parmi d'autres dans un monde polycentrique »³⁸². La Russie tente donc de développer des relations avec les acteurs clés de la région³⁸³. C'est pourquoi l'alliance avec Téhéran pour la gestion du conflit syrien est au cœur de la stratégie russe au Moyen-Orient³⁸⁴. Celle-ci se matérialise dans le processus d'Astana où la Russie avec l'Iran et la Turquie coopèrent alors que les États-Unis ont refusé d'y prendre part. La Russie est donc « une puissance de substitution pour les États du Moyen-Orient [...] et l'un des principaux points d'équilibre des dynamiques géopolitiques régionales »³⁸⁵.

En désignant un ennemi commun qu'est l'État islamique, la Russie et les États-Unis se retrouvent du même côté et il se peut qu'une plus grande coopération puisse émerger entre les deux³⁸⁶. « La Fédération russe cherche dorénavant à dialoguer dans une notion d'égalité relative. Avec son engagement dans la guerre de Syrie, la Russie considère avoir fait la démonstration qu'on doit prendre en compte ses intérêts et qu'on se doit de composer avec elle sur la base de compromis réels »³⁸⁷. « La Russie a instrumentalisé activement la crise syrienne dans le but d'améliorer ses relations avec les États-Unis et l'Occident »³⁸⁸. Moscou a réussi à gagner une place d'interlocuteur indispensable au Moyen-Orient et même un rôle de garant de sécurité dans la région³⁸⁹. Cet activisme international lui a permis de sortir de l'isolement dans lequel la Russie était plongée après les événements en Ukraine en s'imposant dans une région aux multiples rivalités de pouvoir.

³⁸⁰ THERME Clément, « Poutine : entre affirmation des « valeurs russes » et *realpolitik* », op.cit., p.57.

³⁸¹ STEPANOVA Ekaterina, « La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ? », op.cit., p.26.

³⁸² DELANOË Igor, « La puissance par la coercition. Le *hard power* russe à l'épreuve du Moyen-Orient », op.cit., p.245.

³⁸³ STEPANOVA Ekaterina, « Les Russes et l'État islamique : politique étrangère et facteurs internes », op.cit., p.82.

³⁸⁴ THERME Clément, « Poutine : entre affirmation des « valeurs russes » et *realpolitik* », op.cit., p.54. ; DELANOË Igor, « La puissance par la coercition. Le *hard power* russe à l'épreuve du Moyen-Orient », op.cit., p.247.

³⁸⁵ BURGOS Erik, THERME Clément, « La Russie au Moyen-Orient, puissance de substitution ou acteur incontournable ? », op.cit., p.10.

³⁸⁶ TRENIN Dmitri, « Like It or Not, America and Russia Need to Cooperate in Syria », op.cit.

³⁸⁷ LÉVESQUE Jacques et al., « La Russie : une puissance indépendante au Moyen-Orient », op.cit., p.27.

³⁸⁸ STEPANOVA Ekaterina, « Les Russes et l'État islamique : politique étrangère et facteurs internes », op.cit., p.81.

³⁸⁹ DELANOË Igor, « La puissance par la coercition. Le *hard power* russe à l'épreuve du Moyen-Orient », op.cit., p.257.

4.4.2. Réponses aux problèmes internes

L'exportation d'armes a toujours été une source sûre de revenus dans l'histoire de la Russie et de son prédécesseur l'URSS³⁹⁰. Un conflit dans le monde est donc vu au Kremlin comme une opportunité de relancer l'économie russe et faire des affaires³⁹¹. Le conflit en Syrie et le rôle qu'y joue la Russie constituent donc une « vitrine pour le complexe militaro-industriel russe »³⁹². La démonstration de force effectuée par l'armée sur le territoire syrien a permis de montrer la diversité et l'efficacité du matériel militaire de fabrication russe, et ce dans toutes les composantes de l'armée³⁹³. Grâce à ces équipements dernier cri, issus de la modernisation de l'appareil militaire russe entreprise cette dernière décennie, Moscou espère dès lors voir leurs ventes à l'exportation augmenter que ce soit au Moyen-Orient ou également dans le reste du monde³⁹⁴. Bien que la part russe dans les exportations mondiales d'armes ait diminué lors de la dernière décennie³⁹⁵, « avec près de 23% des parts du marché mondial de l'armement pour la période 2012-2016, la Russie se classe comme le second exportateur d'équipements militaires, derrière les États-Unis »³⁹⁶. Chaque année l'industrie russe de l'armement enregistre des ventes pour plusieurs dizaines de milliards de dollars. Être engagé dans un conflit permet de montrer au monde l'étendue de l'efficacité sur le terrain, en conditions réelles³⁹⁷. Le gouvernement russe espère donc un « effet Syrie »³⁹⁸ qui permettrait de stimuler les ventes et contribuer à contrer la récession économique en Russie due, entre autres, à la chute des prix du pétrole. L'implication russe en Syrie n'aurait donc pas que des résultats au niveau diplomatique, avec le rayonnement de l'État sur la scène internationale, mais également au niveau économique. Le peuple

³⁹⁰ LÉVESQUE Jacques et al., « La Russie : une puissance indépendante au Moyen-Orient », op.cit., p.25.

³⁹¹ PAVLOVSKY Gleb, *Russia's System of Managed Chaos*, op.cit., p.1.

³⁹² DELANOË Igor, « La puissance par la coercition. Le *hard power* russe à l'épreuve du Moyen-Orient », op.cit., p.253.

³⁹³ Ibidem, p.253.

³⁹⁴ LÉVESQUE Jacques et al., « La Russie : une puissance indépendante au Moyen-Orient », op.cit., p.25.

³⁹⁵ WEZEMAN Pieter D., FLEURANT Aude, KUIMOVA Alexandra, TIAN Nan, WEZEMAN Siemon T., *Trends in International Arms Transfer, 2017*, Solna : Stockholm International Peace Research Institute, SIPRI Fact Sheet, 2018, p.2.

³⁹⁶ DELANOË Igor, « La puissance par la coercition. Le *hard power* russe à l'épreuve du Moyen-Orient », op.cit., p.255.

³⁹⁷ Ibidem, p.255.

³⁹⁸ Ibidem, p.256.

russe, fier du dégagement de puissance et de force retrouvé par son pays serait ainsi récompensé de son soutien constant au Kremlin en bénéficiant de retombées économiques qui lui permettraient de rehausser le niveau de vie entaché par la crise économique mais également par les sanctions occidentales liées à la crise ukrainienne.

Conclusion

L'objectif de ce mémoire a été d'analyser la politique étrangère russe durant le troisième mandat de Vladimir Poutine à la tête de la Fédération de Russie, en se focalisant sur les conflits en Ukraine et en Syrie. Pour ce faire, il a été divisé en quatre chapitres. Les deux premiers chapitres se sont concentrés sur la personnalité de Vladimir Poutine afin de savoir ce qui l'influence, dégager ses influences, ses ambitions pour son pays mais aussi comment il a organisé la Russie en instaurant son système politique pour pouvoir y imposer ses idées et sa façon de penser. Le troisième chapitre analyse en profondeur le conflit en Ukraine depuis ses origines, le rôle qu'y a joué la Russie, pourquoi et comment, ainsi que les conséquences aux niveaux national et international. Le dernier chapitre est organisé de même tout en se rapportant au conflit en Syrie.

La question de recherche de ce mémoire était de savoir si les actions menées par Moscou, et donc Vladimir Poutine, dans les deux conflits précédemment cités s'inscrivaient dans le cadre d'une stratégie globale de politique étrangère ou si, au contraire, il s'agissait d'un aventurisme international opportuniste, au cas par cas, destiné à détourner l'attention de la population des problématiques nationales internes. Afin d'y répondre, il convient maintenant de dégager de l'analyse des deux conflits les points pertinents, notamment les similitudes et les différences, qui permettront d'en tirer les conclusions.

La politique étrangère menée durant le troisième mandat de Vladimir Poutine à la tête de la Russie a été marquée par des interventions hors frontières dans deux conflits majeurs de l'époque contemporaine. L'engagement russe en Ukraine et en Syrie se caractérise par des similitudes tant parmi les motifs justifiant les interventions que dans les tactiques utilisées par le Kremlin. Cependant, les

conséquences résultant des actions russes ne sont pas semblables et même plutôt opposées.

La première caractéristique commune entre le conflit en Ukraine et celui en Syrie est qu'ils se situent tous les deux dans ce que la Russie définit comme sa zone d'intérêts privilégiés. En effet, même après la chute de l'Union Soviétique, Moscou entend garder un droit de regard et d'influence prioritaire sur les zones géographiques périphériques anciennement sous sa tutelle. L'Ukraine représente pour la Russie un pays tampon entre elle et l'Europe mais aussi la frontière entre sa civilisation russo-slave et celle de l'Occident. La perspective de voir ce pays sortir de son cercle d'influence avec le risque de rejoindre l'OTAN ou l'Union européenne n'était pas envisageable. La Syrie est, quant à elle, l'alliée de longue date de Moscou au Moyen-Orient. Le régime d'Assad forme la pierre angulaire de la présence militaire russe dans la région et représente donc une importance stratégique cruciale pour le Kremlin car il lui assure un accès aux mers chaudes. L'intervention de la Russie dans ces deux États n'est donc pas le fruit du hasard car elle ne peut se permettre que ces pays d'importance capitale pour elle s'effondrent ou passent sous une influence qui pourrait être contraire à ses intérêts propres. La Russie étant en récession économique, elle ne peut se permettre de jouer au gendarme du monde comme les États-Unis mais se doit de réagir à sa manière quand elle estime que sa propre sécurité nationale est menacée. Ce fut le cas dans ces deux conflits.

À cause de la proximité géographique et de l'histoire commune partagée, se trouvent disséminés à travers ces régions des segments de population de grande importance pour le Kremlin. En effet, aussi bien en Ukraine qu'en Syrie, Moscou a justifié ses interventions par la défense des minorités présentes dans ces pays. Le rattachement de la Crimée a eu lieu à la suite d'un référendum lors duquel la population qui se revendiquait d'appartenance russe a choisi le rattachement. La discrimination dont pouvaient faire l'objet ces minorités de la part de Kiev a incité le Kremlin à intervenir pour les protéger. Ce même motif de défense des populations opprimées a été repris quelques mois plus tard en Syrie. Cette fois-ci ce n'était plus la défense des minorités russophones du pays, mais bien la défense des chrétiens orthodoxes contre l'islamisme radical. De fait, vu les liens existant actuellement en Russie entre les autorités politiques de Vladimir Poutine et les autorités religieuses de l'Église Orthodoxe de Russie, qui se renforcent mutuellement, Moscou se devait de réagir pour assurer la protection de ces personnes. Le motif humanitaire a donc

été utilisé aussi bien en Ukraine qu'en Syrie par le Kremlin pour légitimer ses actions.

Un autre argument invoqué pour justifier l'intervention russe dans ces deux conflits a été la défense du statu quo politique et surtout le soutien aux régimes alliés. En effet, en Ukraine, Moscou est intervenu en soutien au Président Ianoukovitch quand celui-ci a commencé à voir son autorité vaciller suite aux protestations populaires. En Syrie, Bachar al-Assad est un allié de longue date du Kremlin grâce aux liens historiques entretenus entre les deux pays. Quand celui-ci a vu son autorité remise en question par la communauté internationale, Moscou a également dû lui venir en aide. La constante présente dans ces deux conflits est le soutien à ses alliés et l'aversion de Moscou pour tout changement de régime qui pourrait créer de l'instabilité dans l'étranger proche russe. En plus de perdre des alliés stratégiques, le Kremlin ne voulait pas prendre le risque que des idées, démocratiques en Ukraine et islamistes en Syrie, pouvant provoquer la chute d'un régime, puissent se propager jusqu'au sein de ses propres frontières. Pour Moscou, aussi bien les événements en Ukraine que ceux en Syrie ont été générés par des forces extérieures coupables d'ingérence dans les affaires souveraines d'un État. C'est pourquoi il est important de signaler que dans chacun de ces cas, la Russie n'est intervenue officiellement qu'après avoir reçu la demande de le faire de la part des Présidents en fonction. En agissant de la sorte, la Russie entend démontrer sa légitimité à intervenir mais aussi qu'il existe une autre palette de valeurs et idéaux politiques que ceux que l'Occident tente d'imposer.

Cette vision conservatrice défendue par Vladimir Poutine est en concordance avec sa vision des relations internationales. En effet, le chef du Kremlin ambitionne pour son pays un retour sur le devant de la scène internationale. Sa vision personnelle de la place que devrait occuper la Russie sur l'échiquier mondial a fortement été influencée par l'histoire de l'URSS et l'école géopolitique russe. Sa politique étrangère lors de son troisième mandat s'inspire d'une vision d'un monde multipolaire où les États-Unis et l'Occident n'imposeraient plus les valeurs qu'ils prétendent universelles mais qui ne sont pourtant pas partagées par toute une série d'États dans le monde. Par ses actions en Ukraine et en Syrie, Poutine entend faire peser de tout son poids la civilisation russe sur l'organigramme mondial. Le Président russe place la Russie comme une alternative crédible au modèle imposé ces dernières décennies.

C'est pourquoi les deux conflits ukrainien et syrien ont également en commun le soutien populaire dont ils ont bénéficié au sein de la population russe. Vladimir Poutine fut élu avec une large majorité pour son troisième mandat certes, mais avec le score le plus bas qu'il ait jamais enregistré. Cependant aussi bien la protection des minorités que les démonstrations extérieures de puissance ont trouvé écho au sein de la population. Il est vrai que le système poutinien est fait sur mesure et que le Président est donc parfaitement au courant des attentes de son peuple. Celui-ci ambitionne, tout comme le leader du Kremlin, le retour sur le devant de la scène au niveau international. Le nationalisme russe étant très profondément ancré dans la population, cette dernière préfère vivre une situation interne difficile avec une économie qui souffre mais être puissante extérieurement et surtout respectée, sinon crainte, par les autres États dans le monde. Tout acte de politique étrangère réussi agit comme ciment du peuple en Russie et entraîne une augmentation de la cote de popularité de son Président.

La dernière similitude entre ces deux conflits concerne les tactiques mises en place par Moscou. Bien qu'essentiellement similaires, elles ont abouti à des résultats foncièrement différents. En effet, la Russie a appliqué aussi bien en Ukraine qu'en Syrie le principe de la diplomatie coercitive. De fait, que ce soit avec les accords de Minsk pour l'Ukraine ou ceux de Genève et d'Astana pour la Syrie, le Kremlin s'est organisé pour se retrouver en position de force sur le terrain au moment d'engager les négociations internationales. Il a ainsi pu exercer une plus grande influence sur ces dernières et y défendre ses intérêts propres, en Ukraine en gardant un conflit gelé dans le Donbass, ou en Syrie où il a su maintenir Assad au pouvoir.

La grande différence entre ces deux conflits est la perception de la Russie par la communauté internationale. En effet, après les événements en Ukraine, la Russie est vue comme la puissance révisionniste ambitieuse qu'il faut punir par le biais de sanctions et apparaît isolée sur la scène internationale. Mais avec le conflit syrien, la Russie a réussi, en utilisant les mêmes tactiques et en mettant en avant les mêmes justifications, à faire changer cette perception et à devenir l'acteur indispensable dont on ne saurait se passer pour une future résolution du conflit.

Les éléments d'analyse montrent clairement que la réponse à notre question de recherche doit être quelque peu nuancée. Il est vrai que les interventions dans les conflits ukrainien et syrien ont agi comme un facteur d'unification nationale en répondant aux ambitions de puissance que nourrit le peuple russe et en assurant la

défense de la forteresse russe assiégée. Vladimir Poutine a su trouver les bons arguments pour bénéficier du soutien de sa population et arriver à détourner son attention des problèmes sociaux et économiques qu'elle endure. De plus, l'islamisme radical est une réelle crainte pour le Kremlin à cause du potentiel déstabilisateur qu'il représente dans les régions musulmanes du pays. Cependant, la politique étrangère que le Président a suivie durant ce mandat suit une ligne de conduite précise et constante. En effet, depuis son accession au pouvoir il y a 18 ans, Vladimir Poutine a toujours eu pour ambition de retrouver la grandeur internationale perdue avec la chute de l'URSS. C'est pourquoi les interventions dans ces conflits ne sont pas le fruit du hasard. Elles sont certainement l'exploitation habile de circonstances qui se conjuguent entre elles telles que, comme précédemment cités, leur localisation dans la zone d'intérêts privilégiés de la Russie, le caractère allié de leurs dirigeants et les liens qu'ils entretiennent avec Moscou. La Russie se devait donc de réagir. Mais en même temps, ils ont fourni l'occasion que le Kremlin et Vladimir Poutine attendaient pour pouvoir proposer une alternative crédible au monde occidental-centré. La Russie a réussi en s'imposant comme acteur majeur du conflit syrien à promouvoir sa vision d'un monde multipolaire où chaque centre peut suivre ses propres règles définies selon son histoire et ses valeurs. Après avoir subi la destruction du monde bipolaire où elle jouait les premiers rôles, la Russie a contribué par ses interventions militaires et diplomatiques dans des conflits, aux enjeux aussi bien internes qu'externes, à la remise en cause du système unipolaire qui l'a remplacé. Au vu de ses implications au sein des conflits ukrainien et syrien, Moscou n'est plus un acteur secondaire des relations mondiales mais est redevenu un pays dont l'avis et les intérêts sont pris en considération au niveau international dans la région eurasiatique qu'elle considère comme sa zone d'influence et d'intérêts privilégiés. Ceci s'inscrit incontestablement dans une stratégie établie à long terme et dans le cadre de laquelle prennent racine les actions et interventions russes durant le troisième mandat de Vladimir Poutine.

Bibliographie

Monographie :

- DOUGUINE Alexandre, *Pour une théorie du monde multipolaire*, Nantes : Ars Magna Editions, 2013, 196p.
- ELTCHANINOFF Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Arles : Actes Sud, 2015, 171p.
- GRIGAS Agnia, *Beyond Crimea : the new Russian Empire*, New Haven : Yale University Press, 2016, 332p.
- HILL Fiona, GADDY Clifford G., *Mr. Putin*, Washington D.C. : Brookings Institution Press, 2015, 533p.
- LEGVOLD Robert, *Return to Cold War*, Malden (Massachusetts) : Polity Press, 2016, 187p.
- LESCAR Erik, *Le discours de Poutine*, Paris : L'Harmattan, 2017, 213p.
- LO Bobo, *Russia and the New World Disorder*, Washington D.C. : Brookings Institution Press, 2015, 341p.
- MACKINDER Halford J., *Democratic Ideals and Reality : a Study in the Politics of Reconstruction*, Londres : Constable & Co., 1919, 194p.
- MONGRENIER Jean-Sylvestre, THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, Paris : Puf, 2016, 125p.
- NALBANDOV Robert, *Not by Bread Alone*, Lincoln (Nebraska) : Potomac Books, 2016, 578p.
- SEIPEL Hubert, *Poutine : une vision du pouvoir*, Genève : Editions des Syrtes, 2016, 365p.
- VAN HERPEN Marcel H., *Putin's Propaganda Machine*, Londres : Rowman & Littlefield, 2015, 319p.
- VAN HERPEN Marcel H., *Putin's War. The Rise of Russia's New Imperialism*, Lanham (Maryland) : Rowman & Littlefield, 2015, 317p.

- VAN HERPEN Marcel H., *Putinism*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2013, 278p.
- WALKER Shaun, *The Long Hangover*, Oxford : Oxford University Press, 2018, 278p.
- WEGREN Stephen K., *Putin's Russia*, Landham (Maryland) : Rowman & Littlefield, 2016, 363p.
- ZYGAR Mikhail, *All the Kremlin's men*, New-York : PublicAffairs, 2017, 371p.

Ouvrage collectif :

- KANET Roger E. (éd.), *The Russian Challenge to the European security environment*, Cham : Palgrave MacMillan, 2017, 276p.

Chapitre d'ouvrage :

- BERRYMAN John, « Russia and the European Security Order: Impact and Implications of the Ukraine Crisis », in KANET Roger E. (éd.), *The Russian Challenge to the European security environment*, Cham : Palgrave MacMillan, 2017, pp.167-188.
- FREIRE Maria Raquel, « Ukraine and the Restructuring of East-West Relations », in KANET Roger E. (éd.), *The Russian Challenge to the European security environment*, Cham : Palgrave MacMillan, 2017, pp.189-210.
- LOFTUS Suzanne, KANET Roger E., « Growing Confrontation Between Russia and the West: Russia's Challenge to the Post-Cold War Order », in KANET Roger E. (éd.), *The Russian Challenge to the European security environment*, Cham : Palgrave MacMillan, 2017, pp.13-36.
- LOMAGIN Nikita A., « A Cold Peace Between Russia and the West: Did Geo-economics Fail ? », in KANET Roger E. (éd.), *The Russian Challenge to the*

European security environment, Cham : Palgrave MacMillan, 2017, pp.85-114.

Articles scientifiques :

- BARKHUDARYANTS Alexander, « La rivalité russo-américaine en Syrie : une nouvelle guerre froide ? », *Confluences Méditerranée*, 2018, vol. 104, n°1, pp.37-48.
- BURGOS Erik, THERME Clément, « La Russie au Moyen-Orient, puissance de substitution ou acteur incontournable ? », *Confluences Méditerranée*, 2018, vol. 104, n°1, pp.9-15.
- CARCANAGUE Samuel, « Le poutinisme existe-t-il ? », *Revue internationale et stratégique*, 2017, vol. 105, n°1, pp.169-174.
- CHEBANKOVA Elena, « Russia's idea of the multipolar world order : origins and main dimensions », *Post-Soviet Affairs*, 2017, vol. 33, n°3, pp.217-234.
- DAVID Dominique, « Vivre avec la Russie », *Politique étrangère*, 2017, vol. Printemps, n°1, pp.61-70.
- DELANOË Igor, « La puissance par la coercition. Le *hard power* russe à l'épreuve du Moyen-Orient », *Hérodote*, 2017, vol. 166-167, n°3, pp.243-260.
- FALLAS Thibault, « Vladimir Poutine et la crise ukrainienne : excellent tacticien, piètre stratège ? », *Stratégique*, 2016, vol. 112, n°2, pp.201-208.
- FILLER André, FILIMONOV Dimitry, « Vladimir Poutine : une représentation géopolitique ? De l'image à l'usage », *Hérodote*, 2017, vol. 166-167, n°3, pp.51-67.
- FISH Steven M., « The Kremlin Emboldened : What Is Putinism ? », *Journal of Democracy*, 2017, vol. 28, n°4, pp.61-75.
- GOMART Thomas, « Russie : de la « grande stratégie » à la « guerre limitée » », *Politique étrangère*, 2015, vol. Été, n°2, pp.25-38.

- GORDADZÉ Thorniké, « Faire face à la Russie », *Politique étrangère*, 2017, vol. Printemps, n°1, pp.71-87.
- IAKIMENKO Iouri, PACHKOV Mikhaïl, « Le conflit ukraino-russe vu de Kiev », *Politique étrangère*, 2014, vol. Été, n°2, pp.81-93.
- JEANGÈNE VILMER Jean-Baptiste, « Crimée les contradictions du discours russe », *Politique étrangère*, 2015, vol. Printemps, n°1, pp.159-172.
- KASTOUÉVA-JEAN Tatiana, « Le système Poutine : bâti pour durer ? », *Politique étrangère*, 2015, vol. Été, n°2, pp.53-65.
- KODMANI Bassma, « Aux racines du conflit syrien », *Commentaire*, 2016, vol. 154, n°2, pp.295-302.
- LARUELLE Marlène, « L'idéologie comme instrument du soft power russe. Succès, échecs et incertitudes », *Hérodote*, 2017, vol. 166-167, n°3, pp.23-35.
- LE TORRIVELLEC Xavier, « 1917-2017 : où va la Russie ? Une puissance eurasiennne dans un Nouveau Monde », *Hérodote*, 2017, vol. 166-167, n°3, pp.81-96.
- LÉVESQUE Jacques et al., « La Russie : une puissance indépendante au Moyen-Orient », *Confluences Méditerranée*, 2018, vol. 104, n°1, pp.17-28.
- LOUKIANOV Fiodor, « La Russie, une puissance révisionniste ? », *Politique étrangère*, 2015, vol. Été, n°2, pp.11-24.
- MARANGÉ Céline, « Radioscopie du conflit dans le Donbass », *Les Champs de Mars*, 2017, vol. 29, n°1, pp.13-29.
- MENS Yann, « En Syrie, la Russie applique la solution militaire », *Esprit*, 2016, vol. Novembre, n°11, pp.15-18.
- MITROFANOVA Anastasia, « Eglise orthodoxe russe : nationalisme ou universalité ? », *Hérodote*, 2017, vol. 166-167, n°3, pp.97-111.
- MITROFANOVA Anastasia, « La géopolitique dans la Russie contemporaine », *Hérodote*, 2012, vol. 146-147, n°3, pp.183-192.

- PÉTINIAUD Louis, « Du « lac russe » au « lac OTAN » ? Enjeux géostratégiques en mer Noire post-Crimée », *Hérodote*, 2017, vol. 166-167, n°3, pp.217-228.
- PICHON Frédéric, « La Syrie, quel enjeu pour la Russie ? », *Politique étrangère*, 2013, vol. Printemps, n°1, pp.107-118.
- RAVIOT Jean-Robert, « Le prétorianisme russe : l'exercice du pouvoir selon Vladimir Poutine », *Hérodote*, 2017, vol. 166-167, n°3, pp.9-22.
- STEPANOVA Ekaterina, « La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ? », *Politiques étrangères*, 2016, vol. Été, n°2, pp.23-35.
- STEPANOVA Ekaterina, « Les Russes et l'État islamique : politique étrangère et facteurs internes », *Outre-Terre*, 2015, vol. 44, n°3, pp.80-94.
- TER MINASSIAN Taline et al., « La politique de Moscou au Moyen-Orient : entre héritage soviétique et nouvelle doctrine diplomatique », *Confluences Méditerranée*, 2018, vol. 104, n°1, pp.29-35.
- TER MINASSIAN Taline, « La Russie et le Moyen-Orient : permanences et mutations d'une diplomatie multilatérale », *Relations internationales*, 2017, vol. 171, n°3, pp.109-124.
- THERME Clément, « Poutine : entre affirmation des « valeurs russes » et realpolitik », *Les Cahiers de l'Orient*, 2014, vol. 116, n°4, pp.51-57.
- TRENIN Dimitri, « Russie/OTAN : maîtriser la confrontation », *Politique étrangère*, 2016, vol. Hivers, n°4, pp.87-97.
- TSYGANKOV Andreï P, « La Russie et le Moyen-Orient : entre islamisme et occidentalisme », *Politique étrangère*, 2013, vol. Printemps, n°1, pp.79-91.
- VOLKOV Roman, « Les réseaux politico-économiques dans la Russie de Poutine », *Critique internationale*, 2017, vol. 75, n°2, pp.91-111.
- ZAKARIA Fareed, « De la démocratie illibérale », *Le Débat*, 1998, vol. 99, n°2, pp.17-26.

Working papers :

- DE WILDE D'ESTMAEL Tanguy, *Crimée, châtement ? Les sanctions de l'UE à l'égard de la Russie à la suite de la crise ukrainienne*, Louvain-la-Neuve : IBL-CECRI, Coll. « Note d'analyse », n°38, 2015, 15p.
- DELANOË Igor, *Le Partenariat stratégique russo-syrien : la clé du dispositif naval russe en Méditerranée*, Paris : Fondation pour la recherche stratégique, Coll. « Note d'analyse », n°6, 2013, 7p.
- FOLLEBOUCKT Xavier, *Kremlinologie 2.0 : la politique étrangère russe à l'épreuve du poutinisme*, Louvain-la-Neuve : IBL-CECRI, Coll. « Note d'analyse », n°54, 2017, 52p.
- FOLLEBOUCKT Xavier, *La Russie et le « conflit gelé » ukrainien*, Louvain-la-Neuve : IBL-CECRI, Coll. « Les leçons du passé », n°42, 2015, 14p.
- FOLLEBOUCKT Xavier, *Russia's Impossible Position in Syria*, Louvain-la-Neuve : IBL-CECRI, Coll. « Commentary Paper », n°4, 2012, 4p.
- FOLLEBOUCKT Xavier, *Ukraine and the European security order*, Louvain-la-Neuve : IBL-CECRI, Coll. « Commentary Paper », n°23, 2015, 4p.
- GAAZE Konstantin, *Putin's National Guard Gambit*, Moscou : Carnegie Moscow Center, Coll. « Commentary Paper », 2016, 3p.
- JARÁBIK Balázs, *What Did Minsk II Actually Achieve ?*, Moscou : Carnegie Moscow Center, Coll. « Commentary Paper », 2015, 2p.
- MALASHENKO Alexey, *Divisions and Defiance Among Russia's Muslims*, Moscou : Carnegie Moscow Center, Coll. « Commentary Paper », 2015, 3p.
- MALASHENKO Alexey, *Preserving the Calm in Russia's Muslim Community*, Moscou : Carnegie Moscow Center, Coll. « Commentary Paper », 2015, 3p.
- MONAGHAN Andrew, *The new Russian Foreign Policy Concept : Evolving Continuity*, Londres : Chatham House, Coll. « Programme Paper », 2013, 8p.
- PAVLOVSKY Gleb, *Russia's System of Managed Chaos*, Moscou : Carnegie Moscow Center, Coll. « Commentary Paper », 2015, 3p.

- STANOVAYA Tatyana, *Warriors vs Merchants : Russia's Foreign policy Rivals*, Moscou : Carnegie Moscow Center, Coll. « Commentary Paper », 2015, 3p.
- TIAN Nan, FLEURANT Aude, KUIMOVA Alexandra, WEZEMAN Pieter D., WEZEMAN Siemon T., *Trends in World Military Expenditure, 2017*, Solna : Stockholm International Peace Research Institute, Coll. « SIPRI Fact Sheet », 2018, 8p.
- TRENIN Dimitri, *A Five-Year Outlook for Russian Foreign Policy : Demands, Drivers, And Influences*, New-York : Carnegie Endowment for International Peace, Coll. « Task Force White Paper », 2016, 7p.
- TRENIN Dmitri, *The Ukraine Crisis and the Resumption of Great-Power Rivalry*, Moscou : Carnegie Moscow Center, Coll. « Paper », 2014, 19p.
- VOLKOV Denis, *Supporting a War that isn't: Russian Public Opinion and the Ukraine Conflict*, Moscou : Carnegie Moscow Center, Coll. « Commentary Paper », 2015, 3p.
- WEZEMAN Pieter D., FLEURANT Aude, KUIMOVA Alexandra, TIAN Nan, WEZEMAN Siemon T., *Trends in International Arms Transfet, 2017*, Solna : Stockholm International Peace Research Institute, Coll. « SIPRI Fact Sheet, 2018 », 8p.

Documents en ligne :

- COLLIN Katy, « 7 years into the Syrian war, is there a way out ? », dans *Brookings* [en ligne], <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2018/03/16/7-years-into-the-syrian-war-is-there-a-way-out/> (Page consultée le 17/05/18).
- KOZHANOV Nikolay, « No Changes in Moscow's Stance on Syria », dans *Chatam House* [en ligne], <https://www.chathamhouse.org/expert/comment/no-changes-moscow-s-stance-syria> (Page consultée le 17/01/18).

- KOZHANOV Nikolay, « Chaos in the Arab World Suits Russia's Domestic Propaganda », dans *Chatham House's World Today* [en ligne], <https://carnegie.ru/2015/08/07/chaos-in-arab-world-suits-russia-s-domestic-propaganda-pub-60978> (Page consultée le 17/01/18).
- LEVADA-CENTER, « Putin's approval rating », dans *Levada-Center*, Indicator [en ligne], <http://www.levada.ru/en/ratings/> (Page consultée le 28/04/18).
- MALASHENKO Alexey, « Far From the Arab Spring », dans *Carnegie Moscow Center* [en ligne], <http://carnegie.ru/2014/10/29/far-from-arab-spring-pub-57602> (Page consultée le 17/01/18).
- POUTINE Vladimir, « Meeting of the Valdai International Discussion Club », dans *President of Russia* [en ligne], <http://en.kremlin.ru/events/president/news/46860> (Page consultée le 20/05/18).
- THE UNITED NATIONS OFFICE AT GENEVA, « Intra-Syrien talks – Key dates of the peace process », dans *UNOG* [en ligne], [https://www.unog.ch/unog/website/news_media.nsf/\(httpPages\)/E409A03F0D7CFB4AC1257F480045876E?OpenDocument](https://www.unog.ch/unog/website/news_media.nsf/(httpPages)/E409A03F0D7CFB4AC1257F480045876E?OpenDocument) (Page consultée le 17/05/18).

Articles de presse :

- BARBASHIN Anton, INOZEMTSEV Vladislav, « Understanding Putin's Men », dans *The American Interest* [en ligne], <https://www.the-american-interest.com/2017/02/16/understanding-putins-men> (Page consultée le 17/01/18).
- ELTCHANINOFF Michel, « Qu'est-ce que le poutinisme ? », dans *Huffingtonpost* [en ligne], http://www.huffingtonpost.fr/michel-eltchaninoff-/questce-que-le-poutinisme_b_8263228.html (Page consultée le 05/04/17).
- FEERTCHAK Alexis, « De l'Ukraine à la Syrie, le progressif retour de la Russie dans le jeu diplomatique », dans *Le Figaro* [en ligne], <http://www.lefigaro.fr/international/2018/01/30/01003->

[20180130ARTFIG00009-de-l-ukraine-a-la-syrie-le-progressif-retour-de-la-russie-dans-le-jeu-diplomatique.php](#) (Page consultée le 17/05/18).

- GALIN Dan, « Comprendre Poutine sans le nommer », dans *Le temps* [en ligne], <https://www.letemps.ch/opinions/2016/01/27/comprendre-poutine-nommer> (Page consultée le 03/04/17).
- GALLI Jean-Claude, « Conflit gelé en Ukraine : les (dés)Accords de Minsk persistent », dans *Le Figaro* [en ligne], <http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2016/09/16/31002-20160916ARTFIG00344-conflit-gele-en-ukraine-les-desaccords-de-minsk-persistent.php> (Page consultée le 19/05/18).
- HASKI Pierre, « 2017, l'année de la victoire de l'illibéralisme" ? », dans *L'OBS* [en ligne], <https://www.nouvelobs.com/monde/20170102.OBS3285/2017-l-annee-de-la-victoire-de-l-illiberalisme.html> (Page consultée le 17/01/18).
- HERITAGE Timothy, « Putin may have passed point of no-return over Ukraine », dans *Reuters* [en ligne], <https://www.reuters.com/article/us-ukraine-crisis-putin-analysis/putin-may-have-passed-point-of-no-return-over-ukraine-idUSKBN0FY1AC20140729> (Page consultée le 19/05/18).
- KOLESNIKOV Andrei, « All the President's Little Men », dans *Project Syndicate* [en ligne], <https://www.project-syndicate.org/commentary/putin-purges-old-guard-loyalists-by-andrei-kolesnikov-2016-09?barrier=accessreg> (Page consultée le 17/01/18).
- KOLESNIKOV Andrei, « Putin's Crooked Road to Damascus », dans *Project Syndicate* [en ligne], <https://www.project-syndicate.org/commentary/putin-popularity-soviet-nostalgia-by-andrei-kolesnikov-2015-09?barrier=accessreg> (Page consultée le 17/01/18).
- L'OBS AVEC AFP, « UKRAINE. Un accord de cessez-le-feu conclu entre Kiev et les séparatistes », dans *L'OBS* [en ligne], <https://www.nouvelobs.com/monde/ukraine-la-revolte/20140905.OBS8256/ukraine-un-accord-de-cessez-le-feu-conclu-entre-kiev-et-separatistes.html> (Page consultée le 28/04/18).

- MALASHENKO Alexey, « Islam in Russia », dans *Russia in Global Affairs* [en ligne], <http://eng.globalaffairs.ru/number/Islam-in-Russia-17002> (Page consultée le 17/01/18).
- MOVCHAN Andrey, « How the Sanctions Are Helping Putin », dans *Politico* [en ligne], <https://www.politico.com/magazine/story/2017/03/how-the-sanctions-are-helping-putin-214963> (page consultée le 17/01/18).
- NOVOSTI Moskoskie, « Russia and the changing world », dans *Sputniknews* [en ligne], <https://sputniknews.com/analysis/20120227171547818/> (Page consultée le 03/04/17).
- PARIS Gilles, BOURREAU Marie, « Donald Trump amorce un repli américain », dans *Le Monde* [en ligne], http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/01/28/donald-trump-amorce-un-repli-americaain_5070479_3222.html (Page consultée le 16/05/18).
- TOPYCHKANOV Petr, « « Hybrid War » - a Scholarly Term or a Propaganda Cliché ? », dans *Russian International Affairs Council* [en ligne], http://russiancouncil.ru/en/analytics-and-comments/analytics/hybrid-war-a-scholarly-term-or-a-propaganda-clich-/?sphrase_id=11042720 (Page consultée le 17/01/18).
- TRENIN Dmitri, « Like It or Not, America and Russia Need to Cooperate in Syria », dans *The National Interest* [en ligne], <http://nationalinterest.org/feature/it-or-not-america-russia-need-cooperate-syria-13863> (Page consultée le 17/01/18).
- TRENIN Dmitri, « Putin's Syria Gambit Aims at Something Bigger Than Syria », dans *The National Interest* [en ligne], <http://www.tabletmag.com/jewish-news-and-politics/194109/putin-syria-trenin> (Page consultée le 17/01/18).
- TRENIN Dmitri, « To Understand Ukraine », dans *Russia In Global Affairs* [en ligne], <http://eng.globalaffairs.ru/number/To-Understand-Ukraine-19268> (Page consultée le 17/01/18).

- TRENIN Dmitri, « Ukraine Crisis Causes Strategic, Mental Shift in Global Order », dans *Global Times* [en ligne], <http://www.globaltimes.cn/content/922097.shtml> (Page consultée le 17/01/18).
- WHITMORE Brian, « Putin's Mafia Statecraft », dans *Radio Free Europe, Radio Liberty* [en ligne], <https://www.rferl.org/a/putins-mafia-statecraft/27329898.html> (Page consultée le 17/01/18).

Vladimir Poutine a été élu en mars 2012 pour un troisième mandat présidentiel à la tête de la Fédération de Russie. Sa vision du monde, notamment influencée par des facteurs personnels, historiques et géopolitiques, définit sa politique étrangère et le système mis en place dans son pays depuis sa première élection. Les engagements russes dans les conflits en Ukraine et en Syrie ont récemment remis la Russie sur le devant de la scène internationale. Ce mémoire tente dès lors d'analyser en quoi ces interventions extérieures s'insèrent dans une stratégie de politique étrangère définie.

Mots-clés : Vladimir Poutine, politique étrangère, Russie, Ukraine, Syrie.